

Le
Recours du Voisin
en cas d'Incendie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 mai 1923 à 15 heures 30.

PAR

HENRY ESCAVY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. R. PIEDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *MM. H. CAPITANT, professeur.*
G. RIPERT, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547506_0009

Le Recours du Voisin
en cas d'Incendie

Le
Recours du Voisin
en cas d'Incendie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 mai 1923 à 15 heures 30.

PAR

HENRY ESCAVY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. R. PIEDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *MM. H. CAPITANT, professeur.*
G. RIPERT, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

1923

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE, A MA MÈRE

INTRODUCTION

Le Parlement vient de voter une disposition législative ainsi conçue :

ARTICLE UNIQUE. — Le premier alinéa de l'article 1384 C. c. est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable, vis à vis des tiers, des dommages causés par cet incendie, que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires, qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code civil ».

Cette loi, du 7 novembre 1922, met un terme aux vives controverses qui se sont élevées dans ces dernières années sur l'exercice du recours du voisin en cas d'incendie, controverses qui ont suscité des dis-

cussions de doctrine et de jurisprudence, mais qui ont surtout passionné le monde des assurances qu'elles intéressent au plus haut point.

L'expression même de recours du voisin n'est-elle pas une terminologie empruntée au contrat d'assurance ? Un propriétaire assure son immeuble contre l'incendie ; mais, en même temps, par une clause de sa police d'assurance, il se garantit contre le recours des voisins. Il peut arriver, en effet, que le feu se propage à la maison du voisin et que celui-ci exerce une action en réparation du préjudice subi. C'est le recours du voisin contre celui chez lequel l'incendie a pris naissance.

C'est sous cet aspect qu'il se présente ordinairement dans la pratique ; tout au moins, c'est sous cette forme que le prévoit le contrat d'assurance ; mais, en droit, et dans le sens général où on doit l'entendre, le recours du voisin n'est pas limité à l'espèce particulière d'incendie communiqué d'immeuble à immeuble. Il est aisé de citer quelques cas bien différents : des marchandises — biens meubles — s'enflamment dans un entrepôt et incendient des maisons voisines ; la locomobile d'un entrepreneur de battages communique le feu aux récoltes du cultivateur ; le feu, qui a pris dans les meubles du locataire d'une maison de rapport, s'étend au locataire voisin.

Les circonstances diffèrent ; mais la nature de l'action reste la même ; il y a toujours un tiers lésé qui demande à celui chez lequel l'incendie s'est déclaré réparation du préjudice qui lui a été causé. Le mot « voisin » est donc pris dans un sens beau-

coup plus général que celui de propriétaire ou habitant de maison contiguë. Il suffit que l'action engagée soit indépendante de tout rapport contractuel antérieur.

On est surpris, au premier abord, que le Code n'ait pas consacré une disposition spéciale à cette action en responsabilité dont la pratique offre des exemples si fréquents. En l'absence d'une réglementation particulière, la doctrine et la jurisprudence ont appliqué les principes généraux en matière de quasi-délits, c'est-à-dire, les articles 1382 et 1383 du Code civil.

La réparation d'un préjudice et l'obtention de dommages-intérêts sont subordonnés à la responsabilité de l'auteur du dommage. Cette responsabilité n'existe que si *une faute* a été commise ; et c'est au demandeur à rapporter la preuve des faits constitutifs de faute.

Ces principes, qui constituent la théorie dite traditionnelle, ont été résumés dans l'expression bien connue : « pas de responsabilité sans faute ». Pendant presque tout le xix^e siècle, ils ont été suivis avec un accord unanime par les grands commentateurs du Code et par les tribunaux. Le recours du voisin ne s'exerçait qu'en vertu des articles 1382 et 1383. Certaines juridictions s'étaient avisées de faire appel à l'article 1733 C. c. et d'appliquer la présomption de faute de ce texte, particulier au contrat de louage, à tous les cas de communication d'incendie. Leurs décisions ont été invariablement cassées par la Cour Suprême.

Cette longue continuité dans la solution apportée

au problème rend d'autant plus remarquable l'évolution qui s'est manifestée en jurisprudence et qui a été la source d'un mouvement doctrinal du plus haut intérêt.

Cette évolution a revêtu un caractère général ; tout au moins, elle a affecté une partie importante du domaine de la responsabilité : la responsabilité qui naît du fait des choses inanimées.

Les changements survenus dans l'exercice du recours du voisin sont corrélatifs à ce mouvement.

Il est du plus haut intérêt d'examiner les causes qui ont motivé cette évolution. Elles sont d'ordre tout particulier ; et c'est cette origine nettement délimitée qui expliquera, dans une certaine mesure, les résistances que rencontrera l'application d'un principe d'un caractère cependant très général.

Il est superflu de retracer l'essor extraordinaire de l'industrie dans ces trente dernières années. Des forces nouvelles ont été mises en œuvre : la vapeur, l'électricité, qui permettent d'actionner de multiples usines toutes peuplées de machines-outils. La machine joue un rôle de premier plan dans la production ; on peut dire de cette époque qu'elle est le règne du machinisme.

L'ouvrier ne disparaît pas, remplacé par le matériel ; tout au contraire, le personnel des usines va en s'augmentant. L'ouvrier s'aide de la machine, la dirige, la surveille ; mais il est constamment soumis aux dangers qu'elle fait naître.

Les accidents du travail augmentent suivant une progression inquiétante. C'est un spectacle assez dou-

loureux que celui de ces humbles, mutilés au cours du travail par la machine qui fait la richesse du patronat, et désarmés la plupart du temps lorsqu'ils réclament une indemnité.

La seule voie juridique qui leur soit ouverte est celle des articles 1382 et 1383 ; on voit toutes les difficultés qu'elle présente et que la pratique révèle journellement. Il faut une faute de l'employeur et c'est l'ouvrier qui doit prouver cette faute ! En cas d'accident proprement dit, explosion, bris, etc..., même si les constatations révèlent le défaut de la machine, il ne s'ensuit pas nécessairement une faute imputable au patron ; à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'accidents survenus par le seul fonctionnement normal de la machine ; presque jamais la faute de l'employeur n'apparaîtra.

Il est indéniable que le dommage causé exige une réparation, mais que celle-ci ne peut être obtenue dans l'état actuel des textes et de la jurisprudence.

Nous n'énumérerons pas tous les palliatifs auxquels les tribunaux ont eu recours pour satisfaire à l'équité avant l'intervention de la loi d'avril 1898. Nous n'en retiendrons qu'un, le plus marquant et par la consécration qu'il devait recevoir de la part de la Chambre civile et par le mouvement juridique qu'il allait susciter : l'application de l'article 1384 C. c., alinéa 1^{er}, *in fine*.

L'arrêt de la Chambre civile du 16 juin 1896 est bien connu. Pour la première fois, la Cour de cassation fait application du 1^{er} alinéa de l'article 1384. C'est en vertu de ce texte qu'elle déclare responsable

un industriel dont l'ouvrier a été tué par une explosion de chaudière.

Cet alinéa, dégagé des incidentes, est ainsi conçu : « On est responsable... du dommage... qui est causé par le fait... des choses que l'on a sous sa garde ».

Le texte est éminemment clair et un esprit peu averti des choses juridiques s'étonnerait qu'il n'en ait pas été fait application depuis la promulgation du Code. Il en est cependant ainsi.

Les avantages qu'il procure sont immenses. Ils se résument en définitive dans un renversement du fardeau de la preuve : l'industriel est *présumé* en faute et il doit indemniser l'ouvrier, jusqu'à preuve contraire rapportée par lui.

La jurisprudence avait fait œuvre d'humanité, ainsi que le rappelait la Président Ballot-Beaupré, en abordant les règles de l'interprétation des lois : aux magistrats, « la justice et la raison commandent d'adapter libéralement, humainement le texte aux réalités et aux exigences de la vie moderne... (1) ».

Il semblait que cette interprétation devait rester sans lendemain après le vote de la loi du 9 avril 1898 qui assurait la réparation des accidents du travail.

Bien au contraire, l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 va prendre une importance de premier plan comme réglementant la responsabilité du fait des choses.

Des juristes éminents accueillent avec empressement la solution nouvelle et s'emploient à la justifier par des principes nouveaux. L'idée de faute,

(1) Discours prononcé dans la cérémonie du Centenaire du Code civil. Le Centenaire du Code civil, 1804-1904. Imp. Nationale.

disent-ils, est insuffisante pour assurer la réparation des dommages. L'action directe de l'homme disparaît devant l'action de la chose ; d'autre part, celle-ci est une source de profit pour la personne qui en a la maîtrise, la garde ; comme compensation, il est équitable que cette personne supporte le *risque* qu'elle *crée* et réponde, par conséquent, des dommages qui surviendront. D'où le nom de théorie du *risque créé*.

Le recours du voisin va être intimement mêlé à l'évolution de la responsabilité du fait des choses inanimées.

Après avoir consacré des premiers développements à l'étude des principes traditionnels, nous aborderons dans une deuxième partie les solutions dites nouvelles.

Nous réserverons les développements les plus importants à l'examen de la jurisprudence. C'est elle qui fait réellement apparaître toutes les faces multiples sous lesquelles le problème nouveau a été envisagé.

L'article 1384, 1^{er} alinéa, n'a pas été la solution uniforme du recours du voisin comme l'était auparavant l'article 1382-1383.

Au début, l'espèce sur laquelle les tribunaux se prononcent fréquemment est celle de la communication d'incendie à des récoltes par une batteuse à vapeur. Le cultivateur fait admettre la présomption de faute de l'entrepreneur de battages : il s'agit d'une machine — objet mobilier — ; c'est bien la « chose » envisagée par l'article 1384. Doit-on entendre chose *mobilière* ? C'est ce que laisseront à penser divers

arrêts de la Chambre des requêtes qui n'admettent pas l'application de l'article 1384 en cas d'incendie communiqué d'immeuble à immeuble. Et cependant le texte n'a pas ce caractère limitatif !

Malgré cette restriction, l'article 1384 n'est pas appliqué dans tous les cas de communication d'incendie par des choses mobilières. Une jurisprudence se forme, qui exige que le dommage soit survenu par un vice inhérent à la chose, par une sorte d'action qui lui soit propre. Il y a fait de l'homme, il doit y avoir également « fait de la chose ». Ceci existera, par exemple, au cas d'inflammation spontanée de poudres ou de substances en fermentation ; il en sera autrement si ce sont des marchandises quelconques qui ont simplement *communiqué* l'incendie.

Ceci n'est qu'un exemple des solutions disparates de la jurisprudence jusqu'au 16 novembre 1920, date d'un arrêt de la Chambre civile qui fixe presque les conditions d'exercice du recours du voisin.

La Cour de Cassation écarte toutes les distinctions entre : choses, fait des choses, etc. L'article 1384 rattache la responsabilité à celui qui a la garde de la chose et non à la chose elle-même. Il n'y a donc plus d'impossibilité à ce que la présomption de faute s'applique dans le recours du voisin exercé entre propriétaires d'immeubles bâtis. C'est d'ailleurs ce que vont juger plusieurs Cours d'appel et tribunaux.

Une certaine émotion se manifeste dans le monde des assurances. Des considérations d'équité font souhaiter un revirement de cette jurisprudence. Pour y remédier, le Parlement est saisi de diverses propositions de lois.

L'une d'entre elles, émanant de MM. Ruffier et Duquaire, sénateurs, est votée sans débats par les deux assemblées, après quelques retouches de détail.

L'étude détaillée du problème du recours du voisin et de la loi du 7 novembre 1922 nous conduira logiquement à l'examen critique qui constituera notre dernière partie.

L'œuvre de la jurisprudence est à envisager à de multiples points de vue. On lui a reproché d'avoir méconnu le texte et l'esprit de la loi, d'avoir fait des emprunts aux théories modernes du risque. La loi nouvelle même ne nous paraît pas exempte de reproches. Nous examinerons tout cela pour terminer enfin par l'exposé succinct de la solution que nous aurions souhaitée pour résoudre la question délicate du recours du voisin en cas d'incendie.

PREMIÈRE PARTIE

LA THÉORIE TRADITIONNELLE
DE LA FAUTE PROUVÉE

CHAPITRE PREMIER

Le fondement de la responsabilité = La faute.

S'il est vrai qu'aucun article du Code n'a prévu le cas d'incendie communiqué à une maison voisine et les conditions d'exercice du recours du voisin incendié, il ne serait pas exact de dire que nulle part le Code n'a fait mention du dommage causé par incendie et des responsabilités qui peuvent en découler. Cette réserve s'applique à l'article 1733 au titre du louage et qui est ainsi conçu :

« Il (le preneur) répond de l'incendie à moins qu'il ne prouve : que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure ou par vice de construction.

« Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. »

Il s'agit d'un cas tout à fait particulier : le preneur détient la chose louée en vertu d'un contrat aux termes duquel il s'est engagé notamment vis-à-vis du bailleur à conserver cette chose et à la rendre. En cas de perte par incendie, le preneur ne sera pas dégagé de son obligation ; il devra rendre la chose

ou tout au moins indemniser le bailleur de sa perte, et cela en vertu d'une *présomption de faute* qui pèse sur lui et qu'il ne pourra écarter qu'en rapportant la preuve des circonstances limitativement prévues par le texte.

Ici point d'équivoque ; et la jurisprudence et les auteurs reconnaissent d'une façon constante que le preneur chez lequel l'incendie a pris naissance est bien présumé en faute à l'égard de son bailleur et à l'égard de lui seul ; et ceci n'est vrai que dans les rapports contractuels existant entre preneur et bailleur.

On peut même dire que cette présomption de faute de l'article 1733 en cas d'incendie a été étendue à toute personne ayant l'obligation de conserver et de rendre la chose, soit en vertu d'un contrat, soit en vertu de la loi (1) « ...Si la personne chez laquelle l'incendie est né, dit M. Guillouard (2), est chargée de conserver et de rendre l'édifice incendié, soit en vertu d'un contrat, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'un contrat ou d'un quasi-contrat comme l'usufruitier, le commodataire, le possesseur de fait de l'immeuble d'autrui, le dépositaire, alors l'article 1733 est applicable par analogie avec l'article 1302 dont il n'est qu'une conséquence » — et le savant auteur ajoute : « S'agit-il, au contraire, d'une personne qui n'est obligée en rien à la garde de l'immeuble, comme par exemple un propriétaire voisin, l'article 1733 devra être écarté... » et quelques lignes plus loin il

(1) Cf. DALLOZ. *Rép.* V^o *Louage*. N^{os} 400-401. — Req. 4 juillet 1887. D. P. 87. I. 321.

(2) GUILLOUARD. *Contrat de louage*. T. I. N^o 278.

précise encore que l'article 1733 ne saurait s'appliquer en cas de recours du voisin : « S'il n'y avait entre le propriétaire dont la maison où les meubles ont été incendiés et celui chez lequel le feu a pris naissance, aucun lien préexistant, aucune obligation de conserver, le propriétaire ne peut se prévaloir de l'article 1733... »

Il était nécessaire, dès le début, de délimiter exactement le champ d'application de l'article 1733 ; il suppose une obligation contractuelle préalable qui fait naître la présomption de faute.

En matière de recours du voisin proprement dit, il s'agit de personnes juridiquement étrangères entre elles et, pour les partisans de la théorie traditionnelle, le voisin qui prétend rendre responsable celui chez lequel l'incendie a pris naissance ne peut fonder son action que sur le droit commun en matière de quasi délit, c'est-à-dire sur les articles 1382 et 1383 du Code civil.

Il n'y a pas de distinction à faire, en droit, entre le dommage qui a été causé par l'incendie et tout autre dommage. La réparation du préjudice subi par le voisin ne pourra être obtenue qu'aux mêmes conditions. Il est nécessaire qu'il y ait faute de la part de l'auteur du dommage et que la preuve de cette faute soit rapportée. — « Il ne peut invoquer qu'un seul principe, celui de l'article 1382 et comme c'est à celui qui allègue qu'un lien de droit s'est formé à en rapporter la preuve, il devra prouver la faute qui, seule, peut obliger le tiers à la réparation du préjudice causé (1) ».

(1) GUILLOUARD. Eod. loc. Cf. Demolombe. *Contrat de louage*, T. I. N° 278.

Cette manière de voir a été celle de tous les grands commentateurs du Code civil. Il n'est pas question de présomption de faute, mais de faute éventuelle qui devra nécessairement être prouvée : « L'incendie a causé un dommage et le voisin en demande la réparation. Par là il se porte demandeur et le fondement de son action est une faute du propriétaire incendié. C'est donc sur lui que retombe le poids de la preuve de négligence ou d'imprudence. — Quant au défendeur, il n'a rien à dire pour se justifier tant que le demandeur n'a pas prouvé son quasi délit. L'incendie étant autant un fait de force majeure qu'un fait d'imprudence, le juge ne peut qu'hésiter et renvoyer pour compte le défendeur absous — *in dubio reus absolvendus* (1) ».

Il ne suffit pas de considérer le fait matériel du dommage et la relation de cause à effet entre l'incendie et la destruction de la propriété voisine pour que, par cela même, la responsabilité en découle ; il serait insuffisant d'établir seulement que le feu a été communiqué par la maison voisine (2). Il faut

(1) Cf. *Troplong. du louage*. N° 365.

(2) DURANTON. T. 17. N° 105 envisage le cas où l'incendie né chez un locataire donne lieu à recours de la part des voisins, soit locataires, soit propriétaires voisins : « Le droit du voisin n'est pas uniquement fondé sur le préjudice qu'il dit avoir souffert ; il ne peut avoir son principe que dans la faute du locataire par suite de laquelle il prétend avoir éprouvé ce préjudice. C'est l'action *in factum* de l'article 1382. C'est donc à lui à prouver la faute qu'il impute au locataire. Jusque-là son action n'a pas de base ; il ne lui suffit pas de prouver que l'incendie a commencé dans la maison ou dans l'appartement occupé par le locataire, il faut de plus qu'il prouve qu'il a eu lieu par le fait du locataire ou des per-

prouver que le préjudice est imputable à un tiers, c'est-à-dire que ce préjudice a été causé par la faute d'un tiers.

sonnes dont il doit répondre ; car il peut avoir eu lieu par quelque crime secret ou même par quelque accident que le locataire ne pourrait prouver... »

Cf. *Conf. Aub et Rau*. 5^e éd., § 367.

Cf. *Zachariæ*. § 367. Texte. Notes 12 et 13.

TAULIER. VI, p. 242. — MARCADÉ. VI. N^o 3. — LAROMBIÈRE. *Des obligations*. I, p. 534.

CHAPITRE II

Travaux préparatoires du Code Civil.

Il semblait que le principe fondamental « pas de responsabilité sans faute » était incontesté. Les grands civilistes l'avaient tous consacré et il ne leur était pas apparu que la responsabilité put reposer sur un autre fondement que la faute.

Cependant, à la fin du siècle dernier, des essais doctrinaux ont tenté de lui ajouter, ou même de lui substituer une idée nouvelle : l'idée du risque.

Il est vrai, que dans certains cas, des décisions rendues en conformité du principe traditionnel avaient paru peu équitables ; il semblait qu'un dommage aurait dû être réparé ; mais la victime avait échoué dans sa demande pour n'avoir pas pu rapporter la preuve de la faute.

Pour justifier des solutions nouvelles, qui devaient satisfaire à des besoins nouveaux, des auteurs proposèrent d'écarter la notion de faute, ou tout au moins de la reléguer au second plan.

Des tentatives doctrinales aussi hardies ne pouvaient qu'ébranler difficilement la théorie tradition-

nelle qui tirait toute sa force des textes mêmes du Code, de l'interprétation qu'ils avaient reçue des commentateurs les plus éminents, de la pensée même des auteurs du Code.

Il est, en effet, du plus haut intérêt de se reporter aux travaux préparatoires ; il apparaît bien que la pensée dominante des rédacteurs du Code a été de subordonner uniquement la responsabilité à une faute commise. Les orateurs qui se sont succédés aux tribunes des diverses assemblées sont constamment revenus sur cette idée fondamentale du projet. « Tout individu est garant de son fait : c'est une des premières maximes de la société ; d'où il suit que si ce fait cause à autrui quelque dommage, il faut que celui par la faute duquel il est arrivé soit tenu de le réparer... (1) ».

Devant le Corps législatif, le tribun Tarrible revient avec insistance sur la nécessité de la faute et de sa preuve. « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances, mais s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation ». Il s'attache à indiquer le caractère général de cette disposition. « Cette disposition embrasse

(1) Rapport fait au Tribunat par le tribun Bertrand de Greuille au nom de la section de Législation sur la loi relative aux engagements qui se forment sans convention (Séance du 16 pluv., an XII).

Cf. Locré. XIII, p. 43.

dans sa vaste latitude tous les genres de dommages et les assujettit à une réparation uniforme qui a pour mesure la valeur du préjudice souffert, depuis l'homicide jusqu'à la légère blessure, depuis l'*incendie d'un édifice* jusqu'à la rupture d'un meuble chétif, tout est soumis à la même loi... (1) ».

Ce passage du discours du tribun Tarrible est particulièrement remarquable ; il confirme singulièrement l'opinion de ceux qui exigent du voisin victime de l'incendie la preuve d'une faute de la part de celui chez lequel le feu a commencé. On pouvait se demander si cette responsabilité particulière, naissant de la communication de l'incendie, n'avait pas été oubliée lors de l'établissement du Code, et si des règles autres que celles du droit commun ne lui étaient pas applicables. L'observation du tribun Tarrible laisse entendre qu'il n'en est rien. Voulant affirmer solennellement la généralité de la règle, il choisit à dessein quelques exemples disparates : l'homicide, le bris d'un meuble et enfin l'*incendie d'un édifice*. Il ne s'agit pas ici de responsabilité pénale, comme les termes homicide, blessures légères pourraient le faire penser, mais bien de responsabilité civile : le conteste du discours en fait foi. D'après ce texte des travaux préparatoires la responsabilité de l'auteur de l'incendie rentrerait donc dans le cadre général des articles 1382 et 1383.

L'examen de la discussion du projet de la Commission du Gouvernement montre la préoccupation constante des auteurs du Code de fixer le principe direc-

(1) FENET. T. XIII, p. 488.

teur, base de la responsabilité, principe qui n'aura plus dans la suite qu'à être appliqué par les tribunaux aux multiples cas particuliers qui leur seront soumis. Ils ont évité dans la mesure du possible les solutions d'espèce, craignant par là même de porter atteinte à la règle générale.

Ainsi, dans le projet de la Commission du Gouvernement, l'article 1382 actuel figurait sous le n° 15 ; ensuite, aux numéros 16 et 17, venaient des articles prévoyant la responsabilité de l'habitant de l'appartement duquel il a été jeté sur un passant de l'eau ou quelque autre objet ; l'article 18 était conforme à l'article 1383 actuel.

Les numéros 16 et 17 furent supprimés sur les observations du Conseiller d'État Miot, qui déclara que « l'énonciation du principe suffisait et que les exemples devaient être retranchés... »

C'est la même préoccupation d'affirmer la prédominance de l'idée de faute et d'éviter des exceptions dangereuses qui fit proposer une modification au texte de l'article 1386 présenté sous sa forme actuelle par la Commission du Gouvernement sous l'article 20 du projet. Au cours de la discussion, Regnault, de Saint-Jean-d'Angely, proposa de se borner à dire : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée *par sa faute* », et de retrancher ces mots : « par une suite du défaut d'entretien ou par vice de la construction ».

Cette proposition ne fut pas adoptée, sur la remarque que l'idée de faute était incontestable et que, d'autre part, le défaut d'entretien et le vice de construction

étant les seuls cas de destruction d'un immeuble, il n'y avait pas à redouter que d'autres aient été omis ; mais peu importe l'adoption ou le rejet de l'amendement, il suffisait seulement de noter une fois encore le souci des rédacteurs de la loi d'éviter toute équivoque.

On comprend combien la tâche du législateur était ardue dans cette matière. Son travail était en quelque sorte une œuvre de synthèse : il fallait dégager des lois romaines et de l'ancien droit l'idée maîtresse, fondement de la responsabilité, et laisser en dehors du Code les solutions de nombreux cas particuliers résolus tant par les coutumes que par les commentateurs ; et encore avaient-ils la crainte que leur œuvre ne fut pas complète lorsqu'ils décidaient officieusement que le droit romain servirait de loi dans tous les cas que n'aurait pas prévu le Code.

Les auteurs du Code ont-ils cédé au scrupule d'étendre leur texte en n'adoptant pas les deux articles portant les numéros 22 et 23 que le Tribunal de cassation avait proposé d'ajouter au projet de la Commission du Gouvernement ? On ignore les motifs qui ont fait écarter ces deux articles et les procès-verbaux sont muets sur ce point.

L'article 22 était ainsi conçu :

« Celui qui jouit, soit comme propriétaire, soit comme locataire, d'un appartement dans lequel prend le feu qui se communique aux maisons voisines, est responsable du dommage que souffrent ces maisons, à moins qu'il ne prouve que l'incendie a pour cause un fait qui lui est étranger, ainsi qu'il est dit pour le

locataire, respectivement au propriétaire, au titre du louage (1) ».

Le problème de la responsabilité de l'auteur de l'incendie en cas de recours du voisin se trouvait clairement résolu par un texte et la solution était contraire à celle que devait donner la théorie traditionnelle.

Pour le Tribunal de Cassation, celui chez lequel le feu a pris naissance est *présumé responsable* des dommages causés aux maisons voisines, et pour s'exonérer de toute responsabilité, c'est à lui qu'incombe la preuve que l'incendie a eu pour cause un fait qui lui était étranger : le cas fortuit ou la force majeure, le vice de construction, ou encore la communication de la maison voisine. — énumération de l'article 1733 auquel il est renvoyé à ce sujet.

Ce n'est pas à cette place qu'il convient de s'étendre plus longuement sur ce texte, sur les raisons qui l'ont fait proposer ou qui l'ont fait écarter. Il fera l'objet d'un examen plus approfondi dans des développe-

(1) Cf. FENET. T. II, p. 605. Observations du Tribunal de cassation. L'article 23 était ainsi conçu : « Si, pour arrêter le progrès de l'incendie, on abat une maison, les propriétaires des maisons garanties du feu par la destruction de la maison abattue, sont tenus directement, et dans tous les cas, d'indemniser le propriétaire de celle-ci proportionnellement à la valeur de leurs maisons et aux risques plus prochains auxquels elles étaient exposées, à la déduction toutefois de la contribution individuelle du propriétaire de la maison abattue, en raison de ce qu'elle partageait le danger ; et tous ont action, les uns en recours et les autres en complément d'indemnité, envers celui qui jouissait de l'appartement dans lequel le feu a pris et qui ne peut prouver que l'incendie a eu pour cause un fait qui lui soit étranger ».

ments ultérieurs ; son importance, en tous cas, est de premier plan dans la présente étude et on ne pouvait le passer sous silence au cours de l'examen des travaux préparatoires du Code.

L'article 23, relatif également à l'incendie, n'est pas d'un moindre intérêt. Bien qu'envisageant les responsabilités particulières qui peuvent naître du fait de travaux effectués pour arrêter l'incendie, il se rattache intimement à l'article 22, et sa disposition finale confirme expressément le principe de la présomption de responsabilité si fortement dégagé précédemment.

A l'égard des partisans de la théorie traditionnelle, ces deux articles n'ont qu'un intérêt purement documentaire ; le fait que la proposition du Tribunal de Cassation n'était pas motivée, et qu'ensuite elle n'a pas été adoptée, sans même qu'il soit resté trace d'une discussion, atteste à leurs yeux son peu de fondement. Ces textes, qui se bornent à présumer *une responsabilité* — sans qu'il soit question *de faute* — étaient trop éloignés du principe des dispositions précédentes.

Comment pourrait-on s'arrêter à la teneur de ces articles fantômes qui ne sont qu'un simple épisode de l'élaboration de la loi et qui portent leur condamnation dans l'abandon presque dédaigneux qu'en a fait le législateur ?

CHAPITRE III

Conditions de fond de la responsabilité.

Pour que la personne chez laquelle l'incendie a pris naissance soit responsable, la théorie traditionnelle exige trois conditions : tout d'abord qu'elle ait causé un dommage ; ensuite qu'il y ait une faute à sa charge ; enfin qu'il y ait une relation directe entre sa faute, ou sa négligence, et le dommage.

§ 1. — EXISTENCE D'UN DOMMAGE.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette première condition. Le dommage existe, sans lui l'action ne se comprendrait pas.

§ 2. — EXISTENCE D'UNE FAUTE.

Il est admis que la responsabilité est subordonnée à l'existence d'une faute. Mais quand y aura-t-il faute ? Quels actes constituent la faute ? On est conduit à rechercher une définition qui servira de guide. Le Code ne la donne pas. Les articles 1382 et suivants traitent de la faute sans la définir et cette lacune a

donné libre cours à toutes les suggestions et à toutes les controverses.

Les notions abstraites d'un ordre aussi élevé que celle-ci se définissent malaisément et les nombreuses formules qui ont été proposées (1) prouvent qu'il est bien difficile de se mettre d'accord sur un texte.

« La faute est un acte illicite contraire au droit », dit Laurent, en accord avec divers auteurs. Mais on peut reprocher à cette brève définition d'être vague et incomplète : elle ne parle ni des actes contraires au droit, ni du fait d'imputabilité.

M. Planiol a défini la faute « un manquement à une obligation préexistante dont la loi ordonne la réparation, quand il a causé un dommage à autrui (3) ».

Cette formule serait pleinement satisfaisante si l'obligation préexistante apparaissait d'une façon plus nette.

La définition devient éminemment claire si on précise cette règle légale préexistante, comme l'a fait le savant professeur (4). « Il faut sous-entendre dans la constitution de toute société humaine une double règle légale qu'on pourrait formuler ainsi : défense d'être maladroit, défense d'être malhonnête, et comme cette double défense est faite dans l'intérêt des tiers, il faudrait pour exprimer complètement l'idée, modifier ainsi la formule : défense de léser autrui, soit par des actes malhonnêtes, soit par des actes maladroits ».

(1) Voy. TRIANDAFIL. *L'idée de faute et l'idée de risque comme fondement de la responsabilité*. Thèse, Paris, 1914.

(2) LAURENT. T. XX, p. 418.

(3) PLANIOL. *Traité élémentaire*. 7^e éd., t. II, n^o 863.

(4) PLANIOL. *Revue critique*. 1905, p. 287.

La définition qui nous paraît devoir être préférée est celle de MM. Bédant et Capitant :

« Il y a faute, dans une hypothèse déterminée, si l'auteur du fait dommageable ne s'est pas conduit comme l'aurait fait un homme diligent, lorsqu'il n'a pas pris toutes les précautions qu'un homme diligent aurait prises (1) ».

On lui fait le reproche d'introduire la notion vague, abstraite et variable suivant les époques : d'homme diligent. Cette expression nous paraît, au contraire, constituer un double mérite de cette définition, elle lui donne plus de souplesse et lui permet de s'adapter à des époques ou à des situations différentes, le type du bon père de famille variant avec l'état des mœurs et les progrès de l'industrie et de la science.

Mais une définition, pour nécessaire qu'elle soit, ne donne qu'une solution abstraite, difficilement applicable parfois aux solutions pratiques.

L'examen des innombrables cas d'espèces tranchés par les tribunaux précise cette notion de faute (2) et

(1) BÉDANT et CAPITANT. *Responsabilité civile*. N° 26.

(2) Le juge du fond doit, pour donner une base légale à sa condamnation, constater la faute, au moins implicitement et, pour rendre possible à la Cour de Cassation l'exercice de son pouvoir de contrôle, dans les cas où il existe et notamment sur la qualification de faute donnée aux faits constatés, il est tenu de spécifier dans ses constatations les faits qu'il considère comme constitutifs d'une faute. Sa décision manquerait de base légale s'il ne disait pas en quoi la faute a consisté, s'il ne relevait pas les circonstances caractéristiques de la faute. La Cour de cassation reconnaît bien aux juges du fait un pouvoir souverain d'appréciation pour constater l'existence de l'acte constitutif de la faute ; mais son contrôle s'exerce dans l'appréciation

on peut dire avec le professeur Planiol que « le mieux est de prendre les choses par leur aspect concret et de rechercher dans la jurisprudence, ce grand recueil de l'expérience humaine, ce que peuvent bien être ces fameuses fautes dont on parle tant sans bien les comprendre ».

§ 3. — EXISTENCE D'UN LIEN DE CAUSALITÉ ENTRE LA FAUTE ET LE DOMMAGE.

Pour que la personne chez laquelle l'incendie a commencé soit responsable du dommage causé au voisin, il faut qu'il existe, en outre, une relation directe entre sa faute, ou sa négligence, et l'incendie ; il peut y avoir eu une faute de commise, mais qui n'ait qu'un rapport éloigné avec le fait de l'incendie ; il faut que la faute ait été la cause de l'incendie.

Il est parfois difficile d'établir ce lien de causalité. La demande échoue si elle n'est pas fournie, c'est une autre preuve à la charge du demandeur.

On en trouve un exemple typique dans un arrêt de la Cour de Rouen du 24 décembre 1878 (1).

Un incendie s'est déclaré dans une scierie, qu'il a détruite, puis a atteint les immeubles environnants. Les propriétaires de ces immeubles rendent responsable le propriétaire de la scierie. Ils prétendent que l'incendie a été provoqué par les fumées des machines

du caractère illicite de l'acte qualifié faute (Pour les exemples de faits constitutifs de faute, voir *infra* — examen de la jurisprudence).

(1) Cf. D. P. 1879. 2. 175. Voir également Req., 7 mars 1892, aff. Dampenon. D. P. 92. I. 502.

à vapeur et ils lui reprochent d'avoir commis la faute de ne pas respecter le décret du 25 janvier 1865 qui impose aux propriétaires de machines à vapeur d'avoir un foyer qui brûle la fumée.

La Cour rejette la demande, car, indépendamment de la contravention au décret, et par conséquent de la faute commise, il n'existe pas « entre la contravention qu'on leur impute et le fait d'incendie un lien direct et nécessaire qui les rattache fatalement l'un à l'autre. »

La Cour d'Aix, par arrêt du 4 juillet 1894 (1), a statué dans le même sens : le feu a pris dans un entrepôt de bois et s'est communiqué aux ateliers et hangars du voisin. Ce dernier prouve la faute de l'industriel, qui a installé et fait fonctionner sa scierie sans avoir obtenu de l'autorité administrative compétente l'autorisation exigée par la loi.

Ici encore rejet de la demande : il y a bien faute, mais rapport insuffisant de cause à effet entre la faute et le dommage.

§ 4. — DES CAUSES D'EXONÉRATION DE LA RESPONSABILITÉ.

C'est surtout lorsqu'on examinera les systèmes qui admettent des présomptions de responsabilité qu'il conviendra d'étudier dans le détail les conditions exigées pour écarter la responsabilité.

Celui chez lequel l'incendie s'est déclaré est en effet considéré comme responsable jusqu'à preuve con-

(1) Cf. D. P. 95. 2. 167. — S. 95. 2. 204.

traire, preuve qu'il aura la charge de rapporter et dont il conviendra d'étudier les modalités.

Dans le système de la faute prouvée, les causes d'exonération de responsabilité sont d'un intérêt de second plan. Tout le fardeau de la preuve incombe au voisin et, en principe, le défendeur, celui qui a communiqué le feu, n'a qu'à laisser faire la preuve de la faute qu'on lui impute. Il lui sera toujours loisible de combattre cette preuve par la preuve contraire qui lui sera réservée soit au cours des enquêtes, soit au cours des débats ; les éléments qu'il apportera pourront affaiblir la preuve du demandeur, qui sera considérée comme insuffisante ; s'il peut prouver qu'il n'a commis aucune faute, il échappera à toute responsabilité.

Dans certains cas, cependant, le défendeur aura intérêt à sortir de son rôle passif et à prouver certains faits qui, une fois établis, l'exonèreront de toute responsabilité ; ces faits sont le cas fortuit ou la force majeure et la faute d'un tiers.

On peut dire indifféremment du cas fortuit ou de la force majeure que c'est un fait qui échappe aux prévisions et à l'action de l'homme : l'incendie a été provoqué par la foudre ou bien il s'est communiqué par une maison voisine. En tout cas, la preuve de ce fait est exclusive de toute faute.

La faute ne peut être que personnelle à celui auquel on l'impute. S'il établit que le feu a pris naissance chez lui par la faute d'une tierce personne, il en découlera qu'il n'a commis aucune faute et sa non-responsabilité sera établie ; par exemple : l'incendie est dû à la malveillance d'un tiers, ce qui résulte d'une décision de la juridiction pénale. Il est entendu que tout

ceci ne s'applique pas aux personnes visées par l'article 1384. Si c'est un domestique ou un enfant qui a imprudemment causé l'incendie, le maître ou le père n'en seront pas moins responsables, bien que n'ayant pas agi de leur personne. Ils seront présumés en faute pour surveillance insuffisante des personnes dont ils devaient répondre.

§ 5. — DE LA COMMUNICATION DE L'INCENDIE
PAR DES BIENS MEUBLES OU IMMEUBLES

La responsabilité de celui chez lequel l'incendie s'est déclaré s'apprécie-t-elle d'après des règles différentes suivant que ce sont des choses mobilières ou des immeubles qui ont communiqué le feu au voisin ?

En ce qui concerne les meubles, l'application des articles 1382 et 1383 ne fait pas de doute, mais pour les immeubles, on ne peut pas être aussi affirmatif en présence de l'article 1386 qui est uniquement consacré aux dommages qu'ils peuvent causer.

Ce texte dit « que le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de construction ».

Le propriétaire est envisagé comme seul responsable, à l'exclusion du locataire ou même de l'usufruitier (1). On considère qu'il doit assurer la sur-

(1) Cf. DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon. *Traité des engagements qui se forment sans convention*. T. XXXI, n° 658

BAUDRY, LACANT. ET BARDE. *Traité théorique et pratique de droit civil (des obligations)*. T. 4. N° 2958.

LAROMBIÈRE. *Théorie et pratique des obligations*. T. VII, p. 658.

veillance de son immeuble ; en cas d'incendie, il n'y aurait donc pas à rechercher l'occupant de l'immeuble, mais seulement le propriétaire.

Les auteurs sont d'accord pour reconnaître la généralité des termes de cet article ; contrairement aux solutions du droit romain, les tiers blessés par l'écroulement peuvent s'en prévaloir au même titre que *les voisins* dont les biens ont été endommagés (1).

L'hypothèse de l'incendie, si elle n'est pas prévue dans le texte, ne doit pas pour cela en être écartée ; il est dit que le dommage devra être survenu « par suite du défaut d'entretien ou par le vice de la construction ». Evidemment on peut être surpris de cette énumération limitative alors que de la discussion même des travaux préparatoires du Code il résulte que cet article visait en général tous les dommages survenant du fait des bâtiments. Maleville, à qui on reprochait cette énumération restrictive, répondait qu'on ne peut « concevoir d'autres cas que ceux expliqués dans l'article qui puissent rendre le propriétaire garant (2) ».

Et pourtant, l'incendie peut être envisagé comme une cause de dommage distincte des deux précédentes. Mais la difficulté peut être tournée, et si la preuve est faite que l'incendie est le résultat d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien de l'immeuble, on ne voit pas pourquoi le propriétaire ne serait pas responsable suivant l'article 1386.

Cette solution n'a pourtant pas été admise par les

(1) LAURENT. *Principes de droit civil*. 2^e éd. T. XX. N^o 644.

(2) MALEVILLE. *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*. Paris. Garnery, 1805, III, p. 192.

partisans de la théorie traditionnelle (1) et par la jurisprudence (2).

L'application de l'article 1386, dit-on, est limitée à un simple point de vue : il vise bien les dommages survenus du fait des bâtiments, mais la responsabilité du propriétaire seul est envisagée. Elle n'existera qu'en cas de vice de construction ou de défaut d'entretien ; et enfin, il faut que le dommage soit survenu par *la ruine* du bâtiment. Ceci suppose une destruction totale ou partielle de gros ouvrages (par exemple la chute d'une pierre d'une construction ne suffirait pas) (3).

Or l'incendie est une cause de dommage différente de la « ruine ».

On ne peut donc pas le faire rentrer dans le cadre de l'article 1386 (4).

(1) Cf. PLANIOL. T. II. 7^e éd., n° 924.

(2) Cass., 13 juillet 1903. D. P. 03, I. 506. *Gaz. Pal.* 1903, 2. 402.

(3) Trib. civ. de Melle, 27 mai 1899. Rapp. sous Civ., 30 30 juin 1902. D. P. 1907. I. 437.

(4) Les travaux préparatoires du Code civil ne permettent pas de conclure que l'article 1386 s'applique aux dommages causés par l'incendie. Dans le doute, on pencherait plutôt pour la conclusion contraire. On a vu que le Tribunal de cassation avait proposé d'ajouter au texte de la Commission du gouvernement deux articles venant immédiatement après l'article 1386 actuel et traitant exclusivement des responsabilités en cas d'incendie de bâtiments.

Cet additif n'aurait pas eu de raison d'être si l'article précédent avait dû prévoir le cas d'incendie : Il était donc destiné à combler une lacune, justement celle de l'article 1386. Il est vrai que la proposition du tribunal de cassation n'a pas été retenue dans le texte définitif ; le fait seul qu'elle ait été émise prouve l'insuffisance de l'article 1386 sur ce point ; sa suppression ne fait pas rentrer le dommage incendie

Il n'y a donc pas lieu de distinguer entre l'incendie communiqué par un « immeuble » ou par un « meuble ». La responsabilité encourue se déterminera dans l'un ou l'autre cas suivant les mêmes principes, ceux applicables dans la généralité du droit commun : les articles 1382 et 1383.

dans le cadre délimité de l'article 1386, mais bien plutôt dans le groupe des dommages indéterminés engendrant la responsabilité de droit commun. Art. 1382 et 1383.

Ce qui est surprenant, c'est que la jurisprudence n'ait pas étendu l'application de l'article 1386 au cas d'incendie alors qu'elle a considérablement élargi le champ d'application de cet article.

D'après la tradition (Domat., liv. II. Titre VIII, sect. 3) on connaît le sens du mot « bâtiments » : il s'agit de maisons, de constructions. La Cour de Paris (1^{re} ch., 20 août 1877 et 30 décembre 1921) l'applique aux immeubles en général et notamment aux dommages causés par la chute des arbres.

Il est étendu aux meubles incorporés aux immeubles (notamment ascenseurs. — Req., 29 mars 1897. Gaz. Pal. 97. 2. 37. — D. 97. I. 216) aux immeubles par destination, tels que machines, etc... Cass., 19 avril 1887. — D. 88. I. 27

DALLOZ. (*Jur. gén. S. V. Responsabilité*, n° 957), sans même envisager une extension générale à toutes les machines, en dehors même de celles immeubles par destination, dit :

« L'incorporation ne nous paraît pas nécessaire pour rendre l'article 1386 applicable aux bris ou explosions de machines.. »

La jurisprudence en a fait l'application aux *explosions* de machines à vapeur. (Req., 17 juillet 1872. D. 73. I. 205 Civ., 16 juin 1896, D. 97. I. 17).

On est bien loin du caractère restrictif attaché au mot « ruine ». L'extension au dommage incendie se serait tout aussi bien comprise que l'extension aux dommages explosions de machines.

CHAPITRE IV

La doctrine traditionnelle et la jurisprudence.

Depuis la promulgation du Code civil jusqu'à ces vingt dernières années, la jurisprudence s'est unanimement ralliée, et d'une façon constante, aux principes de la théorie traditionnelle. L'action du voisin contre la personne chez laquelle le feu a commencé ne peut reposer que sur les articles 1382 et 1383 C. c. ; la responsabilité n'existera qu'à la condition qu'il y ait une faute et c'est au demandeur qu'il appartiendra de la prouver.

Les décisions qui ont tenté de s'écarter de ces règles ont été invariablement cassées par la Cour suprême.

Il faut marquer, cependant, les quelques rares tentatives qui ont été faites pour s'écarter des principes de la faute prouvée. Elles n'abandonnaient pas l'idée de faute ; mais la charge de la preuve était renversée. Le fait seul de l'incendie faisait naître une présomption de faute à l'encontre de la personne chez laquelle il s'était déclaré ; pour échapper à cette présomption, c'est elle qui devait faire la preuve qu'elle n'avait pas commis de faute ou qu'elle n'était pas responsable.

Presque toutes ces décisions, où la faute était présumée, étaient basées sur l'article 1733 du Code civil.

Un arrêt de la Cour d'Amiens du 24 messidor an II ne présente aucun caractère saillant, il constate que « l'incendie s'est manifesté d'abord dans l'écurie du sieur C... », et ensuite « que, d'après les lois, cet incendie est réputé la négligence du sieur C..., propriétaire du bâtiment par lequel le feu s'est manifesté, tant qu'il n'apporte pas la preuve du contraire... »

La Cour de Lyon, dans un arrêt du 14 décembre 1811, ainsi que la Cour de Rouen (arrêt du 17 janv. 1811, Aff. Delaplace) (1) adoptent la même solution.

Un arrêt de la Cour de Montpellier du 25 mars 1824 confirme un jugement du tribunal de Castelnaudary, du 23 avril 1823, qui a admis la présomption de faute (2).

(1) Arrêts cités au Dalloz. Jur. Gén. Rép. V. Louage, n° 390.

(2) DALLOZ. Jur. Gén. Rép. V. Louage. N° 392 et S. 1824, 2. 250. Ce dernier recueil énumère les arguments invoqués par le demandeur et justifiant la présomption de faute. S'il y a une présomption légale de faute en matière d'incendie, c'est qu'il a sa cause dans la faute de celui qui habitait la maison dans laquelle il s'est d'abord manifesté, *plerumque incendia culpa fiunt inhabitantium leg. 3, § 1. ff. de officio præfecti vigilum*; — *incendium sine culpa fieri non potest*; *leg. II, ff. de periculo et commodo rei venditæ*; il ajoute que, sous toutes les législations, cette présomption légale a dispensé de toute autre preuve et que c'est toujours à celui qui prétend se placer dans l'exception à la justifier. (C. C. art. 1352). Il invoque la jurisprudence de l'ancien droit et l'opinion des anciens auteurs comme Boutaric, Serres, Denizart. L'objection la plus sérieuse était faite par le défendeur qui réclamait l'application des articles 1382 et 1383, déniaut que les articles 1733 et 1734 pussent être appliqués

Mais ces décisions devaient rester isolées et ne pas déterminer la jurisprudence. La première Chambre de la Cour de Paris, le 27 janvier 1824, applique dans toute leur netteté les principes de la faute prouvée.

Un pourvoi en cassation est formé contre cet arrêt. C'est la Chambre civile qui se prononce et qui rejette le pourvoi par arrêt du 18 décembre 1827 (1).

Les solutions de l'ancien droit, et l'absence de dispositions précises dans le Code, devaient encore amener les tribunaux à présumer la faute de celui chez lequel le feu a commencé, mais sans baser leurs décisions sur l'article 1733, et en invoquant le bénéfice des articles 1382 et 1383 du Code civil.

C'est ainsi qu'un jugement du 3 janvier 1831 du Tribunal de Toul condamne un sieur F. à payer des indemnités. Il est établi que le feu a pris naissance chez lui et qu'il n'est pas imputable ni à un cas fortuit ni à un cas de force majeure ; le tribunal estime que la présomption de faute des lois romaines existe toujours, ajoutant qu'il ne serait pas équitable que le voisin absolument étranger à la cause de l'in-

en dehors des rapports entre locataire et propriétaire. Dans sa réponse il se retranche derrière le droit romain et notamment les lois sus-visées, qui, dit-il, attachent au seul fait de l'habitation, pour le cas de l'incendie, une présomption légale de faute contre l'occupant ; et se fondant sur les fameuses déclarations des rédacteurs du Code, il revendique le bénéfice des dispositions des lois romaines qui ont force de loi pour tous les cas dans lesquels les lois nouvelles n'ont pas statué ou apporté de dérogation. Or, aucune dérogation n'ayant jamais été faite au principe des lois citées, il en conclut qu'il y a une présomption légale de faute. La décision rendue est basée sur la généralité de ces principes.

(1) Arrêt rap. Dalloz. Jur. Gén. eod. loc.

cendie en subisse les effets ; et le tribunal de conclure à l'application dans ces circonstances de l'article 1382, « sans que les demandeurs soient tenus d'administrer d'autres preuves que celles résultant de la circonstance que le feu n'a pu provenir d'aucune autre cause que du fait de celui qui habitait la maison incendiée ».

Ce jugement, qui était en dernier ressort, est cassé le 1^{er} juillet 1834 par arrêt de la Chambre civile présidée par M. Portalis (1). Cet arrêt devait être une décision de principe qui allait fixer la jurisprudence. Il se prononce d'ailleurs, avec une netteté peu commune sur les points contestés. C'est avec raison que le tribunal a jugé que les dispositions de l'article 1382 étaient *seules* applicables ; mais une preuve directe et précise est exigée du demandeur, à moins que la loi n'ait institué une présomption légale. Or, en matière d'incendie, la loi n'a institué de présomption légale que dans les rapports entre propriétaires et *locataires* (art. 1734), *mais cette présomption ne peut pas être étendue à d'autres cas*. C'est à tort que « le tribunal a considéré comme légale et pouvant tenir lieu de preuve, une présomption qui n'est fondée sur aucune loi. »

Cette jurisprudence a été constamment maintenue (2).

(1) DALLOZ. Rép. V. Louage. Cod. réf.

(2) Limoges, 23 novembre 1838. — Rouen, 4 août 1840. — Bourges, 5 février 1841. Rapproch. Dal. réf. cit. Bordeaux, 21 juin 1859. (D. P. 59. 2. 187). — Agen, 13 mars 1866. D. 66. 2. 92. — Req. 15 janvier 1872 (D. P. 72. I. 124). Req. 20 avril 1866. D. P. 69. I. 364. — Bastia, 16 juin 1890. D. P. 91. 2. 324. — Civ., 7 mai 1855. D. P. 55. I. 165.

Les Tribunaux et les Cours s'y sont ralliés, et les décisions qui s'en sont écartées sont isolées et relativement rares ; mais c'est un fait à noter que cette idée de présomption de faute attachée à l'incendie n'a jamais complètement disparu de la jurisprudence. La Cour de Cassation a dû, à diverses reprises, réformer des décisions basées sur elle (1).

§ 1^{er}. — DES FAITS CONSTITUTIFS DE FAUTE.

Il est évident que le système de la présomption de responsabilité présente des avantages considérables pour le voisin demandeur en dommages-intérêts. Le principe est qu'une indemnité lui est due. Il n'a pas à rechercher l'origine de l'incendie ; il suffit seulement qu'il établisse que le feu a bien commencé dans la maison voisine, ce qui en général ne souffre aucune difficulté ; il n'aura pas à rechercher comment l'incendie a pris naissance et quelles imprudences ont pu le provoquer.

(1) L'arrêt du 22 octobre 1889 de la Chambre civile (D. J. G. P., 1890. I. 122) en est un exemple. Le Tribunal de Besançon, par jugement du 21 avril 1886, avait admis que le fait seul de l'incendie suffisait à créer la présomption de faute. La Cour a cassé cette décision après avoir rappelé que les articles 1382 et 1383 étaient seuls applicables en cas de recours de voisin et que les articles 1732 et 1734 résultaient de rapports juridiques absolument différents ; il semblait que les décisions des Cours d'appels rendues en conformité des principes traditionnels devaient être acceptées sans discussion. Cependant de nombreux pourvois en cassation sont formés, rejetés régulièrement par la Chambre des requêtes, req., 7 mars 1892. D. P. 92. I. 502. — Req., 10 décembre 1900. D. P. 1901. I. 360. — Req., 13 juillet 1903. D. P. 1903. I. 402.

Il en est tout autrement avec les exigences des principes traditionnels. Les tribunaux demandent qu'il prouve la faute de l'auteur de l'incendie. Cette tâche est remplie de difficultés, même en admettant qu'il se trouve chez lui au moment du sinistre; le développement de l'incendie, dans la propriété où il a pris naissance, lui rendra très rapidement impossibles les constatations précises de faits propres à établir la faute. Les mesures d'instruction telles qu'enquête ou expertise sont souvent inopérantes en raison même de la modification des lieux détruits par le feu.

Bien souvent, le demandeur aura accumulé divers éléments propres à entraîner la conviction du juge : des règlements n'ont pas été respectés dans l'établissement d'une usine; des machines à vapeur étaient installées d'une façon défectueuse; des imprudences antérieurement commises et habituelles supposent la négligence qui a causé l'incendie. Mais encore faudra-t-il que les tribunaux considèrent ces faits comme des imprudences ou des négligences, en un mot comme *la faute* entraînant la responsabilité.

On peut dire que, dans la généralité des cas, la jurisprudence a pris en considération la lourdeur de la tâche imposée au demandeur et s'est montrée très large dans l'appréciation de l'exigence de la faute (1).

Évidemment, lorsqu'il y a doute sur la question de savoir si l'incendie a commencé par la faute ou

(1) Rapprocher les solutions concrètes des décisions citées, des notions théoriques de la définition de la faute développées précédemment.

l'imprudence du propriétaire voisin, c'est à ce dernier que le doute doit profiter (1). La cause d'un incendie étant demeurée inconnue malgré cela, le tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 28 février 1882 a admis que la faute résultait « d'un ensemble de circonstances faisant supposer qu'elles ont, sinon occasionné cet incendie, du moins facilité sa communication à la propriété voisine (2) ».

Le nombre croissant des usines et les risques d'incendie qu'elles font naître pour les propriétés voisines, à raison soit de l'emploi de machines à feu, soit de manipulation de matières particulièrement inflammables, devait amener les tribunaux à une sévérité particulière.

C'est ainsi que l'installation défectueuse d'une usine et l'absence de précautions en vue de parer au danger d'incendie ont suffi à justifier un recours contre un industriel, lequel s'est prévalu vainement de l'autorisation que lui avait donnée l'Administration (3).

Il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait faute, qu'il y ait agissement direct ; il suffit d'une abstention, d'un manque de vigilance, par exemple : le tribunal de la Seine a décidé, notamment, qu'une industrie dangereuse exigeait des précautions particulières pour éviter l'incendie, que si l'industriel n'a

(1) Trib. civ. Seine, 28 novembre 1860. Cité par de Lalande. *Traité théorique et pratique du contrat d'assurances contre l'incendie*. Thorin. Ed. 1885. N° 733.

(2) Loi 7 avril 1882.

(3) Besançon, 14 juin 1882. *Rec. pér. des Ass.* Année 1885, p. 12.

pas pris ces précautions et qu'un incendie éclate dans son établissement il doit en être responsable (1).

La Cour de Cassation s'est même prononcée dans une espèce particulièrement délicate :

Un incendie s'est déclaré dans les propriétés de la Compagnie des Petites Voitures et a détruit les bâtiments voisins appartenant à un sieur Rousseau. Par arrêt du 7 janvier 1875, la Cour de Paris admet la demande de dommages-intérêts formée par ce dernier ; elle relève : que les magasins de la Compagnie contenaient des matières inflammables, que des précautions insuffisantes ont été prises pour éviter l'incendie et sa communication aux voisins. La Compagnie se pourvoit en cassation en violation des articles 1382, 1383 et 1315 du Code civil, la condamnation étant intervenue sans que Rousseau « eut justifié d'aucune faute imputable à la Compagnie, ou tout au moins sans que l'arrêt eut relevé aucune preuve à l'appui. »

La Cour de Cassation rejette le pourvoi et décide que la faute de la Compagnie des Voitures a consisté dans le fait qu'elle n'a pris « aucune des mesures qu'exigeaient la nature de son établissement et l'accumulation de matières inflammables pour prévenir les dangers d'un incendie et en empêcher la communication aux bâtiments de Rousseau (2) ».

L'arrêt relève comme fait constitutif de faute et l'insuffisance de précautions propres à éviter l'in-

(1) Trib. civ. Seine, 17 nov. 1887. *Rec. pér. des Ass.*, 1888, p. 270.

(2) Cass. Ch. civ. 17 décembre 1878. S. 1879. I. 53 et D. P. 1879. I. 125.

cendie et l'absence de protection contre la communication du feu aux voisins. Dans cet arrêt, on peut dire que la Cour de Cassation a approuvé une interprétation tout à fait large de l'idée de faute : il n'y avait aucun fait positif d'établi, mais seulement le fait négatif que constitue l'insuffisance des mesures de défense contre l'incendie en général. La cause précise du feu n'était pas même indiquée ; à tel point qu'on pourrait conclure des motifs de l'arrêt qu'il ne relève pas une faute mais bien plutôt une présomption de faute (1).

Il n'en est rien, cependant, mais cette décision montre l'extrême souplesse de la jurisprudence qui, tout en restant fidèle au texte de la loi, sait plier ses solutions aux exigences nouvelles créées par la transformation de la Société et de l'industrie.

§ 2. — INCENDIE COMMUNIQUÉ PAR UNE CHOSE MOBILIÈRE OU PAR UN IMMEUBLE.

Ainsi qu'on l'a vu précédemment au cours de l'exposé de la doctrine traditionnelle, il importe peu que l'incendie ait été communiqué par un meuble

(1) C'est ce qui explique la mention suivante qui figure en note au Dalloz sous cet arrêt : « Voir conf. Montpellier... » Or, cet arrêt de Montpellier indiqué comme jurisprudence conforme a été indiqué déjà comme l'une des dernières tentatives marquantes de la jurisprudence pour baser la responsabilité sur une présomption de faute analogue à celle de l'article 1733 ; cette annotation ne saurait être approuvée ; les arrêts de Paris et de la Chambre civile sont basés sur des motifs essentiellement différents de ceux de la Cour de Montpellier ; ils invoquent exclusivement les articles 1382 et 1383 et n'admettent que la faute prouvée.

ou par un immeuble ; la responsabilité s'apprécie de la même façon dans les deux cas.

La jurisprudence a été conforme à la doctrine ; il ne semble même pas que des tribunaux aient tenté de donner une solution différente dans l'un et l'autre cas.

La plupart des décisions qui ont été rapportées précédemment ont trait au cas le plus habituel de la communication de l'incendie, c'est-à-dire d'un immeuble à un autre immeuble. Les solutions sont les mêmes lorsqu'il s'agit de biens mobiliers. Le feu prend dans un entrepôt de bois et se communique à des ateliers et hangars voisins : La Cour d'Aix (arrêt du 4 juillet 1894) (1) applique purement et simplement les articles 1382 et 1383 du Code civil. Des incendies relativement fréquents sont ceux causés par les batteuses à locomobiles ; à diverses reprises, la jurisprudence, sur ce point encore, a fait application des principes de la faute prouvée (2).

* * *

Pendant près d'un siècle, la théorie traditionnelle, basant la responsabilité sur la preuve d'une faute, a été universellement admise : en doctrine, les auteurs la consacraient comme étant l'expression même des principes du droit et l'application

(1) Cité déjà. D. P. 95. 2. 167 et S. 95. 2. 204.

(2) Voir notamment Req., 6 fev. 1878. D. P. 1879. I. 125. — Lyon, 11 avril 1883. D. P. 1884. 2. 173. — Rennes, 28 juillet 1902, sous civ., 16 janvier 1905. D. P. 06. 1. 288. — Dans le cas de l'explosion d'une chaudière et de l'incendie qui s'en est suivi : Cass., 15 janvier 1872. D. 1872. 1. 124.

du Code civil et ils n'imaginaient pas d'autre système à lui substituer. En jurisprudence, les quelques rares décisions de Cour d'Appel qui, au début, avaient songé à une application par analogie de l'article 1733 du Code civil, sont à négliger. Les tribunaux s'étaient ralliés aux principes affirmés par la Cour de Cassation ; ils avaient constitué une jurisprudence constante.

Il faut reconnaître, en achevant cette analyse, que les principes traditionnels ont constitué pour les tribunaux une règle d'une conception théorique simple et claire qui leur a permis de résoudre les difficultés pratiques, en donnant satisfaction à l'équité, par une interprétation large de l'idée de faute tout en respectant les principes établis.

Cette unité dans les décisions de la jurisprudence est d'autant plus remarquable qu'elle contraste avec la diversité des solutions qui vont surgir avec les théories novatrices. Les développements qui vont suivre mettront en lumière l'aspect quelque peu chaotique de la jurisprudence de ces dernières années.

Auparavant, les articles 1382 et 1383 étaient les seuls texte appliqués et jugés applicables comme reposant sur des règles indiscutées. Maintenant, ils seront écartés et on leur substituera l'alinéa 1 de l'article 1384 autour duquel se livreront les plus grandes controverses. La jurisprudence reflètera les incertitudes de la doctrine. La route nouvelle paraîtra tracée par quelques arrêts décisifs de la Cour de Cassation ; et malgré cela les incertitudes subsisteront ; même après le plus marquant d'entre eux, et l'un des derniers en date, l'arrêt de la Chambre

civile du 16 novembre 1920, qui semblera avoir éclairci les points litigieux, les décisions discordantes continueront à paraître.

A travers tous ces tâtonnements d'une jurisprudence qui cherchait à se fonder sur des bases nouvelles, il faut remarquer combien l'idée traditionnelle est restée défendue dans toute l'intégrité de ses principes, dans des décisions judiciaires fortement motivées et allant à l'encontre même des solutions admises par la Cour Suprême (1).

Cette persistance de l'idée traditionnelle rattache par un lien ininterrompu la loi du 7 novembre 1922 à l'ancienne jurisprudence ; on pourra donc dire que cette loi n'a fait qu'affirmer l'existence des principes traditionnels sans marquer aucune régression vers le passé.

(1) Bordeaux. 16 juillet 1917. Rec. Arrêts de Bordeaux, 1915. 1917. 1. 159. Bordeaux : 15 décembre 1919. Rec. arrêts, Bordeaux, 1920. 21. 1. 21. Poitiers, 16 mai 1922. Gaz. Pal., 24 juin 1922. — Trib. civ. de Boulogne-sur-Mer, 12 mai 1922. *Gaz des trib.*, 12 et 13 juillet 1922. — Amiens, 22 mars 1922, Campagnole et Rousseau c. Mondelet. — Bordeaux, 26 juin 1922. — *La Loi*, 20 octobre 1922.

DEUXIÈME PARTIE

LES SOLUTIONS NOUVELLES

Les changements profonds qui sont survenus durant ces dernières années, dans l'appréciation de la responsabilité de celui qui a communiqué l'incendie, ne sont que l'un des épisodes particuliers de l'évolution marquante qui s'est opérée dans le domaine de la responsabilité en général.

Cette évolution est de date récente ; elle remonte à peine à 25 ans. Elle a pris naissance en jurisprudence à l'occasion de circonstances tout à fait spéciales : la réparation des accidents causés aux ouvriers dans les usines.

L'application nouvelle a séduit des auteurs éminents. Alors que les tribunaux n'avaient cherché qu'un remède à un cas d'espèce — en faisant application de l'alinéa 1 de l'article 1384 — ils vont s'appliquer à justifier les décisions intervenues en les rattachant aux principes de théories novatrices sur le fondement de la responsabilité.

La jurisprudence ne s'arrêtera pas dans la voie qu'elle a ouverte ; elle ajoutera une présomption

de responsabilité à celles qui étaient reconnues jusqu'alors dans les articles 1384 et 1385, en sanctionnant la responsabilité des choses inanimées.

Les solutions nouvelles en matière de responsabilité d'incendie seront intimement liées à cette évolution générale.

Il importe donc d'examiner, dans des observations préliminaires, l'origine de ce mouvement de jurisprudence et de doctrine qui est à la base même de l'objet de cette étude.

Le chapitre suivant sera consacré aux théories doctrinales qui ont proposé de substituer à la notion de faute un fondement nouveau à la responsabilité : le risque.

Enfin, des développements importants seront réservés à l'étude de la jurisprudence et des innombrables solutions qu'elle a apportées dans le cas de recours du voisin à la suite d'incendie.

CHAPITRE PREMIER

Origines de l'évolution

Tout le mouvement juridique qui a eu pour résultat de porter atteinte aux principes traditionnels a pris naissance à la suite de causes de nature tout à fait temporelles et spéciales.

L'industrie a pris, vers la fin du xix^e siècle, un essor considérable avec la création de vastes usines et de manufactures. Les applications de la vapeur et de l'électricité se sont généralisées et ont permis l'emploi de machines de toute nature. Avec cet accroissement du machinisme, les accidents causés aux ouvriers devenaient très fréquents, soit à la suite d'explosion ou de bris de machines, soit même par le jeu normal de leur fonctionnement avec le seul danger de leurs mécanismes.

L'ouvrier blessé n'avait d'autre ressource, pour être indemnisée, que d'intenter une action en responsabilité dans les termes du droit commun ; et pour obtenir satisfaction, il fallait qu'il prouve que l'accident était survenu par le fait et par la faute de son patron.

On conçoit combien pareille preuve était impossible à rapporter dans la plupart des cas ; les tribunaux et des esprits éminents s'en émurent ; l'équité commandait de trouver un remède à une situation tout à fait digne d'intérêt.

Des auteurs proposèrent d'assurer la réparation des accidents du travail à l'aide de principes contractuels (1). Ils imaginaient de faire intervenir dans le contrat de travail une clause tacite aux termes de laquelle le patron devrait veiller pendant le travail à la sécurité de l'ouvrier et s'engager à le rendre sain et sauf à la fin de son engagement. Avec ce système, l'ouvrier se trouvait bien dispensé de prouver la faute du patron, il suffisait qu'il établisse l'existence d'un contrat de travail qui constituait la cause génératrice de sa créance ; le patron qui se prétendait libéré devait, comme tout débiteur, prouver la cause qui le libérait (art. 1315, alinéa 2).

Ce système ne fut pas suivi par la jurisprudence, il avait entre autres graves inconvénients celui d'admettre la validité des clauses d'irresponsabilité (2).

Dans le but de faciliter la preuve à la charge de

(1) SAUZET. *De la responsabilité des patrons envers les ouvriers*. Revue critique de législation et de jurisprudence. 1883.

SAINCTELETTE. *De la responsabilité et de la garantie*. 1884.

(2) C'est en Belgique que ces théories eurent quelque succès auprès des tribunaux. — Tribunal civil de Bruxelles, 18 juin 1885. C. Gand, 18 juillet 1887. S. 89. 4. 1. — Cass., 8 janvier 1886. — D. 86. 2. 151. — Mais leurs inconvénients les firent abandonner. En ce sens : arrêt de la Cour de cassation belge, du 29 mars 1889. S. 90. 4. 17. — En France, on note seulement quelques décisions isolées, mais qui n'ont pas été suivies.

l'ouvrier demandeur, diverses juridictions songèrent à appliquer l'article 1386 C. c. Ce texte ne visait expressément que les « dommages causés par les bâtiments » ; on allait l'étendre aux machines incorporées aux immeubles. La Cour de Cassation en a fait une application saillante dans un arrêt du 19 avril 1887 (1).

On peut citer également un arrêt de Nancy du 21 mars 1896 (2). Un ouvrier avait été tué par l'explosion d'une machine ; la Cour a retenu le fait de l'incorporation de la machine au bâtiment pour assimiler le dommage causé par elle au dommage causé par un bâtiment.

L'interprétation extensive de l'article 1386 améliorerait beaucoup le sort des ouvriers. Ils n'étaient plus dans l'obligation de prouver une relation de cause à effet entre la faute du patron et l'accident ; il suffisait que le vice de construction ou le défaut d'entretien de la machine fut établi, et les tribunaux, avec leur pouvoir d'appréciation, ne manquaient pas de se montrer large dans l'admission

(1) D. P. 88. 1. 27. — Un ouvrier avait été tué par des débris de pans de mur ou de toiture renversés par la rupture d'un volant et des poulies de commande d'une machine ; la veuve de l'ouvrier prétendait que la responsabilité du patron existait du fait que le vice de construction avait été reconnu ; le Tribunal d'Avesnes et la Cour de Douai, par arrêt confirmatif, avaient rejeté la demande parce que la preuve n'était pas faite que le vice de construction provenait *de la faute* du patron. C'est sur ce point particulier que la Cour de cassation s'est prononcée en déclarant que la preuve du vice de construction suffisait pour rendre la patron responsable *de plein droit*, indépendamment de toute faute de sa part.

(2) D. P. 96. 2. 518.

de la preuve. Mais malgré cela, un nombre considérable d'accidents n'étaient pas indemnisés. En cas de destruction complète des lieux, soit par incendie, explosion, etc..., toutes constatations étaient impossibles et empêchaient de rapporter la preuve de l'article 1386 ; mais surtout les accidents survenus au cours du travail et à son occasion par le fonctionnement normal des machines restaient soumis au droit commun. Il y avait à trouver une formule nouvelle qui permit aux ouvriers de recevoir une indemnité que l'équité réclamait et que l'application des règles de droit admises leur refusait presque toujours.

Dans un arrêt du 29 mai 1893, la Cour de Paris était allée très loin dans l'application de l'article 1386. Un mécanicien, sur un remorqueur, avait été tué par l'explosion d'un tube de vapeur. En première instance, la demande d'indemnité de la veuve avait été rejetée ; l'expertise avait établi que la cause de l'accident résultait d'un défaut de soudure de l'un des tubes ; mais ce fait n'était pas imputable au patron et sa responsabilité n'était pas engagée aux termes des articles 1382 et 1383.

La Cour de Paris infirme ce jugement ; faisant état tout d'abord des principes de la théorie contractuelle, et ensuite, et c'est le point important, de l'article 1386 ; — elle déclarait qu'il y avait lieu d'en étendre l'application « par analogie » aux dommages causés par les machines, alors même qu'elles n'avaient aucun caractère immobilier.

Cet arrêt fut l'objet d'un pourvoi en cassation, lequel fut rejeté par la Chambre civile à la date du

16 juin 1896 (1). Mais il faut citer le passage essentiel de l'arrêt : « Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine à vapeur du remorqueur à vapeur Marie », qui a causé la mort de T..., est due à un vice de construction ; qu'aux termes *de l'article 1384 C. c.* « cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé... »

La décision des premiers juges était basée sur les articles 1382 et 1383 — celle de la Cour sur l'article 1386 — à aucun moment du procès l'article 1384 n'avait été invoqué et voilà que la Chambre civile fonde son arrêt exclusivement sur lui !

Dans quel sens la Cour Suprême a-t-elle entendu l'appliquer ? — On ne saurait mieux faire que de se reporter aux conclusions développées par M. l'Avocat général Sarrut dans lesquelles il envisageait les interprétations possibles de l'article 1384 : ou bien, on admet que ce texte établit une présomption de faute contre le propriétaire de toute chose ou bien, au contraire, l'article 1384 n'est qu'une préface aux articles 1385 et 1386 qu'il annonce ; la responsabilité ne sera présumée que dans les dommages causés par les animaux et par les bâtiments et c'est en ce sens, conforme aux principes traditionnels, que se prononçait M. Sarrut, invoquant, d'ail-

(1) D. P. 97. 1. 433.

leurs, un arrêt de la Chambre civile du 19 juillet 1870 absolument conforme à cette manière de voir. La Cour a rompu nettement avec sa jurisprudence antérieure, elle a statué contrairement aux conclusions de M. Sarrut, et a reconnu pour la première fois que l'article 1384, alinéa 1, édictait une présomption de faute.

Cet arrêt est d'une importance considérable. Jusqu'alors, l'alinéa 1 de l'article 1384 n'avait été considéré que comme le prélude des alinéas suivants et des articles 1385 et 1386 ; la Chambre Civile le prend isolément et le regarde comme un texte suffisant à lui seul, indépendamment de tout ce qui le suit. Elle en fait une disposition générale, dégagée de tous les cas spéciaux de responsabilité résultant des bâtiments ou des animaux. Sans doute, il est difficile de déduire de cet arrêt les conditions précises d'application de l'article 1384 ; ce n'est pas le lieu de les examiner, et d'ailleurs la doctrine et la jurisprudence vont s'employer à les fixer. Ce qu'il importait de faire apparaître, c'était « le principe nouveau, nettement affirmé par la Cour de Cassation ; ce principe nouveau, c'est l'idée d'une responsabilité existant en dehors de toute faute établie et prouvée à la charge du patron, ce que dans la terminologie classique on appellerait le système de la présomption de faute » (1).

(1) SALEILLES. Notes sous Cass. civ., 16 juin 1896. D. P. 97. 1. 433.

CHAPITRE II

Les doctrines nouvelles.

Pendant que les tribunaux cherchent, par une interprétation extensive de certains articles du Code, à éviter les rigueurs des solutions traditionnelles, tout en restant fidèles au texte de la loi, des esprits éminents se préoccupent de donner à la responsabilité un fondement nouveau.

Dans ces conceptions nouvelles, l'idée de faute est éliminée ; le principe jusqu'ici incontesté : « pas de responsabilité sans faute » est abandonné ; la responsabilité d'un tiers pourra exister indépendamment de toute faute de sa part. L'élément nouveau substitué à l'idée de faute c'est « le risque ».

Le but à atteindre est toujours le même : il faut éviter les conséquences désastreuses de l'application du droit commun aux ouvriers victimes d'accidents du travail : il faut que le patron soit responsable de plein droit de l'accident causé par le fait de son outillage, sans que l'ouvrier ait à rapporter aucune preuve de faute.

Il semblait que ces créations doctrinales devaient

disparaître avec la loi de 1898 qui assurait la réparation des accidents du travail : Il n'en a rien été. Elles ont été reprises par leurs auteurs, avec certaines modifications, peut-être, mais l'idée maîtresse a subsisté.

A côté de la responsabilité du fait personnel, il existe une responsabilité tout à fait distincte pour les dommages causés du fait des choses inanimées.

M. Josserand (1) a été l'un des protagonistes les plus ardents des idées nouvelles. Il s'appuie sur les textes du Code, mais il les différencie très nettement : les articles 1382 et 1383 impliquent l'idée de faute — et sont relatifs aux dommages résultant du fait de l'homme ; d'autre part, la responsabilité du fait des choses est consacrée par l'alinéa 1, *in fine* de l'article 1384 ; elle est essentiellement différente de la première et n'est aucunement fondée sur l'idée de faute, mais sur l'idée de risque. « On est responsable... du dommage... qui est causé par le fait... des choses que l'on a sous sa garde ».

Tout d'abord, cet article établit une présomption de responsabilité à l'égard du propriétaire ou du gardien de la chose (2) ; le demandeur en indemnité ne sera aucunement tenu de prouver une faute de sa part. Il n'y a aucune raison d'exiger une preuve

(1) *De la responsabilité des choses inanimées*. Paris, ROUSSEAU. 1897.

(2) JOSSERAND. *Op. cit.*, p. 74 et D. P. 1900. 2. 289, note. — M. Josserand ne restreint pas la responsabilité au propriétaire seul ; il l'indique nettement dans la note citée : « Ce n'est pas toujours le propriétaire qui répond des dommages causés par sa chose, mais bien la personne qui en a la garde, qui en profite immédiatement ».

qui n'est pas demandée par la loi : le texte est muet sur ce point ; il faut remarquer que les alinéas suivants prévoient la responsabilité des parents, commettants et instituteurs, et n'exigent aucune preuve de faute.

La seule preuve à rapporter par le demandeur est que le dommage a bien été causé par la chose que le défendeur avait sous sa garde ; « plus de questions d'imputabilité, plus de recherches subjectives si compliquées et si vaines, mais la simple constatation d'un rapport de causalité entre la chose du défendeur et le préjudice souffert ». (1)

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'objection qui a été faite relativement aux mots « gardien » — « chose » qui, soit par le sens usuel, soit par le sens historique, ne s'appliqueraient qu'aux être vivants. Le texte n'est aucunement restrictif et, tout au contraire, s'est servi des expressions générales. Ne dit-on pas couramment le gardien d'un pont ? — le gardien d'un phare ? — et ce ne sont pas des êtres vivants. Quant à l'argument historique, il est des plus discutables ; le mot « chose » aurait visé exclusivement les animaux dans la pensée des rédacteurs du Code qui, primitivement, avaient présenté un seul article : les articles 1384 et 1385 ? Il est difficile de conclure de cette unité de texte à l'origine que le mot « chose » de l'alinéa 1^{er} se serait appliqué aux animaux visés au dernier alinéa.

Le second point saillant de ce système est qu'on ne peut échapper à la responsabilité du dommage

(1) JOSSERAND. Note citée.

en établissant qu'on n'a commis aucune faute, aucune négligence. Sur ce point, on recourt encore à l'argumentation d'analogie tirée des alinéas suivants de l'article 1384 et de l'article 1385. L'avant-dernier alinéa de l'article 1384 prévoit que les père et mère, instituteurs et artisans pourront s'exonérer de responsabilité par la preuve qu'ils n'ont pas commis de faute.

Le texte ne vise pas les commettants ; on en conclut qu'il ne s'applique pas à eux et qu'ils n'auront pas la faculté de rapporter de preuve contraire ; d'où on conclut que l'alinéa 1^{er} ne fait pas exception quant aux choses inanimées. On peut ajouter, relativement à l'article 1385, que, dans le dernier état de la jurisprudence, le gardien de l'animal ne peut pas prouver l'absence de faute de sa part.]

A quelles conditions celui qui a causé un dommage pourra-t-il s'exonérer de responsabilité ? « La responsabilité qui naît du risque créé cesse au cas de force majeure ou de faute commise par la victime (1) ».

L'auteur du dommage ne sera donc pas responsable s'il prouve la faute de la victime. On a reproché à la théorie objective de faire appel dans ce cas à la notion de faute qu'elle prétendait complètement laisser de côté ; une théorie exclusivement objective ne devrait laisser aucune place à la faute.

C'est à dessein que M. Josserand n'emploie pas les expressions usuelles « cas fortuit ou force majeure » qui, en général, sont prises indifféremment pour désigner tout fait échappant aux prévisions et à l'ac-

(1) JOSSERAND. Cit. p. 124.

tion de l'homme. Il fait une distinction très nette : le cas fortuit c'est le fait qui se produira à l'intérieur de la chose pour la rendre nuisible alors qu'à l'état normal elle ne l'était pas ; « le cas fortuit s'accuse de plus en plus comme l'événement qui se produit à l'intérieur de l'entreprise qui est dû à l'objet dommageable, abstraction faite de toute intervention venue du dehors ; tandis que la force majeure consiste précisément dans cette intervention d'une force extérieure, d'une cause étrangère qui fait irruption dans l'entreprise, qui dirige la chose dans un sens dommageable (1) ». Et il cite comme cas fortuit l'explosion de la chaudière, le bris d'une voiture sans cause connue.

L'accident qui survient par cas fortuit est « le produit spontané de l'entreprise ou de l'objet dommageable ». — En cas de force majeure, il y aura « rapport direct de causalité avec une force extérieure et toute puissante... le vent, l'eau, la guerre ».

La force majeure seule exonérera de responsabilité : car elle est seule considérée comme exclusive du fait de la chose.

D'où découle la responsabilité nouvelle qui n'est plus fondée sur l'idée de faute ? « La responsabilité qui pèse sur le propriétaire est étrangère à toute notion de faute : elle découle directement de la loi », déclare M. Josserand, et il ajoute ensuite : « le législateur nous a présenté dans un désordre critiquable mais évident deux théories bien distinctes : celle de l'obligation délictuelle et celle de l'obligation née de la loi. » Si l'on

(1) JOSSERAND. Note, 1900. 2. 289.

fait remarquer que la faute se présente dans la plupart des cas et que l'hypothèse contraire se présentera plutôt rarement, M. Josserand répond que la faute a été écartée par le législateur ; que s'il en avait jugé autrement il aurait réservé la faculté de prouver l'absence de faute.

Le défendeur est sous le coup d'une présomption de faute qui a un caractère irréfragable. Or, « une obligation qui a son fondement supposé dans une présomption de faute invincible découle en réalité non pas de la faute mais de la loi, car la loi seule peut affirmer l'existence d'une obligation en dehors de tout contrat et de tout délit ».

Ce qui a guidé le législateur, c'est ce fait qu'à « la notion économique du gain doit correspondre la notion juridique de la responsabilité : *ubi emolumentum, ibi onus esse debet* » ; peu importe la qualité de l'auteur du dommage, qu'il soit propriétaire, locataire ou usufruitier, « la responsabilité incombe à celui qui, utilisant la chose, devait naturellement la surveiller ; elle est indissolublement liée aux idées d'autorité, de direction et de profit », le responsable sera celui qui a la chose sous sa « garde » (1).

La théorie du risque créé a suscité un mouvement doctrinal important (1) ; ce serait sortir du cadre de

(1) M. Saleilles notamment a pris une part de premier plan dans la défense des idées nouvelles. *Revue bourguignonne de l'enseignement sup.* 1894. — Les accidents du travail et la responsabilité civile. Paris, 1887. Note sous D. 1897. 1. 433. V. également : TEISSÈRE, *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*. Thèse. Aix, 1901. — TRIANDAFIL : *L'idée de faute et l'idée de risque comme fondement de la responsabilité*. Paris, 1914.

cette étude que d'aborder dans le détail l'examen des conceptions des différents auteurs ; elles partent toutes de la même idée directrice : la responsabilité du fait des choses inanimées que l'on a sous sa garde est régie par l'article 1384, alinéa 1^{er}, *in fine* ; elle est objective, prenant naissance par le fait seul que le dommage a été causé par la chose, indépendamment de toute idée de faute ou d'imputabilité.

* * *

C'est uniquement pour assurer avec équité la réparation des accidents de travail que la doctrine et la jurisprudence ont eu recours à l'article 1384, alinéa 1^{er}.

Peu de temps après ces tentatives, la loi du 9 avril 1898 était promulguée ; on pouvait penser que le débat était épuisé et que cet alinéa de l'article 1384 allait être à nouveau oublié comme il l'avait été depuis la mise en vigueur du Code civil. Mais on n'avait pas impunément invoqué des principes nouveaux qui, pour satisfaire à des nécessités d'ordre particulier, avaient remis tout de même en question le fondement même de la responsabilité.

L'arrêt de la Chambre civile n'était-il pas lui-même un arrêt d'espèce, sorte de préliminaire de la théorie du risque professionnel qui devait être consacrée législativement quelques mois après — et rien que cela (1) ?

(1) « Le doute devait être dissipé par le Premier président de la Cour de cassation lui-même : dans le discours que M. Ballot-Beaupré prononçait le 20 octobre 1904, lors de la célébration du Centenaire du Code civil, l'éminent magistrat

Jusque-là, le début de l'article 1384 avait été intimement rattaché aux alinéas suivants et aux articles 1385 et 1386, dont on en faisait plus ou moins la préface.

Le fait primordial était que la Cour de cassation venait de l'ériger en disposition législative indépendante et douée d'une vie propre. C'est en cela que la décision, rendue à propos d'un cas d'espèce, était véritablement une décision de principe.

Une fois le principe posé, les conséquences de son application seront considérables. Pour les entrevoir, il suffit de se reporter à la « formule si générale et si limpide de l'article 1384, 1^{er} alinéa (1) ». Pour tous les dommages survenant « du fait des choses », on va se réclamer de ce texte. C'est une responsabilité nouvelle qui prend place en marge du droit commun, à côté des responsabilités du fait des animaux..., du fait des bâtiments, etc...

n'hésitait pas à voir dans l'arrêt de la Chambre civile la consécration de la théorie du risque professionnel : « La jurisprudence, disait-il, en 1896, est allée plus loin : se fondant sur l'article 1384, selon lequel on répond du dommage qu'on cause par le fait même des choses qu'on a sous sa garde, elle a déclaré justifiée la condamnation prononcée contre un patron par cela seul que l'explosion de chaudière cause de l'accident était due à un vice de construction... C'était le dernier terme de l'évolution ; et il ne restait plus qu'à consacrer législativement la théorie du risque professionnel ; c'est ce qu'a fait le Parlement le 9 avril 1898 ». Le *Centenaire du Code civil*, p. 33. — Il n'y avait dans cette appréciation qu'une interprétation d'ordre privé, sans doute, mais à laquelle la situation et la personnalité de son auteur donnaient une très haute valeur... ». — JOSSERAND. Note. D. 1908. 1. 217.

(1) JOSSERAND. Note précéd. citée.

La conséquence la plus remarquable, c'est qu'en cas de dommage résultant de l'incendie on va se réclamer du nouveau système. L'incendie est toujours communiqué par « une chose ». Le dommage qui en résulte n'est-il donc pas causé par « le fait de la chose » ? et pourquoi l'article 1384, 1^{er} alinéa, ne serait-il pas applicable à la réparation du préjudice ? Et à propos des actions en responsabilité naissant du recours des voisins pour communication d'incendie, la jurisprudence va trouver à maintes reprises l'occasion de délimiter le champ d'application du nouveau texte.

L'objet de notre étude est donc essentiellement lié dans sa seconde partie au système nouveau de responsabilité du fait des choses, et c'est pour cela qu'il convenait non seulement d'en examiner l'origine mais encore de faire une rapide analyse des doctrines nouvelles qu'il a suscitées.

Cet exposé et l'étude de la jurisprudence qui va suivre nous permettront d'envisager, au cours d'un examen critique ultérieur, la part qu'il convient de réserver aux idées de faute et de risque dans la solution du recours des voisins en cas d'incendie.

CHAPITRE III

La Jurisprudence.

On ne s'explique pas, à première vue, que la responsabilité de celui qui a communiqué l'incendie puisse s'apprécier avec des règles qui différeront suivant la nature des biens où le feu aura pris naissance.

Les principes traditionnels n'admettaient pas de pareille distinction : dans tous les cas il fallait prouver une faute ; dans tous les cas la règle était la même.

Pourquoi en serait-il autrement dans l'application de l'article 1384, alinéa 1^{er} ?

Maintenant, le fardeau de la preuve est renversé : c'est le défendeur qui devra prouver qu'il n'est pas responsable. Mais ce n'est pas une raison pour que la responsabilité varie suivant l'origine de l'incendie ! Dans tous les cas, le dommage est causé de la même manière : par le feu. On ne voit pas qu'il y ait à appliquer des règles différentes suivant que l'incendie a été communiqué soit par une batteuse, soit par des futs de résine, soit par une maison ? On s'explique encore moins qu'une différence soit nettement marquée pour une même matière mais qui revêt des formes

différentes ; un lot de planches ou un hangar en bois communiquent-ils l'incendie ? — Le propriétaire du premier sera présumé responsable tandis que le second ne le sera pas. C'est ce que décideront les tribunaux en invoquant l'article 1384, 1^{er} alinéa.

Presque tous les mots de ce texte seront âprement discutés. Qu'est-ce que « le fait » des choses ? — Que faut-il entendre par l'expression « choses que l'on a sous sa garde ? » Les interprétations les plus diverses seront données, qui amèneront les décisions les plus disparates. De temps à autre, la Cour de cassation mettra un peu de clarté dans le débat jusqu'au jour où, après un arrêt de la Chambre civile du 16 novembre 1920, on pourra penser que la controverse a pris fin.

Une des premières décisions qui aient été rendues paraît être un arrêt de la Cour d'Agen du 17 mars 1897 (1) : des récoltes en gerbes ont été incendiées en cours de battage par une machine à vapeur et le cultivateur réclame des dommages-intérêts à l'exploitant de la machine à battre. Les premiers juges n'ont envisagé la responsabilité qu'aux termes des articles 1382 et 1383. Or aucune faute n'a pu être prouvée et la demande est rejetée. Devant la Cour, le cultivateur appelant invoque l'article 1384 et la présomption de responsabilité qu'il fait peser sur l'entrepreneur de battage, qui doit être considéré comme ayant « la garde » de « sa chose », la machine à vapeur ; l'intimé se réclame des principes traditionnels et,

(1) D. P. 1900. 2. 289.

au surplus, déclare que l'article 1384 ne peut être appliqué que dans les limites prévues par l'article 1386, c'est-à-dire après que le cultivateur aura prouvé que le dommage a été causé soit par vice de construction, soit par défaut d'entretien. Dans son arrêt, la Cour s'affranchit tout d'abord des limites étroites de l'article 1382, puis elle restreint l'application de l'article 1386 aux hypothèses spéciales qu'il envisage ; il « ne saurait s'étendre au delà du cas particulier qu'il prévoit et faire échec à la règle générale posée par l'article 1384 relativement à la présomption de faute, quand il s'agit de dommages causés par le fait des choses qu'on a eues sous sa garde... »

La Cour considère donc que l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 crée une présomption de faute à l'encontre de l'exploitant de la batteuse qui est considéré comme responsable en tant que gardien de la batteuse, chose qui a causé le dommage. Par excès de scrupules, la Cour déclare en dernier lieu qu'en dehors même de la présomption de l'article 1384, la faute de l'entrepreneur est prouvée dans les termes de l'article 1382. On peut regretter ce subsidiaire qui ôte un peu de force à l'affirmation précédente de la présomption de faute, mais il n'en est pas moins vrai que le principe de l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, a été formellement énoncé.

Cette décision est remarquable pour l'époque où elle paraît ; le principe est nouveau et de nombreuses juridictions se refusent à l'appliquer. Dans une espèce identique — il s'agissait encore d'un incendie communiqué à des récoltes par la locomobile d'un entrepreneur de battage — la Cour de Rennes, par arrêt

du 28 juillet 1902 (1), refuse de faire état de l'article 1384, alinéa 1^{er}, dans lequel elle ne voit aucune présomption de responsabilité. Cet arrêt, longuement motivé, fait siens les arguments qu'a invoqués M. l'avocat général Sarut devant la Chambre civile, qui d'ailleurs ne l'a pas suivi et a statué contrairement à ses conclusions (2). Quelques années plus tard, la même Cour de Rennes devait se rallier aux principes nouveaux et encore à l'occasion d'un sinistre causé au voisin par une machine à battre (3). Ce sont des flammèches qui se sont échappées de la cheminée de la locomobile et qui ont incendié des récoltes. Dans une première partie de son arrêt, la Cour constate que le fait est prouvé et elle en vient à rechercher le fondement de la responsabilité de l'entrepreneur ; elle la rattache à l'idée de garde de la machine par le fait de laquelle le dommage a été causé — et elle précise « que ce texte (art. 1384, 1^{er} al.) met à la charge de L... une présomption de faute qu'il ne peut détruire qu'en prouvant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de la victime de l'incendie... » et la condamnation prononcée est basée uniquement sur l'application de ce principe.

Les incendies communiqués par les batteuses mécaniques sont fréquents et les tribunaux ont eu maintes fois à trancher les actions en responsabilité auxquelles ils ont donné lieu ; c'est même à ce sujet que la juris-

(1) D. P. 1906. 1. 288, rap. sous civ., 16 janv. 1905.

(2) Civ., 16 juin 1896. D. P. 97. 1. 433, précité.

(3) Rennes, 26 juillet 1906, D. P. 07. 2. 17.

prudence a manifesté sa première évolution en matière de recours de voisin.

Malgré les nombreuses décisions qui avaient admis la présomption de faute en cas d'incendie communiqué par une batteuse (1), la Cour de cassation n'avait pas encore eu à se prononcer et à sanctionner les solutions nouvelles. Elle l'a fait par un arrêt du 25 mars 1908 de la Chambre des requêtes (2) qui a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Bourges du 15 janvier 1906. Cette décision supprime tous les doutes qui pouvaient subsister ; elle spécifie que « la présomption de l'article 1384, alinéa 1^{er}, s'élève contre le propriétaire de la machine » ; c'est donc bien une présomption de faute que crée l'article 1384, 1^{er} alinéa, rompant ainsi avec les principes des articles 1382-1383, présomption à l'encontre de qui ? La Cour de Bourges, par le libellé de sa décision, permettait de penser que la responsabilité était rattachée à *la propriété* de la chose.

La Chambre des Requêtes reprend bien le mot de « propriétaire », mais plus loin elle ajoute qu'il faut que la machine ait été « sous sa garde ou sous celle de ses préposés ». Il s'est trouvé dans l'espèce dont il s'agit que le propriétaire avait en même temps « la garde » de la machine, c'est ce qui a provoqué l'em-

(1) Parmi les décisions rendues avant l'arrêt des Requêtes sdu 25 mar 1908 on peut citer : Trib. civ. Mayenne, 2 mars 1899. D. P. 1900. 2. 279. — Trib. civ. de La Châtre, 29 décembre 1904. D. P. 1905. 2. 54. — Trib. civ. de Lannion, 5 décembre 1905. D. P. 1906. 2. 249. — Bourges, 15 janvier 1906. D. P. 1907. 2. 17. — Chambéry, 12 juillet 1905. D. P. 1905. 2. 417.

(2) D. P. 1909. 1. 75.

ploi des deux expressions indifféremment ; mais la Cour spécifie bien que le coupable est le gardien et non le propriétaire (1).

§ 1. — LE MOT « CHOSE ».

DISTINCTION ENTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.

Il est vrai que toutes les décisions qui précèdent sont relatives à l'hypothèse particulière de la communication de l'incendie par une batteuse mécanique ; mais qu'il s'agisse d'une machine qui, par son explosion ou les flammes qu'elle laisse échapper, communique l'incendie à des biens qui sont des récoltes en gerbes ou en grange, l'action du cultivateur contre l'entrepreneur de battages est un recours du voisin, analogue, en droit, au recours de tout autre voisin, habitant d'immeuble ou autre. La seule condition pour qu'il y ait recours du voisin, au sens où nous l'entendons ici, c'est que l'action engagée soit une action en responsabilité quasi-délictuelle et non pas, comme cela serait parfois possible, une action contractuelle,

(1) Le Trib. civ. de Lannion, dans son jugement du 5 décembre 1905, ant. rap., a marqué cette distinction d'une façon particulièrement saillante : la présomption est édictée « à l'encontre du propriétaire de la chose dommageable ou mieux, de celui qui en a la maîtrise, c'est-à-dire la garde et la direction », et M. Josserand, en note sous ce jugement, souligne que cette « affirmation doit être signalée à ceux qui veulent absolument donner à la théorie de la responsabilité du fait des choses une signification étroite en la considérant, contre le gré de ses promoteurs, et à l'encontre du courant jurisprudentiel, comme un chapitre ajouté purement et simplement à la propriété ».

c'est-à-dire tirant sa source de la violation ou de la non-exécution d'un contrat.

Ce n'est pas ainsi que la jurisprudence l'a entendu. La formule générale de l'article 1384, 1^{er} alinéa, lui permettait de retenir le caractère commun à tous les dommages : — l'incendie, — pour faire du recours du voisin une action en responsabilité qui, dans tous les cas, aurait été soumise aux mêmes principes et aurait reçu la même solution. Au lieu de suivre un principe général — soit celui de l'article 1382, soit celui de l'article 1384, 1^{er} alinéa — elle a créé des distinctions suivant la nature des biens incendiés.

On a déjà fait mention, dans la première partie des deux arrêts de la Chambre des Requêtes des 10 décembre 1900 et 13 juillet 1903 (1), qui ont été rendus dans deux espèces absolument semblables : le feu s'était étendu d'un immeuble à l'immeuble voisin ; les deux parties étaient donc également propriétaires d'immeubles bâtis. Les Cours d'appel avaient refusé d'appliquer une présomption de faute, s'en tenant exclusivement aux articles 1382 et 1383. La Cour de cassation avait approuvé cette manière de voir : « Il ne suffit pas au propriétaire qui a souffert de l'incendie et qui réclame la réparation du dommage de prouver que le feu a pris naissance chez son voisin... il doit établir de plus que l'incendie a été communiqué par la faute, la négligence ou l'imprudence de celui-ci... »

La Cour de cassation belge se prononce dans le

(1) D. P. 1901, 1, 360 ; 1903, 1, 507. *Gaz. Pal.*, 1903, 2, 402.

même sens par un arrêt du 26 mai 1904 (1); l'espèce est un peu différente : le feu à pris naissance parmi des marchandises contenues dans une fabrique de produits chimiques et s'est propagé aux propriétés voisines. La Cour de Gand avait admis la présomption de faute de l'article 1384. L'arrêt est cassé pour infraction aux principes traditionnels.

C'est par un arrêt du 18 mai 1909 que la Chambre des Requêtes devait déclarer que l'article 1384, alinéa 1^{er}, ne s'appliquait pas aux immeubles bâtis (2).

Un incendie s'était déclaré dans des locaux, propriété d'une société S... et avait détruit des marchandises qui y étaient entreposées et appartenant à un sieur C... ; ce dernier prétendait que la société était responsable en vertu de l'article 1384, alinéa 1^{er}, comme ayant la garde des locaux, lesquels incendiés avaient endommagé ses marchandises ; il offrait de rapporter la preuve que l'incendie avait pris dans les bureaux de la société. La Cour de Lyon, par arrêt du 7 février 1908, rejette cette offre de preuve comme n'étant pas pertinente, étant donné que le demandeur ne doit pas seulement prouver l'origine de l'incendie mais une faute à la charge du défendeur ; elle déboute de la demande. Pourvoi en cassation est formé en violation de l'article 1384, alinéa 1^{er}, et est rejeté avec des motifs particulièrement saillants. Tout

(1) Cf. *Recueil périodique des assurances*, 1905, p. 56. M. Saintelette estime que cette décision est la première qui se soit prononcée sur l'application de l'article 1384, al. 1^{er}, en cas de communication d'incendie d'une propriété à une autre (*Recueil périodique des assurances*, 1909, p. 357).

(2) S. 1911. I. 493.

d'abord, la Cour affirme la présomption de faute qu'édicte l'article 1384, 1^{er} alinéa, mais elle ajoute : « ... cette disposition est inapplicable aux immeubles... le propriétaire d'un bâtiment n'est présumé responsable que du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien... ; en dehors de ces cas prévus par l'article 1386, il reste soumis à la règle de l'article 1382... »

Tout d'abord, cette décision est critiquable par la façon dont les faits ont été retenus par la Chambre des Requêtes. Le sieur C... demandait à prouver que l'incendie avait pris naissance dans *les meubles* du bureau et qu'ensuite il s'était propagé aux marchandises. Evidemment, dans la suite, les locaux tout entiers avaient été la proie des flammes et la ruine du bâtiment s'en était suivie ; mais il semble que l'application de l'article 1384, alinéa 1^{er}, était aubordonnée — si l'on voulait différencier la cause de destruction par meuble ou immeuble — à la preuve préalable du foyer originaire de l'incendie.

Si c'étaient bien des meubles qui avaient communiqué le feu, pourquoi écarter l'article 1384, 1^{er} alinéa.

Au contraire, s'il s'agissait d'immeubles la question restait entière.

La Cour de cassation a considéré cette dernière hypothèse comme établie ; en cas de dommages causés par un immeuble, dit-elle, c'est l'article 1386 qui s'applique ; dans les deux cas qu'il prévoit en dehors de là, c'est l'article 1383 (1).

(1) La Cour de cassation a invoqué l'article 1386. Mais cet article fait-il obstacle à l'application de l'article 1384, 1^{er} al., au cas d'incendie communiqué par un immeuble ? — Nous

On voit donc combien le mot « chose » est pris dans un sens limitatif ; il faudrait entendre : *chose*

ne le pensons pas. Il prévoit la responsabilité présumée du *propriétaire* dans la triple hypothèse de *ruine* survenue par *vice de construction* ou *défaut d'entretien* ; la responsabilité n'est d'ailleurs pas fondée exclusivement sur le fait de la propriété.

La Cour d'Amiens, dans un arrêt du 22 mars 1922, posant les principes différents des articles 1384 et 1386, déclare « que la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde repose sur l'idée de garde et la responsabilité des bâtiments repose sur l'idée de propriété ». — Cette dernière expression nous paraît déjà critiquable. La responsabilité n'est pas attachée de plein droit à la seule qualité de propriétaire, mais à cette qualité jointe à une présomption de faute, étant donné que le propriétaire a un devoir de surveillance sur son immeuble ; — si bien que, dans les cas exceptionnels où il aura été dans l'impossibilité matérielle de la remplir, sa responsabilité sera dégagée (Lyon, 20 janv. 1863. D. P. 63, 2, 199. — Douai, 6 mars 1883. D. P. 85. 2. 135. — Nancy, 10 nov. 1900. D. P. 1901. 2. 417. Dans cette dernière espèce, un accident est survenu par vice de construction de l'immeuble en cours d'édification ; la responsabilité du propriétaire « n'est pas encourue quand la maison, cause du dommage a cessé d'être sous sa garde, n'est plus dans sa possession et qu'elle se trouve placée sous la surveillance exclusive d'un architecte et d'un entrepreneur... ») « La Cour d'Amiens, à qui on demandait de faire application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, au propriétaire d'une scierie qui avait communiqué l'incendie à une usine voisine, conclut : « ... qu'en dehors du cas exceptionnel prévu par l'article 1386 et pour tout dommage ayant une cause différente et spécialement lorsqu'il est imputable à un incendie, la responsabilité de plein droit du propriétaire cesse, l'article 1382 reprend son empire... » La Cour persiste à envisager la responsabilité du « propriétaire » ; il est évident qu'en tant que tel, il n'est pas soumis à l'article 1384, 1^{er} alinéa. Le demandeur ne tirait d'ailleurs aucun argument de cette qualité dont il ne faisait même pas état. Le seul point important était de rechercher celui qui avait la scierie « sous sa garde » ; c'est-à-dire celui qui

mobilière (1); et cependant ceci n'est pas rigoureusement exact, car la Cour de cassation elle-même a

l'exploitait; dans la circonstance, c'était le propriétaire lui-même — mais sa qualité disparaissait devant celle de « gardien », aux termes de l'article 1384, 1^{er} alinéa.

La Cour d'Amiens estime que « l'article 1386 n'aurait ni objet ni intérêt » si l'article 1384, 1^{er} alinéa, était appliqué aux immeubles. Cette appréciation est contestable. Il suffit de prendre l'hypothèse de l'incendie comme dommage causé à un immeuble; on est d'accord pour écarter l'article 1386 — c'est donc reconnaître qu'il n'a pas prévu *tous les cas* de dommages par immeubles! Il reste donc à choisir entre l'article 1382 et l'article 1384; si c'est le propriétaire — en cette qualité — qui est poursuivi, c'est évidemment le premier qui s'applique; au contraire ce sera le second si l'on s'adresse à celui qui avait « la garde » au sens de l'article 1384, 1^{er} alinéa. C'est d'ailleurs cette interprétation qu'a admise la Cour d'Agen, dans son arrêt rendu le 18 mai 1921 (Cf. *La Prime*, 1921, p. 1418, sur renvoi de la Chambre civile (arrêt de cassation du 16 novembre 1920, Aff. Compagnie du Midi c. Tram. de Bordeaux), — « l'article 1386 ne déroge aucunement au principe issu du premier paragraphe de l'article 1384, puisqu'il s'y réfère tacitement en passant sous silence le cas de celui qui a seulement « la garde » d'un bâtiment et qu'il étend la présomption de faute au « propriétaire », non au « gardien », dans la double hypothèse de ruine arrivée par défaut d'entretien ou par vice de construction... »

(1) Nombreuses sont les décisions qui ont consacré cette manière de voir: un arrêt de la Cour de Poitiers du 16 mai 1922 (Gaz. Pal., 24 juin 1922) déclare expressément que « quelque large que soit cette expression de « choses », il n'apparaît pas qu'elle puisse comprendre les immeubles en même temps que les choses mobilières ».

Le Tribunal civil de la Seine (8^e ch., 25 février 1921. Cf. *Gaz. des Trib.*, 1^{er} et 2 juin 1921) dans une espèce où il devait faire application de la présomption de l'article 1384 commence ainsi son jugement: « Attendu que la responsabilité qui pèse de plein droit sur le propriétaire d'une chose qu'il a sous sa garde, autre qu'un animal ou un bâtiment à raison

fait application de l'article 1834, 1^{er} alinéa, en matière immobilière (1) C'était à propos d'une explosion de gaz survenue dans un immeuble par suite de la défectuosité d'une des conduites. Il s'agissait bien de dommage causé par un « immeuble » puisque l'on considère comme tels, assimilables à un bâtiment, les tuyaux, câbles ou autres appareils servant à une distribution d'eau, de gaz ou d'énergie électrique (2).

Comment la Cour allait-elle apprécier la responsabilité ? d'après l'article 1382 ou 1384, 1^{er} alinéa ? C'est ce dernier texte qu'elle retient ; la « chose », c'est la conduite de gaz incriminée, et le responsable en sera celui qui en avait « la garde », en l'espèce le locataire de l'appartement.

Autres applications, en matière immobilière, de l'article 1384, 1^{er} alinéa, et cette fois en cas d'incendie : des fils électriques se sont rompus et ont provoqué un incendie par court-circuit. — La Cour de Tou-

du préjudice que cette chose inanimée peut causer... »

Il faut mentionner cependant quelques décisions qui ont généralisé l'article 1384, 1^{er} alinéa, en cas d'incendie communiqué par immeuble bâti : tout d'abord, et remarquable à l'époque où il est intervenu, un jugement du Tribunal de Tlemcen (19 mai 1910. S. 1910, b. som^{res} 1910. 2. 51), ensuite et ces dernières explicables à la suite de la dernière évolution de jurisprudence dont il sera ci-après parlé : C. de Toulouse, 8 juin 1921. D. P. 1922, 2. 21 et *Gaz des Trib.*, 26 et 27 août 1921. — Trib. Civ. du Havre, 1^{er} avril 1922. *Gaz. des Trib.*, 9 juillet 1922. — Trib. Civ. de la Seine, 5^e ch., 10 février 1922. *Gaz. des Trib.*, 2 et 3 juin 1922.

(1) Cass., 3 juin 1901. — D. P. 1907. 1. 177, commenté par M. Lombard, conseiller à la Cour de cassation, dans son rapport sous Cass., 25 mars 1908. D. P. 1909. 1. 71.

(2) Caen, 26 mai 1886. D. P. 87. 2. 81. — Civ., 19 avril 1887. D. P. 88. I. 27.

louse (1) rend la Compagnie d'électricité responsable comme ayant la garde de la chose et tombant sous le coup d'une présomption de faute lorsque le dommage est causé par elle ; même décision d'ailleurs de la Cour de Toulouse rendue antérieurement dans une espèce identique (2).

Ces décisions sont évidemment contradictoires. On recherche vainement la règle juridique qui permet de créer toutes ces distinctions, et parmi les

(1) Toulouse, 11 juin 1913. D. P. 88. 2. 175.

(2) Toulouse, 9 février 1910. — *Rec. Pér. des Ass.*, 1910, p. 326. Pand. 1910. 2. 257.

On peut citer encore l'arrêt rendu par la Cour d'Amiens, le 24 janvier 1907, lequel décide que l'article 1384, 1^{er} alinéa, est applicable aux meubles devenus immeubles par destination, par exemple à une machine à battre immobilisée au même endroit depuis un grand nombre d'années (Cf. *Re. Pér. des Ass.*, 1907, p. 276) jugé dans le même sens que le propriétaire d'un ascenseur est soumis à l'article 1384 pour les accidents causés par cet ascenseur (Trib. Anvers, 14 juin 1910. *Rec. Pér. des Ass.*, 1910, p. 780. — En matière plus spéciale d'incendie : le Tribunal de la Seine, par un jugement du 27 décembre 1911, *Rec. Pér. des Ass.*, 1912, p. 10) paraît admettre à l'occasion d'un incendie déterminé par un feu de cheminée que l'article 1384 est applicable au propriétaire d'un immeuble ; c'est à ce système que peut se rattacher un arrêt de la Cour de Paris, 7^e chambre, du 29 novembre 1911 (*Rec. Pér. des Ass.*, 1912, p. 43) en cas d'accident causé par un monte-charge, bien qu'uni matériellement au bâtiment, la règle générale de l'article 1384, 1^{er} alinéa, doit s'appliquer en dehors de l'article 1386. — En note sous cet arrêt, M. Sainctelette conclut : « la tendance générale de la jurisprudence sur les conditions d'application de l'article 1384, permet de croire que sous la seule exception des cas régis par l'article 1386, la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment devra désormais être appréciée en conformité de l'article 1384 ».

meubles et parmi les immeubles ; en tous cas, ce n'est guère conforme à la lettre du texte, car le mot « chose » a une signification bien autrement générale.

Les rédacteurs du Code l'ont employé à maintes reprises et il suffit de se reporter aux textes où il figure pour constater qu'ils lui ont donné le même sens que celui où nous l'entendons aujourd'hui (1). Lorsqu'ils ont pu penser que le sens général du mot pourrait être altéré, et pour éviter toute équivoque, ils ont ajouté, comme dans l'article 546 : « La propriété d'une chose soit *mobilière*, soit *immobilière* donne droit... » ; l'article 1384, 1^{er} alinéa, ne comporte même pas cette précision que les auteurs du Code ont jugé vraisemblablement superflue.

Les travaux préparatoires sont muets sur les distinctions qu'auraient envisagées les rédacteurs de la loi. En vérité, l'argument tiré de la réunion primitive dans le projet de la Commission, des articles 1384

(1) On peut citer quelques articles du Code, particulièrement ceux qui ont trait aux notions les plus générales, telles que l'exercice du droit de propriété dans l'article 544 qui en contient la définition : « la propriété est le droit de jouir et de disposer des *choses* de la manière la plus absolue... » également articles 546, 548, 549, C. c. — L'article 747, C. c. « les ascendants succèdent à l'exclusion de tous autres *aux choses* par eux données à leurs enfants ou descendants décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent en nature dans la succession. — Si les objets ont été aliénés... » L'emploi du mot pourrait prêter à discussion étant donné que dans le corps de l'article, et à deux reprises, il était remplacé par le mot « objet », d'une portée beaucoup plus restreinte et appliqué habituellement aux meubles ; cependant on a retenu le mot « chose » avec son acception *générale* et la jurisprudence et les auteurs décident qu'il s'entend également des meubles *et* des immeubles.

et 1385 actuels en un seul article, est bien faible ; on en conclut que, dans *la pensée* des auteurs de la loi, le mot « chose » se rapporterait aux « animaux », étant compris dans le premier alinéa comme l'annonce du dernier alinéa de l'article primitif. Tout ceci est habilement déduit ; mais telle ne paraît pas avoir été l'idée des législateurs ; ils n'auraient pas manqué de modifier le texte lorsqu'ils l'ont scindé en deux parties ; or, ils ne l'ont pas fait (1).

En tous cas, quelle que soit la conclusion de cette interprétation historique, le système de la jurisprudence manque de logique : il ne respecte pas l'esprit prétendu de la loi, puisqu'il a étendu l'application de l'alinéa 1^{er} bien au delà de l'article 1383 ; il ne se conforme pas à la lettre en apportant des restrictions à des expressions générales qui ne les comportent pas (2).

§ 2. — DU DOMMAGE CAUSÉ PAR « LE FAIT... DES CHOSES ».

Les tribunaux ont donc écarté l'article 1384, 1^{er} alinéa, lorsque le dommage a été causé par l'incendie déclaré dans un immeuble ; et encore faut-il expliquer l'exception faite aux immeubles par destination en admettant que leur origine mobilière a prévalu sur la destination ultérieure qu'ils ont reçue. Mais l'ont-

(1) Tart : *De la responsabilité à raison des choses mobilières* Liège, 1898. V. également Esmein. Note sous Cass., 25 mars 1908. S. 10. 1. 17 et CCons de M. l'av. gén. Sarrut, sous Civ. 1896, *loc. cit.*

(2) Littré : chose : désignation indéterminée de tout ce qui est inanimé.

ils appliqué dans tous les cas où l'incendie a été communiqué par une chose mobilière ? Pas en principe ; et les nouvelles exceptions qui ont été faites viennent du sens particulier attribué à l'expression « dommage... causé *par le fait*... des choses ». Il ne suffit pas que le dommage ait été causé par une « chose » ; — car quels sont les dommages qui ne rentrent pas dans ce cas ? — Il faut qu'il soit survenu par une action propre à la chose, indépendamment de tout élément qui lui soit extérieur ; on ne peut pas être responsable du dommage causé par une force étrangère à la chose, par une force qu'elle a simplement transmise, l'*incendie* par exemple.

La Cour de Lyon, dans un arrêt du 7 février 1908, a écarté l'article 1384, 1^{er} alinéa, pour ce motif (1). Des marchandises entreposées dans un bâtiment avaient été détruites par le feu communiqué à la fois par des objets mobiliers et par l'immeuble. — La Cour a jugé que leur perte était due « non aux bâtiments ou aux meubles... mais à une cause extrinsèque, l'incendie, qui a entraîné leur destruction en même temps que celle des marchandises... »

La Cour de Paris, dans un arrêt en date du 23 mars 1911, a fait application de ce principe au cas de communication d'incendie de l'appartement d'un locataire à celui du locataire voisin ; il était pourtant établi que c'était par les meubles incendiés que le feu s'était communiqué (2).

(1) Arrêt précéd. cité.

(2) Cour de Paris, 23 mars 1911. D. P. 1916. 2. 136. —

Cet arrêt fait la distinction très nette : « ... en matière d'incendie, déclare-t-il, la cause du dommage réside, non dans

Par contre, ce système a été rigoureusement réfuté par la Cour d'Alger dans un arrêt du 4 décembre 1916, que nous mentionnons seulement à cette place, nous

le mobilier incendié, qui a communiqué le feu au mobilier d'un voisin, mais dans l'incendie lui-même ; ...des meubles ne peuvent par eux mêmes communiquer le feu... dès lors le dommage n'a pas été causé par le fait des meubles... mais par le fait de l'incendie, c'est donc, non au propriétaire des meubles, mais à l'auteur de l'incendie qu'incombe la responsabilité du dommage... »

C'est à cette conclusion que revient un arrêt de Poitiers, du 23 juin 1913 (*Rec. pér. des Ass.* 1914, p. 19). — Il s'agissait pourtant d'un incendie communiqué par une batteuse, espèce dans laquelle la Cour de Cassation s'était formellement prononcée. — La Cour reconnaît que l'incendie s'est déclaré « dans la machine » et qu'il a bien été communiqué aux récoltes ; mais ceci est insuffisant pour entraîner l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa. « Il faut encore prouver que c'est la machine elle-même qui a été la cause du sinistre... » preuve en vérité presque impossible à rapporter ; c'est d'ailleurs la jurisprudence de la Cour de Poitiers (2 mars 1908. *Rec. pér. des Ass.* 1908, p. 74, 9 mars 1908, *Rec. pér. des Ass.* 1908, p. 78), si bien que M. Saintelette en note, sous l'arrêt cité, se demande « si l'extrême rigueur de ces arrêts ne ferme pas définitivement la porte à tout recours de ce genre ». — La Cour de Bordeaux (30 juin 1913, *Rec. pér. Ass. de Bordeaux*, 1913, 1, 261). s'exprime encore plus catégoriquement à propos d'une communication d'incendie d'immeuble à immeuble « attendu que ce texte (art. 1384, 1^o) ne saurait être appliqué en l'espèce où il s'agit uniquement d'un incendie qui s'est communiqué d'une partie de maison occupée par D... à une partie de maison occupée par B... car *c'est le sinistre survenu à la chose de D... et non pas cette chose elle-même* qui a causé le préjudice subi par B... ». Ici, il y a double nuance : non seulement le dommage n'est pas dû à un vice inhérent à la chose, donc pas à « son fait » ; mais c'est une force étrangère à la chose, « l'incendie », qui a causé le dommage ; elle n'a fait que la communiquer, la transmettre.

réservant d'y revenir plus longuement dans la suite. Les faits étaient les suivants : du mobilier avait pris feu dans un atelier appartenant à un sieur S... et l'incendie s'était propagé à un appartement voisin occupé par une demoiselle D... Au défendeur qui prétend que le dommage est survenu par le fait de l'incendie et non par le fait de la chose, la Cour répond, dans son arrêt « que ce raisonnement est sans valeur juridique en ce qu'il confond la cause de l'incendie avec son objet ; qu'en effet l'*objet* de l'incendie ce sont les *choses* mobilières brûlées dans l'atelier de S... et que *sa cause* est le *feu* qui a pris dans ces choses mobilières et les a consumées... », et elle poursuit en constatant que « l'objet » de l'incendie, « à savoir les choses mobilières brûlant et communiquant le feu », est établi ; que c'est à S..., pour se dégager de la présomption de faute, de prouver que *la cause* de l'incendie provient d'un cas fortuit ou de force majeure. C'est assurément la meilleure réponse qui puisse être faite aux conceptions étroites de certains tribunaux.

Une autre interprétation a été proposée et a reçu l'adhésion d'une grande partie de la jurisprudence. Pour qu'un dommage soit causé par le fait d'une chose, il faut qu'il provienne du *vice propre* de cette chose. On a dit, en manière de définition, que le vice propre sert à désigner l'imperfection de la chose par rapport à l'espèce (1). En réalité, il faut que la cause du dommage réside dans la chose elle-même ; qu'elle provienne de son explosion spontanée ou de son

(1) Barbéry, thèse cit. p. 97

inflammabilité propre. On tente un rapprochement de la chose avec l'homme ; de même que celui-ci est doué de la vie, de même une chose peut renfermer en elle certains principes d'action qui, par leur manifestation extérieure, causeront un dommage : les poudres s'enflamment spontanément, une machine explose et provoque l'incendie, des produits industriels prennent feu par la fermentation, un court-circuit dans un réseau électrique cause un incendie. Dans tous ces cas il y aura « fait de la chose », parce que le dommage a été causé par un vice inhérent à la chose ; on en arrive à déduire, ainsi que le fait la Cour de Bordeaux (1) que « tout dommage qui serait dû au caractère spécialement dangereux ou au fonctionnement défectueux d'une chose, mais seulement celui-là, devrait être considéré comme étant le fait de la chose ... »

La Cour de Paris, dans un arrêt du 2 mai 1906 (2), va même très loin ; dans le cas classique d'incendie communiqué par une batteuse, elle exige que le dommage provienne « du vice de cette chose, comme par exemple de l'explosion du moteur dans l'espèce, et non de son usage légalement normal et régulier... »

La Cour de cassation belge énonce à ce sujet des principes bien discutables (3) : elle « assimile le fait des choses à celui des personnes » et elle précise que ce terme « vise donc, comme pour les personnes, une faute, qui ne peut consister qu'en un vice de nature

(1) Bordeaux, 2 juin 1922. Cf. Rec. des arrêts de Bordeaux, 1922. 1. 87.

(2) *Gaz. Pal.* 1906. 2. 166.

(3) Arrêt du 26 mai 1914. *loc. cit.*

à préjudicier, cause réelle du dommage... » Y aurait-il donc une faute de la chose comme il y a une faute de l'homme ? On pourrait le penser. Ce qui est assez piquant, c'est que toutes ces décisions — qui repoussent l'article 1384, 1^{er} alinéa, et font appel aux principes traditionnels — font implicitement les concessions les plus grandes aux doctrines nouvelles ; au lieu de considérer la chose comme une parcelle de la matière, inerte en son principe et ne tirant son pouvoir que de l'action de l'homme, en sorte qu'en définitive c'est à celui-ci qu'il faut ramener toute la responsabilité, elles lui reconnaissent une sorte d'individualité, un pouvoir d'action autonome, et elles tiennent compte du caractère de cette action pour apprécier la responsabilité.

Ces distinctions amènent à opposer le fait de la chose au fait de l'homme ; « fait de la chose », il n'y a pas de formule plus fausse, dit M. Planiol (1) ; comment un homme peut-il, sans son propre fait, être responsable d'une chose ?... — Pour que le dommage causé par une chose puisse engager la responsabilité humaine, il faut qu'on puisse découvrir, dans le passé de la chose nuisible, un acte de l'homme qui soit la cause initiale du malheur survenu... » La jurisprudence admet cependant, pour appliquer l'article 1384, qu'un dommage a été causé par le fait de la chose. L'article 1384 ne vise que le cas où la chose inanimée a été par elle-même, en raison de sa nature propre ou des désordres spontanés dont elle est le siège, la cause

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1906, p. 80.

de l'accident ; lorsqu'au contraire le dommage a été la suite du maniement de la chose par l'homme qui s'en sert, du mouvement ou de la direction qui lui ont été imprimés par lui, c'est l'article 1382 seul qui doit être appliqué ; alors, en effet, la chose n'a été entre les mains de son gardien qu'un instrument passif et ce cas est assimilable à celui que règle la disposition de l'article 1382.

Mais il y a des espèces où l'action de l'homme et le fait de la chose sont intimement unis et où il est difficile de distinguer la part prépondérante de l'un ou de l'autre. Quel sera le critérium de la distinction ? On dit alors qu'il faut appliquer l'article 1382 ou l'article 1384 « suivant que l'activité humaine s'est manifestée d'une façon plus ou moins directe... » ou bien que l'article 1384, alinéa 1^{er}, ne s'appliquera « ... qu'au cas où le dommage a été causé par la chose incriminée seule et en dehors de toute participation de l'homme (1).

Ce sont d'ailleurs les termes dont s'est servi la Cour de Dijon dans un arrêt du 22 janvier 1907 (2).

Mais ces distinctions n'en sont pas ; car, à la base de tout dommage, quel qu'il soit, apparaît inévitablement le fait ou l'action de l'homme ; c'est la force humaine qui façonne les choses, qui les transforme ; c'est elle qui est la cause du dommage tandis que la chose n'est qu'un agent d'exécution. Les tribunaux qui admettent la distinction se trouvent fort embar-

(1) En note sous les arrêts Paris, 5^e chambre. 15 mars 1919. *Rec. Gaz. des Trib.*, 1919. 2. 122 et Grenoble, 15 novembre 1921, *Gaz. Trib. rec.*, 1922-1-499.

(2) D. P. 1910. 2. 133.

rassés pour rattacher la responsabilité soit à l'article 1382, soit à l'article 1384, 1^{er} alinéa. La question se pose rarement en matière de communication d'incendie, tandis qu'elle est âprement discutée au sujet des accidents d'automobiles. Qu'il nous suffise, ici, pour marquer l'absence de principe directeur, de rapporter deux décisions, rendues dans les deux mêmes espèces, et en sens contraire, appréciant la responsabilité de l'automobiliste en cas de rupture d'une pièce de la direction : la Cour de Grenoble (1) estime « que le déboîtement de la pièce de direction, quelle qu'en soit la cause, ne serait qu'un accident de la manœuvre de l'auto et ne constituerait pas plus que cette manœuvre elle-même le fait de la chose au sens de l'article 1384, 1^{er} alinéa... » La Cour de Paris, 5^e Chambre, admet au contraire, dans un arrêt du 7 avril 1922, l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, à propos d'un accident de cause identique (2).

(1) Grenoble, 15 nov. 1921, *Gaz. Trib.*, 22. 1. 499.

(2) La jurisprudence, en général, refuse d'appliquer l'article 1384, 1^{er} alinéa, aux accidents d'automobile. Elle cherche uniquement la cause de l'accident dans un acte du conducteur, dans un défaut d'attention, dans un geste trop lent ou maladroit. Et pourtant, comment assimiler l'automobile à un outil docile et passif entièrement soumis à la main de l'homme et sous sa dépendance étroite. Il y a un moteur d'une puissance considérable qui entraînera la voiture à des vitesses de 80 et 100 kil. à l'heure, sans que le conducteur ait autre chose à faire que de veiller sur la direction à suivre. C'est vraiment le cas où la chose paraît douée d'une activité propre et la « participation de l'homme » à cette action est bien faible !!! Ce qui n'a pas empêché la Cour d'Orléans de déclarer dans un arrêt du 25 février 1909 que l'homme « communique à la machine *inerte* qu'est l'automobile une partie de son activité... » Dira-

§ 3. — LE GARDIEN. — LA GARDE.

La jurisprudence considère l'article 1384, 1^{er} alinéa, comme réglementant la responsabilité du fait des choses. On a vu, en matière de communication d'incendie, combien le champ d'application de ce texte est étroit : non seulement il ne s'applique qu'à certaines choses, mais encore parmi celles-ci il faut distinguer suivant que le dommage est causé ou non par un vice propre de la chose. Il faut maintenant nous arrêter au caractère subjectif de la responsabilité : étant donné un dommage rentrant dans le cadre de l'article 1384, 1^{er} alinéa, quel sera l'auteur responsable ? — L'article 1386, lorsqu'il y a ruine du bâtiment, rend responsable le *propriétaire* ; l'article 1384, 1^{er} alinéa, rattache la responsabilité à l'idée de garde

t-on que par la vitesse qu'elle est susceptible d'atteindre l'automobile ne constitue pas un instrument dangereux ? que cette vitesse n'est pas le vice propre de l'automobile, ainsi que l'a dit avec beaucoup d'à-propos M. G. Courtois dans une étude sur la question. (V. *Gaz. des Trib.* 12 mars 1922, « Les autos écraseurs et l'article 1384 du Code civil » et les références de doctrine et de jurisprudence citées). Cependant, si les tribunaux n'ont jamais admis que l'automobile était une chose dont l'usage est normalement dangereux par sa nature et son but — comment expliquer que c'est la solution inverse qui est admise par exemple lorsqu'un court-circuit se produit dans un réseau électrique ? Pourtant, l'action de l'homme, pour s'exercer d'une manière moins apparente, n'en est pas moins directe ; quelle différence peut-on faire entre le chauffeur au volant et l'électricien qui, par le simple jeu d'une manette peut lancer, un courant ou le couper, en un seul instant ?

— c'est celui qui avait la chose « sous sa garde » qui sera responsable.

L'expression est la même que celle employée par l'article 1385 pour les animaux, ce qui a fait soutenir à M. Esmein, en invoquant une liaison entre les deux textes, que le mot garde employé dans l'article 1384, 1^{er} alinéa, ne pouvait s'appliquer qu'à des animaux et à eux seuls. — « On n'a pas un objet inanimé sous sa garde (1) ».

La jurisprudence n'a pas suivi ce système et elle a considéré que le gardien d'une chose pouvait être responsable en cette qualité. Mais, là encore, nous rencontrons une expression générale qui a été très diversement interprétée par les tribunaux. — Qui doit être considéré comme gardien de la chose, est-ce le propriétaire, est-ce le possesseur ? ou le détenteur ? En cas de doute, quels seront les conditions nécessaires pour qu'il y ait garde ? Ce sont tout autant de questions qui seront controversées et encore faudra-t-il examiner si toutes les choses sont susceptibles de garde et si cette expression ne s'applique pas seulement à une catégorie particulière ; ainsi certaines « choses » se trouveraient exclues de l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, du fait qu'elles ne sont pas susceptibles de garde.

Dans un jugement du 5 décembre 1905 (2), le tribunal civil de Lannion s'est arrêté tout particulièrement aux éléments constitutifs de « la garde ». Une batteuse était louée à un cultivateur ; en cours de

(1) ESMEIN. — Note sous Cass. 25 mars 1908. S. 1910-1-17.

(2) Déjà cité. D. P. 1906. 2. 249.

travail, elle incendie les récoltes ; l'article 1384, 1^{er} alinéa, étant invoqué, qui devait être considéré comme gardien ? Le cultivateur locataire ou l'entrepreneur ? Le tribunal, retenant que la machine, bien que louée, est restée sous la direction de l'entrepreneur, décide que c'est lui qui en avait la garde parce que « l'article 1384, 1^{er} alinéa, édicte à l'encontre du propriétaire de la chose dommageable, ou mieux de celui qui en a *la maîtrise*, c'est-à-dire la garde et *la direction*, une présomption de faute... », c'est lui « qui tire un profit habituel de la chose et connaît les risques inhérents à son usage et les moyens d'y obvier... » — Ce n'est donc pas comme propriétaire mais comme gardien que l'entrepreneur sera responsable.

Par contre, la Cour de Bourges (1), dans un arrêt du 15 janvier 1906, paraît rattacher la responsabilité à l'idée de propriété — l'espèce est la même ; il s'agit de communication d'incendie par batteuse et il y a discussion sur le point de savoir qui est le gardien de la machine ; l'entrepreneur, propriétaire, soutient que c'est le cultivateur qui s'occupait de son fonctionnement et fournissait aussi des ouvriers. La Cour ne tranche pas cette question litigieuse de la garde — mais un des motifs de son arrêt est particulièrement grave : « Considérant que l'appelant, par *sa seule qualité de propriétaire* de la chose, et conformément au texte de l'article 1384, 1^{er} alinéa, ne peut s'affranchir des responsabilités que l'incendie a entraînées... », ce serait donc le propriétaire qui

(1) Déjà cité. D. P. 1906. 2. 249.

serait responsable, indépendamment de tout autre élément, de garde notamment.

Cet arrêt est l'objet d'un pourvoi en cassation ; la Chambre des Requêtes le rejette (1), mais elle écarte la formule absolue de Bourges ; l'entrepreneur est bien maintenu responsable, mais parce qu'il avait la garde de la batteuse et non parce qu'il en était le propriétaire.

Un locataire pourra donc être responsable de la chose comme l'ayant sous « sa garde » au même titre qu'un propriétaire ou qu'un simple détenteur ou dépositaire (2).

Quelquefois, les tribunaux ont envisagé la garde

(1) Req. 25 mars 1908, D. P. 09. 1. 73, déjà cité.

(2) La Cour de Paris (5^e chambre), par arrêt du 16 octobre 1920 (Rec. pér. des Ass. 1920, p. 386), a rendu responsable le locataire chez lequel le feu a pris naissance et qui l'a communiqué au voisin.

Une Compagnie de chemins de fer qui a pris en charge des marchandises et qui les a en dépôt dans une cour est considérée comme les ayant « sous sa garde » et responsable de l'incendie qu'elles communiquent aux propriétés voisines (Cour de Bordeaux, 27 juillet 1908, D. P. 1912. 1. 326). — Le Tribunal de Toulouse (4 août 1909, Rec. pér. des Ass. 1910, p. 323, et S. Bull. 1910, 51) a très nettement fait la distinction entre « propriété, possession et garde » — la présomption de responsabilité du dommage causé par une chose inanimée ne vise, aux termes de l'article 1384, Code civil, *que celui qui a cette chose sous sa garde* — et l'on ne saurait suppléer à la preuve directe de ce fait par une présomption tirée de ce que le propriétaire d'une chose inanimée en serait en même temps le possesseur ; d'une part, en effet, c'est la possession qui fait présumer la propriété et non la propriété qui fait présumer la possession ; d'autre part, le fait de la possession d'une chose est autre que celui de sa garde et de sa surveillance... ».

de la chose comme l'obligation de la conserver chez soi, au risque d'être responsable du dommage qu'elle commettrait à l'extérieur ; le gardien est en faute pour avoir laissé la chose sortir de chez lui (1). Cette conception assez simpliste de l'idée de garde ne figure que dans quelques décisions en raison même de la rareté du cas.

Toutes les choses sont-elles susceptibles de garde ?

La jurisprudence n'a pas fait de distinction très nette. Quelques solutions — en dehors même du cas particulier d'incendie — dans le domaine de la responsabilité du fait des choses en général, témoignent de la plus grande diversité. — Un accident survient par la défectuosité de l'aménagement d'un wagon de chemin de fer. La Compagnie est déclarée responsable

(1) Des résines enflammées se sont répandues et ont coulé chez le voisin qu'elles ont incendié. — Le Tribunal civil de Bordeaux (Jug. du 18 janv. 1904, rapp. Rec. pér. des Ass. 1905, p. 59), assimile la garde de la chose au gardien de l'animal qui est fautif lorsqu'il laisse échapper de sa propriété l'animal susceptible de causer un dommage...

« La théorie de la responsabilité délictuelle, dit le jugement, ne peut être la solution juridique dans une espèce où la propagation de l'incendie, au lieu d'avoir été produite directement par le foyer existant chez le défendeur lui-même a été la conséquence *de la sortie de sa chose*, c'est-à-dire de l'écoulement des résines au dehors et que cette dernière circonstance fait naître une présomption de faute à la charge du défendeur *qui n'a pas su garder sa chose* ».

Comp. Trib. Seine, 1^{er} avril 1919. (*Journal des assurances*, 1920, p. 9). — Une explosion s'est produite dans une usine de gaz asphyxiants ; une vague de chlore s'est répandue sur les propriétés voisines dont les cultures notamment ont été ravagées — ici encore le gardien devait conserver sa chose et ne pas la laisser se propager au dehors où elle pouvait nuire.

comme en ayant la garde (1). Des canalisations de gaz provoquent une explosion dans un immeuble loué : le propriétaire en est réputé gardien et responsable de ce fait (2). Par contre, l'industriel n'est pas réputé avoir la garde de poussières et vapeurs toxiques respirées par un ouvrier en cours de travail et qui l'ont empoisonné (3) ; au contraire, un passant renverse à la terrasse d'un café un siphon qui explose et blesse un tiers : c'est l'exploitant du café qui est déclaré responsable parce qu'ayant « la garde » du siphon (4). — Il y a encore la responsabilité du commerçant dont la meule de charbon de bois communique l'incendie à une forêt (5).

Il est difficile de dégager de toutes les décisions des tribunaux les caractères constitutifs de l'idée de garde. En général, elle paraît liée à l'*usage* de la chose, et cependant ce n'est pas une règle absolue puisque, dans les cas précédemment cités, des incendies communiqués par la canalisation de gaz dans l'immeuble loué et par les résines enflammées dans la gare, le propriétaire et la Compagnie de chemin de fer reconnus « gardiens » de la chose n'en avaient pas l'usage ; les décisions se bornent le plus souvent à dire qu'il y a « garde de la chose » sans justifier cette assertion. D'ailleurs, il est rare que la discussion

(1) Besançon, 15 décembre 1909, *Gaz. pal.*, 11 janv. 1910. S. 1910. 2. 174.

(2) Lyon, 23 juillet 1908. D. P. 1909. 2. 215.

(3) Orléans, 11 décembre 1912. D. P. 1913. 2. 323.

(4) Req. 19. 1. 1914. D. P. 1914. 1. 301 et D. P. 1913. 2. 80. Paris, 4 décembre 1912.

(5) Trib. Saint-Amand, 28 mai 1920. *Journal des ass.* 1921. p. 244.

se soit engagée sur le véritable sens du mot ; lorsque l'article 1384, 1^{er} alinéa, a été écarté, c'est plutôt à raison du dommage qui ne serait pas survenu par le fait de la chose.

Cependant, un auteur éminent, M. Planiol, a envisagé la garde comme un devoir particulier de surveillance sur une certaine catégorie de choses spécialement dangereuses et il en vient à ramener à quelques principes les solutions admises par la plupart des tribunaux (1).

La non application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, au cas de communication d'incendie d'une maison à une autre s'explique ainsi : ordinairement, le feu est dû « à l'imprudence des habitants qui ont renversé un liquide inflammable ou qui se sont livrés à une expérience dangereuse », et alors « on présume que l'incendie est le fait des personnes parce qu'il n'y a pas de raison particulière de présumer qu'il est dû à un vice propre du bâtiment ».

L'idée de garde est donc superflue ; on n'a pas une obligation de veiller particulièrement sur une chose qui, par sa nature, n'est pas susceptible de causer un dommage ; il en est tout autrement lorsqu'il s'agit d'une chose dangereuse « qui est par elle-même une cause fréquente d'incendies » : une batteuse, un réseau de câbles électriques — qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles peu importe, seul est à considérer le caractère dangereux de la chose. Dans ce cas seulement elle impose des devoirs de surveillance qui

(1) V. note sous Toulouse, 11 juin 1913. D. P. 1914. 2. 175, précéd. cit.

constituent « la garde » et lorsqu'un dommage survient « il est équitable d'admettre une présomption de faute » fondée sur l'article 1384, 1^{er} alinéa, car « les dommages subis par les tiers ont pour cause directe un vice inhérent à la chose elle-même ; c'est la réalisation d'une cause de danger qui résulte de sa nature ».

Ainsi, le savant auteur réunit par un lien logique ces deux éléments de l'article 1384, 1^{er} alinéa ; la responsabilité de celui qui a la garde subordonnée au dommage occasionné par le fait d'une chose dangereuse.

* * *

Malgré des divergences inévitables, on peut dégager le sens dominant de la jurisprudence avant l'arrêt de la Chambre civile du 16 novembre 1920.

Il est incontesté que l'article 1384, 1^{er} alinéa, édicte une présomption de faute : La responsabilité n'est pas considérée, comme le proposaient certains auteurs, sous une forme objective, c'est-à-dire naissant d'un simple rapport de causalité entre la chose et le dommage : elle résulte de la faute commise par celui qui avait la chose sous sa garde, qui, du fait du dommage causé, est présumé avoir manqué aux obligations de surveillance qui lui étaient imposées.

L'alinéa 1^{er} de l'article 1384 ne s'applique pas lorsque l'incendie a été communiqué par un immeuble. Enfin — et c'est une des raisons qui ont fait créer l'exception relative aux immeubles — lorsque l'incendie est communiqué par une chose mobilière, il

faut que le feu provienne d'un vice inhérent à la chose elle-même ; or, ceci ne se produira généralement que s'il s'agit d'une chose dont l'usage est dangereux (batteuse, fils électriques, poudres, etc...).

Ce sont ces dernières restrictions qui limitaient d'une façon très étroite l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa en matière d'incendie.

L'arrêt de la Chambre civile du 16 novembre 1920 va les faire disparaître.

Cette décision est trop importante pour ne pas relater les circonstances dans lesquelles elle est intervenue :

Le 2 juillet 1906 un incendie se déclare dans l'enceinte de la gare maritime de Brienne et prend immédiatement des proportions considérables par suite de la présence de nombreux fûts de brais et de résines entreposés dans cette gare ; le feu gagne la voie publique et détruit le matériel de la Compagnie des Tramways de Bordeaux (rails, fils, poteaux) qui se trouvait là.

Après enquête, le tribunal de première instance condamne la Compagnie du Midi, à laquelle il reproche une faute aux termes des articles 1382 et 1383.

En appel, le débat s'engage sur les mêmes principes. Or, il arrive que la Cour revient sur l'appréciation des faits des premiers juges et déclare qu'aucune faute ne peut être imputée à la Compagnie de Chemins de fer dans les limites des articles 1382 et 1383. Mais, faisant application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, elle condamne la Société du Midi qui avait sous sa garde les brais et résines qui ont

communiqué l'incendie (1). Et cependant, aucune des parties en cause n'a invoqué le bénéfice de l'article 1384, 1^{er} alinéa ! C'est ce qui fait casser cet arrêt par la Cour Suprême (19 mars 1912, Civ.), motifs pris de ce que « la Cour de Bordeaux a substitué à la demande dont elle était saisie une autre demande sur laquelle aucune des parties n'avait conclu et n'avait été mise en demeure de plaider... »

La Compagnie des Tramways engage une nouvelle instance fondée cette fois sur l'article 1384, 1^{er} alinéa, et l'affaire revient devant la Cour de Bordeaux qui rend son arrêt le 16 juillet 1917. Cette fois elle déboute de la demande.

L'arrêt de 1908 a répondu, dans des considérants remarquables, à toutes les objections faites à l'article 1384, 1^{er} alinéa (2). Celui de 1917 ne rejette pas son application, en principe, mais il la restreint. L'article 1384, dit-il, n'est applicable qu'autant que la cause du dommage réside dans la chose même... qu'elle lui est intrinsèque et provient d'un vice

(1) Bordeaux, 27 juillet 1908. D. P. 1912. 1. 326.

(2) On pourrait penser que la Cour s'est ralliée à la théorie du risque. Recherchant la pensée du législateur quant à la responsabilité du fait des choses : « Il a voulu, dit l'arrêt, que *le risque* auquel elles pourraient exposer les tiers fût supporté par ceux qui en avaient la garde... », de l'emploi du mot, il ne faut pas conclure à l'adoption de la théorie objective. Le fait constitutif de la responsabilité est bien « un défaut de précaution » de ceux qui en avaient la garde. C'est en cela que réside la faute, car le dommage « eut pu être évité par des précautions convenables ». — Remarquer l'extension donnée à l'idée de garde qui s'étend à toute chose « susceptible par son emploi ou ses propriétés de léser quelque autre personne ».

propre de cette chose... ». Or, le brai et la résine ne sont pas susceptibles « d'entrer spontanément en combustion comme le phosphore, les foin ou les graisses en fermentations... » Ils n'ont été qu'un simple agent de transmission, c'est dans l'incendie que réside la cause du dommage et non dans le brai, celui-ci « *ne pouvant par lui-même communi-quer le feu* ».

La question est donc très nettement posée. Il est admis que la Compagnie a « la garde » du brai et des résines ; il n'est pas contestable que ces matières rentrent dans la catégorie des choses dangereuses présentant des qualités d'inflammabilité particulière ; cependant, il faut en outre qu'elles soient susceptibles de s'enflammer « spontanément » pour que le dommage soit causé par leur fait.

La Chambre des Requêtes accueille le pourvoi en violation de l'article 1384, 1^{er} alinéa, et le 16 novembre 1920 la Chambre civile casse l'arrêt de Bordeaux (1).

On a pu dire très justement que cet arrêt constitue un arrêt de principe. Habituellement, la Cour de Cassation se borne à rappeler succinctement les faits auxquels elle fait application du texte invoqué et décide ainsi, en relation étroite avec l'espèce qui lui est soumise, s'il y a eu violation de la loi. C'est d'ailleurs ce qu'a fait la Chambre civile dans la deuxième partie de sa décision ; mais auparavant, et c'est par là qu'elle débute, en dehors de toute question d'espèce, elle fixe les conditions d'application de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384.

(1) D. P. 1920. 1. 169.

Tout d'abord, elle rappelle « la présomption de faute édictée par cet article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage (1). Puis elle en vient à l'origine de la responsabilité.

Quelles distinctions faut-il faire entre les « choses » ?

Est-il nécessaire que la chose manifeste ce pouvoir d'action propre qu'exigeait l'arrêt de Bordeaux ?

« *Il n'est pas nécessaire, dit la Chambre civile, que la chose ait un vice inhérent à sa nature, susceptible de causer le dommage, l'article rattachant la responsabilité à la garde de la chose non à la chose elle-même* ».

Des expressions aussi concises se passent de commentaires. C'est la condamnation formelle de la théorie de l'arrêt de Bordeaux de 1917 et de la majorité de la jurisprudence. Désormais, l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, va se trouver singulièrement dégagée des limites étroites où on prétendait l'enserrer ; on devine les conséquences qui vont en résulter dans l'exercice du recours du voisin.

§ 4. — LES CAUSES D'EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ.

S'il est admis que l'article 1384 va créer une présomption de faute à l'égard du gardien de la chose

(1) L'affirmation de l'existence de la *présomption* de faute n'était pas superflue — dans un arrêt du 15 juillet 1918. Aigle contre Portalis. D. P. 1922. 2. 21. La Cour de Bordeaux avait refusé de présumer la faute « à moins qu'un texte formel ne l'ait expressément et exceptionnellement décidé... »

qui a causé le dommage, il est évident que cette présomption ne peut pas être absolue, en ce sens que dans aucun cas elle ne pourra être fléchie. L'article 1733, qui stipule également une présomption de faute, prévoit les causes qui la feront tomber ; l'article 1384, 1^{er} alinéa, de même que l'article 1385, sont muets sur ce point. Mais la jurisprudence y a suppléé. Comme dans toute matière où un texte précis est absent, il y a eu des hésitations, des solutions diverses et c'est l'un des mérites de l'arrêt du 16 novembre 1920 d'avoir sur ce point encore fixé la jurisprudence.

Puisque le gardien de la chose était présumé en faute du fait que le dommage était survenu, il parut logique de lui réserver la preuve contraire, c'est-à-dire la faculté d'établir qu'il n'avait commis aucune faute. C'est ce qu'a admis la Chambre des Requêtes dans un arrêt du 30 mars 1897 (1). Un ouvrier a été tué par l'explosion d'une chaudière. L'employeur prouve que la chaudière était en bon état, construite suivant les règles de l'art, la cause de l'accident est inconnue et la Cour le considère comme rentrant dans la catégorie des *accidents fortuits* déjouant toutes prévisions et ne pouvant engager aucune responsabilité...

En réalité, il y a cas fortuit lorsqu'il est prouvé que la cause du dommage est inconnue — ce qui établit l'absence de faute de la part du gardien.

Dans l'arrêt du 25 mars 1908 précédemment cité, la cause d'exonération de responsabilité n'est pas en litige. La Chambre des Requêtes se borne à déclarer que celui contre lequel s'élève la présomption de

(1) D. P. 1897, 1. 441.

faute « ne peut s'affranchir des responsabilités entraînées par l'incendie qu'à la condition d'établir d'une part que la machine n'était pas sous sa garde... quand le sinistre a éclaté, où que d'autre part il provient du cas fortuit, de la force majeure ou de toute autre cause étrangère ». Mais elle ne précise pas, comme en 1896, quand il y a cas fortuit. En note sous cet arrêt, M. Planiol se demande si la Cour entend maintenir le cas fortuit lorsque la cause du dommage est inconnue.

C'est cependant cette solution qui persiste. La Cour de Paris en fait application dans son arrêt du 26 février 1909 (1), à propos d'une explosion de batteuse. Il a été établi que toutes les précautions avaient été prises pour éviter un accident et que la machine n'avait aucun vice de construction. La Cour écarte la responsabilité de l'entrepreneur qui a prouvé l'absence de faute de sa part ; c'est le système de la Chambre des Requêtes qui est toujours maintenu. Elle-même le confirme dans un arrêt de rejet du 29 avril 1913 (D. P. 1913. 1. 427). Un accident est survenu par rupture de la chaîne d'une grue de déchargement ; elle écarte la responsabilité de l'exploitant en constatant qu'il était impossible de prévoir ou d'empêcher cet événement, dont la cause restait inconnue.

La Chambre civile, dans un premier arrêt du 21 janvier 1919 (2), devait modifier ces solutions.

(1) Paris, 4^e chambre. L'Union contre Lacoudre. Pand. 1910. 2. 21.

(2) Civ. 21 janv. 1919. Chemins de fer Ouest c. demoiselle Marcault. *Gaz. Pal.* 1918. 19. 1. 662.

Il s'agissait encore d'une explosion de machine, une locomotive de la Compagnie de l'Ouest. Aucune faute n'était relevée à l'encontre de la Compagnie, et si l'on expliquait l'explosion par la fragilité du métal de la boîte à feu, l'arrêt reconnaissait que ce fait ne pouvait pas être *imputé à faute à la Compagnie*.

Malgré cela, la Compagnie est présumée en faute ; elle est coupable en tant que gardien, et l'arrêt spécifie « *qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ni que la cause du dommage est restée inconnue* ».

C'est le renversement de tout ce qui était admis jusqu'alors. Le principe devait s'appliquer à la responsabilité du fait des choses inanimées en général. La Cour avait statué à propos d'une explosion de machine, elle devait le confirmer en cas d'incendie par l'arrêt du 16 novembre 1920. Elle ne s'exprime pas avec moins de précision : la présomption de faute ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable... », il ne suffit pas de prouver que le gardien « n'a commis aucune faute ni que la cause du dommage est demeurée inconnue ».

Ces décisions réduisent à l'extrême le domaine du cas fortuit. « Pour exonérer le gardien de la chose, le cas fortuit doit en effet : 1° Consister en une cause de dommage extérieure à la chose, ou si le préjudice a été causé par le vice propre de celle-ci il serait sans intérêt pour le gardien de démontrer son absence de faute ; 2° être inconciliable avec une faute de celui-ci, car la cause, même extérieure, du dommage

laisse subsister la présomption de faute du gardien (1) ».

On peut conclure, avec M. Ripert, que l'article 1384, premier alinéa, ainsi interprété, « établit contre le gardien de la chose inanimée une présomption de faute absolue puisqu'il faut, pour la faire tomber, attribuer à un tiers ou à une force majeure le dommage causé, c'est-à-dire démontrer l'existence d'une cause étrangère à la chose et au gardien (2) ».

§ 2. — LA JURISPRUDENCE APRÈS L'ARRÊT DU 16 NOVEMBRE 1920.

La Chambre civile allait avoir l'occasion de confirmer sa jurisprudence dans un arrêt du 15 mars 1921. Coïncidence curieuse, il s'agit encore des dégâts causés par l'incendie des brais et des résines dans la gare de la Compagnie du Midi, le 2 juillet 1906. C'est la veuve D... qui réclame une indemnité pour la destruction d'une gabare. Le 2 mars 1914, la Cour

(1) SAVATIER, note sous Civ. 16 nov. 1920. D. P. 1920. 1. 170.

(2) RIPERT. — Note sous Civ. 15 mars 1921. D. P. 1922. 1. 25.

Le savant professeur rapproche cette évolution de la jurisprudence de celle identique qui s'est poursuivie à propos de l'article 1385. La jurisprudence admettait autrefois le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert à prouver l'absence de faute : elle décide aujourd'hui que la présomption établie par l'article 1385 ne peut être détruite que par la preuve de la force majeure ou du fait de la victime ou d'un tiers. — Civ. 28 novembre 1904. D. P. 1905. 1. 253.

Civ. 11 mars 1902. D. P. 1902. 1. 216 et les autres arrêts cités par M. Ripert.

de Bordeaux a accueilli la demande en se basant sur l'article 1384, 1^{er} alinéa. La Chambre des Requêtes a admis le pourvoi formé en violation de ce texte mais il est rejeté par la Chambre civile qui persiste dans sa jurisprudence.

Cependant, on ne retrouve pas en tête de cet arrêt la même affirmation de principe que dans l'arrêt du 16 novembre. Alors que dans ce dernier, et avant tout examen de fait, la Cour déclarait « qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature, susceptible de causer le dommage ». L'arrêt de rejet du 15 mars 1921 vise au contraire spécialement un motif donné par la Cour d'appel ; il relève cette circonstance de fait que « le feu a pris dans les résines », ce qui fait présumer à M. Ripert (1) « que la Cour de Cassation ait voulu se réserver par là le moyen de ne pas appliquer l'article 1384 C. c. à tous les cas de communication d'incendie ».

La réserve évidente de cet arrêt s'explique en présence de l'émoi qu'a soulevé l'arrêt du 16 novembre particulièrement dans le monde des assurances.

La Cour de Toulouse, par arrêt du 8 juin 1921 (2), applique l'article 1384, 1^{er} alinéa, à la communication de l'incendie d'une maison à une autre. Mêmes décisions de la part du Tribunal de la Seine du

(1) *Eod. loc.* L'admission du pourvoi par la Ch. des Requêtes constituerait à elle seule une tentative remarquable pour faire revenir la Chambre civile sur sa décision de principe, ou tout au moins pour essayer d'en limiter les conséquences, si toutefois l'arrêt d'admission est postérieur au 16 nov. 1920 !

(2) D. P. 1922. 2. 21.

10 février 1922 (1), du tribunal civil du Havre (1^{er} avril 1922) à propos d'incendies communiqués par des immeubles.

Cependant, nous avons déjà cité antérieurement deux arrêts d'Amiens et de Poitiers des 22 mars et 16 mai 1922, qui ont restreint l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, aux choses mobilières, invoquant une dualité inadmissible entre l'article 1386 et l'article 1384, 1^{er} alinéa, si ce dernier texte pouvait comprendre les immeubles.

Seule, la Cour de Bordeaux (arrêt du 26 juin 1922, déjà cité. *La Loi*, 20 octobre 1922) s'écarte de l'interprétation de la Cour de cassation. A propos d'un incendie déclaré dans une scierie et propagé de l'autre côté de la voie publique par l'intermédiaire de piles de bois, elle rejette l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, et formule toute une conception de la responsabilité du fait des choses. En réalité, tout se ramène à la définition de « la garde ». On n'est responsable en tant que gardien que du dommage dû au caractère spécialement dangereux ou aux fonctions défectueuses d'une chose.

On ne saurait passer sous silence l'arrêt de la Cour d'Agen du 18 mai 1921 (2), rendu sur renvoi de la Chambre civile du 16 novembre 1920 et qui s'est rallié pleinement à la jurisprudence nouvelle de la Cour Suprême.

Par contre, il faut voir un revirement absolu de la part de la Chambre civile dans l'arrêt du 15 novem-

(1) *Gaz. des Trib.*, 2-3 juin 1922.

(2) Déjà cité. Cf. journal *La Prime* 1921, p. 1418.

bre 1922 qui casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 4 décembre 1916 (1) : le feu s'était déclaré dans un atelier de menuiserie et s'était communiqué, à travers un mur séparatif, au logement du locataire voisin ; ce dernier exerçait le recours du voisin contre le co-locataire de l'immeuble. Ainsi qu'on l'a vu précédemment, la Cour avait accueilli la demande.

La thèse du pourvoi en cassation va nettement à l'encontre de l'arrêt de novembre 1920.

La Cour y fait droit par la cassation ; mais elle se garde bien de sanctionner les principes qui y sont énoncés ; elle procède par élimination : « ceci ayant été jugé par la Cour... il y a violation de l'article 1384, 1^{er} alinéa », mais on en déduit implicitement un revirement profond.

L'arrêt débute par une affirmation de principe : « L'article 1384, 1^{er} alinéa, aux termes duquel on est responsable des choses que l'on a sous sa garde n'est pas applicable aux rapports des co-locataires en cas d'incendie... » ; ensuite, après avoir précisé les circonstances de fait essentielles, il déclare qu'il y a fausse application de cet article par la Cour qui a décidé « que le dommage subi par la demoiselle D... était le fait des choses que S... avait sous sa garde... ».

Il n'y a donc pas « fait de la chose », au sens de l'article 1384, 1^{er} alinéa, en cas d'incendie banal, né au milieu de meubles ou objets mobiliers d'un appartement et communiqué au voisin. Faut-il qu'il soit

(1) *Gaz. Pal.* 17-18 décembre 1922. Arrêt d'Alger précéd. cit. rapp. *Gaz. Pal. Cod.*

provoqué par une chose dangereuse ? et par un vice qui lui soit propre ? On peut logiquement le supposer. On ne voit pas comment justifier l'exclusion du bénéfice de l'article 1384, 1^{er} alinéa, prononcé en principe contre les locataires — pris en cette qualité — et dans leurs rapports entre eux. On ne saurait invoquer aucun rapport contractuel.

Si l'article 1734 fait qu'un lien de droit peut accidentellement exister entre eux, c'est uniquement dans leurs rapports avec le propriétaire de l'immeuble, vis-à-vis duquel ils répondent de l'incendie. D'autre part, l'article 1384, 1^{er} alinéa, rend responsable celui qui a la garde de la chose, sans distinguer aucune qualité de propriétaire ou autre. Le co-locataire ne serait donc plus considéré comme susceptible d'avoir *la garde* au sens de l'article 1384, 1^{er} alinéa, et, en ce cas, il importerait peu que le dommage fut survenu par le fait de la chose d'une manière quelconque !

L'importance de cet arrêt est moindre si l'on considère qu'il a été rendu huit jours à peine après la promulgation de la loi du 7 novembre qui a mis fin à la controverse. Il est conforme au nouveau texte, sans en faire mention cependant. Cette considération ne sera pas négligeable si on veut faire état de cet arrêt pour apprécier le caractère interprétatif ou non de la nouvelle loi eu égard à la jurisprudence antérieure.

CHAPITRE IV

La loi du 7 novembre 1922.

§ 1. — LA NOUVELLE LOI. SON ÉLABORATION

« La Cour de Cassation a rendu le 16 novembre 1920, en matière d'incendie et de recours des voisins, un arrêt qui, lorsqu'il a été connu, a suscité de légitimes inquiétudes.

« Il modifie, en effet, complètement la situation de la personne chez laquelle un incendie a pris naissance. Il l'aggrave considérablement au point de vue de l'admission de sa responsabilité, mettant pratiquement tout propriétaire ou locataire ayant des voisins — et c'est le cas dans toutes les agglomérations — dans l'impossibilité de se garantir efficacement contre les risques devenus beaucoup plus lourds. »

C'est en ces termes que MM. Ruffier et Duquaire, sénateurs, commencent l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée par eux à la séance du Sénat du 11 novembre 1921 et ayant pour objet

de régler le recours des voisins en cas d'incendie en complétant l'article 1384 C. c. (1).

L'arrêt de la Chambre civile revêt une importance toute particulière. Il consacre une interprétation de l'article 1384, 1^{er} alinéa, qui était apparue timidement en jurisprudence et que la grande majorité des tribunaux avait écartée ; les conséquences vont en être incalculables en matière de recours du voisin en cas d'incendie.

Les tribunaux avaient appliqué constamment la présomption de l'alinéa 1 de l'article 1384 à la réparation des dommages causés par l'incendie ; mais ils ne l'avaient fait la plupart du temps qu'à l'égard de dommages provenant de choses dangereuses et encore, souvent, lorsque le dommage avait sa source dans les forces intimes de la chose.

La Chambre civile écarte toutes ces distinctions : elle se prononce dans une espèce où il ne s'agit pas d'une chose dangereuse et elle repousse l'interprétation restrictive du dommage survenu par un vice inhérent à la chose même.

La responsabilité n'est pas rattachée à la chose, mais à celui qui en a la *garde*. Alors que les Tribunaux tendaient à subordonner la responsabilité à la nature de la chose, à une sorte d'action qui lui serait propre, la Chambre civile revient résolument à l'élément subjectif de la responsabilité : peu importe la chose ; ce qu'il faut rechercher c'est la personne responsable du dommage : or, ce sera celle qui avait la *garde*.

(1) Doc. Parl. Sénat, 1921. ann. N° 698. Séance du 10 nov. 1921.

Et le mot « chose » se trouve repris dans son sens le plus général. Dans le même moment, la Cour de Paris admet le recours du voisin exercé par un locataire contre le locataire voisin (arrêt du 16 octobre 1920 précéd. cité).

Pourquoi n'en serait-il pas de même en faveur du propriétaire de la maison qui a été incendiée par la maison voisine ?

En principe, il n'y a plus d'obstacle à ce que ce soit jugé et comme c'est le cas le plus fréquent de recours, la règle nouvelle va entraîner des répercussions pratiques considérables.

Sous l'empire des principes traditionnels, le voisin exerçant son recours contre celui qui a communiqué l'incendie devait établir le point de départ de l'incendie et surtout la faute des personnes responsables. En fait, le recours échouait presque toujours devant les difficultés de la preuve. En effet, comment établir ce qui s'est passé dans l'intérieur d'une propriété, quelquefois sans témoins, ou encore en présence de personnes intéressées à taire ce qu'elles ont vu.

Le propriétaire était donc pratiquement à l'abri de toute responsabilité ; malgré cela il s'assurait contre un recours éventuel des voisins ; c'était une assurance peu onéreuse, la Compagnie ne demandait qu'une prime minime pour couvrir un recours si rarement effectif.

La présomption de faute modifie tout cela : c'est celui chez lequel l'incendie a pris naissance qui est présumé responsable ; pour échapper à la responsabilité, c'est lui qui doit rapporter la preuve d'un cas

fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable, et, il ne suffit pas de prouver qu'aucune faute n'a été commise ni que la cause du dommage est restée inconnue !

La règle est renversée : devant les difficultés de la preuve à sa charge, celui chez lequel l'incendie a commencé sera presque toujours responsable et il est impossible de mesurer l'étendue de cette responsabilité.

Dans les grandes villes, notamment, le simple locataire d'un appartement peut répondre de l'incendie de tout un immeuble et des meubles et marchandises qui s'y trouvent. Si l'on envisage le sinistre dans un quartier commerçant, la rue du Sentier, à Paris, par exemple, les dommages-intérêts peuvent se chiffrer par plusieurs millions ; l'incendie peut gagner les immeubles voisins, et alors on recule devant le montant des dommages qui seront intégralement à sa charge. Les grands sinistres sont rares, mais on peut en citer cependant de nombreux exemples : à Paris, avenue Daumesnil, chez un négociant de bois où le feu s'est déclaré, l'incendie après avoir détruit le chantier, a causé pour plus de trois millions de dommages aux voisins ; même perte chez les voisins quand le dépôt des décors de l'Opéra a brûlé, rue Richer ; à Londres, un sinistre qui s'est déclaré en plein midi, dans un quartier commerçant, a traversé trois rues et a causé pour près de vingt millions de dégâts ! (1).

(1) Voir rapport présenté par M. Arnaud, président de la Chambre syndicale des Agents généraux d'Assurances

C'est la ruine certaine de la personne chez qui aura commencé l'incendie. Ses biens propres auront été détruits ; elle sera tenue de dommages-intérêts énormes, et cela peut-être sans qu'elle ait commis aucune faute et même en en rapportant la preuve ! Évidemment, la solution est d'une iniquité véritable.

Il faut se faire assurer, dira-t-on ! mais ceci ne résout qu'imparfaitement la difficulté. Comment se garantir par une assurance alors que le risque est indéterminé ? Dans le cas d'un immeuble isolé, un des locataires peut évaluer le montant du recours éventuel du propriétaire et des co-locataires. Bien qu'il soit impossible de prévoir le préjudice causé au voisin, le risque est malgré tout limité dans son étendue. Il en est autrement dans un quartier, lorsque le feu peut se communiquer d'immeuble à immeuble. Même avec une assurance très large, l'assuré risque de ne pas être suffisamment couvert.

Pour garantir un risque infiniment plus lourd, à raison de la fréquence des cas où il jouera et de l'impossibilité de faire subir à l'assuré l'application de la règle proportionnelle (1), les Compagnies d'assu-

du Rhône, à l'assemblée générale de la fédération des syndicats d'assurances... Cf. *Journal La Prime*. 1^{er} avril 1921, p. 1351.

(1) Si la compagnie ne peut être, en aucun cas, tenue de garantir l'assuré pour une somme supérieure à celle qui a été stipulée dans la police, elle ne peut lui faire subir l'application de la règle proportionnelle ; on en comprend aisément la raison : la règle proportionnelle a pour principe cette idée que l'assuré, s'étant insuffisamment fait couvrir et la Compagnie ne devant pas couvrir un risque plus étendu que celui donc elle avait à assumer la responsabilité, une portion de ce risque doit rester à la charge de l'assuré.

rances seront amenées à exiger des primes plus élevées. C'est d'ailleurs ce qu'elles ont fait à partir du 1^{er} décembre 1921, par une circulaire adressée aux agents généraux ; la majoration a été d'environ 30 % pour atteindre ensuite 50 % (1).

« La conséquence, c'est le prélèvement d'un véritable impôt nouveau considérable, résultant de l'augmentation des primes et valeurs assurées au profit des Compagnies d'assurances, au détriment des assurés et sans aucun avantage pour ces derniers, pour le public, puisque sous l'ancienne jurisprudence tout sinistré par la propagation d'un incendie était indemnisé par son propre assureur, en dehors de tout recours contre le voisin (2) ».

Lorsqu'il s'agit de risque de voisinage, on ne saurait raisonner de la même façon, car l'assuré ne peut mesurer d'avance l'étendue des dommages que peut causer le sinistre qui éclaterait dans sa maison ; donc on ne peut adresser aucun reproche au propriétaire ou locataire qui ne s'est pas fait garantir contre le recours des voisins pour une somme suffisante. Ajoutons qu'il serait impossible de donner une base logique et indiscutable au calcul de la proportion ; car le risque sur lequel porte l'assurance, c'est-à-dire le préjudice que peuvent éventuellement subir les voisins et qui est l'un des termes de la proportion, étant nécessairement indéterminé, les autres termes seront par cela même impossibles à fixer ; il n'y a donc pas lieu d'appliquer la règle proportionnelle. Cf. De Lalande. *Traité théorique et pratique du contrat d'assurances contre l'incendie*. Thorin, éd. 1885 n° 783.

(1) Voir la circulaire aux Agents généraux. *Journal L'Argus*, 11 décembre 1921.

(2) *Loc. cit.* Ruffier et Duquaire. Et l'argument d'actualité qu'ajoutent MM. Ruffier et Duquaire est à considérer « à un moment où l'État doit demander aux citoyens tant de sacrifices, il importe de ne pas augmenter sans une néces-

Certains assureurs ont accueilli l'évolution nouvelle avec satisfaction. Est-ce en raison de l'augmentation des primes et par conséquent des profits qui allaient s'ensuivre pour eux (1) ? mais la grande majorité a combattu énergiquement la réforme et a sollicité une intervention législative (2).

Ce sont ces raisons d'ordre général qui ont provoqué au Sénat et à la Chambre le dépôt de propositions de loi destinées à réglementer le recours des voisins en cas d'incendie dans un sens analogue aux principes traditionnels.

La première en date est celle de MM. Ruffier et Duquaire, sénateurs (3), le 10 novembre 1921 ; elle était ainsi conçue :

ARTICLE UNIQUE. — Le premier alinéa de l'article 1384 du Code civil est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, celui qui occupe le bâtiment ou la portion de bâtiment dans lequel un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie, que s'il est

sité absolue les charges sous lesquelles les particuliers sentent ployer leurs épaules... »

(1) Le Recueil Périodique des Assurances sous la direction du juriste distingué M. Saintelette a défendu de longue date l'interprétation donnée en définitive par la Chambre civile.

(2) V. Rapport Arnaud. *loc. cit.* — Articles journal *La Prime* ... — *Le Moniteur du commerce et de l'industrie*, janvier 1922. Octobre 1921. Journal « L'Argus », 1921.

(3) Réf. cit.

prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code civil. »

Ce texte ne vise le recours du voisinage qu'en matière d'incendie d'immeubles bâtis et de leur contenu, mais passe sous silence le recours d'incendie des choses mobilières inanimées en plein air (matériel, marchandises, récoltes, etc...), ce qui laisse naturellement supposer que ce recours devra être traité différemment de celui relatif aux bâtiments.

La proposition déposée à la Chambre des députés le 22 décembre 1921 par MM. Anselme Patureau-Mirand, Alexandre Duval et Joseph Patureau-Mirand, députés (1), remédie à cet inconvénient. Comme la précédente, elle tend à compléter l'article 1384 du Code civil :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1384 du Code civil est complété par les paragraphes suivants :

« Toutefois, le propriétaire où celui qui aura la garde de biens immobiliers ou mobiliers dans lesquels un incendie aurait pris naissance ne sera pas responsable de plein droit des dommages qui auront été causés aux riverains par la communication de cet incendie.

(1) Doc. parl. Ch. des dép., ann. n° 3588. Séance du 22 déc. 1921.

« La responsabilité du propriétaire ou de celui qui aura la garde de biens immobiliers ou mobiliers qui auront communiqué l'incendie aux riverains sera toujours régie par l'article 1382 du Code civil ».

Le recours du voisin est réglementé dans tous les cas, qu'il y ait communication de l'incendie par une chose mobilière ou immobilière. C'est l'affirmation pure et simple du système de la faute prouvée avec application de l'article 1382. La rédaction du texte n'est pas exempte de critique. Le premier alinéa peut parfaitement être supprimé ; pourquoi envisager la responsabilité et du propriétaire et de celui qui a la garde ? L'une se confond avec l'autre. L'exposé des motifs prête à la même critique (1).

Une troisième proposition de loi a été déposée peu de temps après à la Chambre des députés, par M. Sibille (2). C'est un alinéa complémentaire, non plus à l'article 1384, 1^{er} alinéa, mais à l'article 1386.

L'ARTICLE UNIQUE est ainsi conçu :

Il est ajouté à l'article 1386 du Code civil un second paragraphe ainsi conçu :

(1) ... La jurisprudence récente faisant en cas d'incendie l'application des principes de l'article 1384 C. c. proclame actuellement la responsabilité de plein droit *du propriétaire*, des choses les premières sinistrées, d'où l'incendie s'est communiqué aux voisins... » *eod. loc.* exposé des motifs. — Or, on a vu que la jurisprudence a toujours écarté soigneusement la responsabilité du *propriétaire*, en tant que tel, spécifiant que la responsabilité était subordonnée à la *garde* des choses et non à la propriété.

(2) Séance du 24 janvier 1922. Doc. parlem. Ch. des dép. ann. n° 3777.

« Quand un incendie éclate dans un immeuble, celui qui en a la jouissance n'est pas tenu de réparer le dommage causé aux propriétés voisines, à moins qu'il ne soit prouvé que le sinistre provient d'une cause constituant de sa part une faute ».

Par sa place même, le texte devait se limiter, et se limite, en effet, aux seuls incendies ayant pris naissance dans un immeuble, et l'exposé des motifs laisse entendre *immeuble bâti*.

C'est prévoir évidemment le cas le plus fréquent de communication d'incendie et de recours du voisin ; mais l'objection est la même que précédemment puisqu'il doit y avoir une disposition législative nouvelle, pourquoi s'en tenir à un cas particulier et ne pas réglementer le recours en cas de communication d'incendie dans toute sa généralité (1) ?

(1) Comment ne pas rapprocher la proposition de loi de M. Sibille de celle soumise par le Tribunal de cassation en 1804 ? Elles ont des caractères communs : réglementation du recours du voisin en cas d'incendie — texte à la suite de l'article 1386 actuel — responsabilité envisagée dans la personne de celui *qui a la jouissance* des lieux.

Mais combien la solution est différente !

Le Tribunal de cassation consacrait, en effet, la présomption de faute ! (*loc. cit.* Fenet, T. II, p. 605). Nous avons indiqué la proposition de loi de M. Sibille telle qu'elle figure au *Journal Officiel*. M. Schumann, dans son rapport à la Chambre des Députés, fait au nom de la Commission de législation civile et criminelle chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, la rapporte en termes différents : « ... La proposition de M. Sibille aurait peut-être mérité d'être retenue, quand il a suggéré la rédaction suivante :

« Les articles 1384 et 1386 du Code civil sont modifiés comme suit :

La proposition de MM. Ruffier et Duquaire, au Sénat, fut la première examinée. On lui a fait l'objection de ne pas s'appliquer aux incendies de forêts. Pour combler cette lacune, les sénateurs des Landes, de la Gironde, du Lot-et-Garonne ont demandé par un amendement de substituer aux mots « *celui qui occupe le bâtiment ou la portion de bâtiment* dans lequel le feu a pris naissance », la formule « celui qui détient, à un titre quelconque, *tout ou partie de l'immeuble* dans lequel un incendie a pris naissance ».

La commission de législation civile du Sénat a reconnu le bien-fondé de cet amendement ; mais il lui a paru qu'il convenait aussi de « prévoir l'hypothèse d'un incendie ayant pris naissance non dans un bâtiment, mais dans des objets mobiliers, tels que des dépôts de marchandises ou de matériaux, lesquels peuvent se trouver sur des quais, sur des places ou sur des routes... » et, en conséquence, M. Guillier, dans son rapport, a proposé de dire :

« Celui qui détient à un titre quelconque *tout ou*

Article 1384. — Les mots « ou des choses que l'on a sous sa garde » sont supprimés.

« L'article 1386 est ainsi conçu :

« On est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde.

« Toutefois, quand un incendie éclate dans une propriété bâtie ou non bâtie, celui qui en a la jouissance n'est pas tenu de réparer le dommage causé aux immeubles et aux meubles des voisins à moins qu'il ne soit prouvé que le sinistre provient d'une cause constituant de sa part une faute.

« Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction ».

partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels l'incendie a pris naissance ne sera responsable vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie, que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code civil (1) ».

Ce texte fut voté sans observation et sans débat par le Sénat, dans sa séance du 27 juin 1922, par la Chambre des députés, dans sa séance du 24 octobre 1922 (2).

§ 2. — LA NOUVELLE LOI ET SON APPLICATION

1. *Nature du sinistre.* — Il faut qu'il s'agisse d'un incendie ; toutes les autres causes de dommages telles que explosion, bris de machine, éboulement, etc..., sont exclues.

2. *Nature de l'objet sinistré.* — Il n'y a plus de distinction entre meubles et immeubles. A dessein, la formule est très générale ; elle comprend les incendies qui ont pris naissance, par exemple, dans des bâtiments, des forêts, des landes, dans des marchandises ou des meubles meublants, etc... ;

(1) Sénat, n° 376. Annexe au p.-v. de la séance du 16 juin 1922. Rapport fait au nom de la Commission de législation civile et criminelle par M. Guillier, sénateur.

(2) Déb. Parlem., Sénat, 1922, p. 953. — Déb. Parlem., Ch. d. dép., p. 2794. La loi a été promulguée le 7 novembre 1922 ; elle est parue au *Journal Officiel* du 9 novembre 1922.

M. Guillier le souligne dans son rapport : « Ainsi le texte nouveau *embrasserait tous les cas qui peuvent se présenter* et supprimerait toute controverse sur le point de savoir si l'article 1384 doit s'appliquer ou non aux immeubles ou aux meubles ».

Mais l'interprétation donnée par M. Schumann dans son rapport est différente et restrictive. « Ne sont pas visés, dit-il, les cas où le feu a été communiqué à la propriété voisine, non par *l'extension d'un incendie*, mais par une explosion, par les étincelles ou flammèches échappées d'une locomobile, etc... ».

La nouvelle loi ne réglerait donc pas *tous les cas* de communication d'incendie ; il y aurait encore des exceptions ! et celles qui sont énumérées, notamment pour les batteuses, sont particulièrement importantes.

Que comprennent-elles ?

M. Schumann n'a cité que quelques exemples qui ne sont nullement limitatifs. Ce qu'il importe de déterminer, c'est le critérium qui fera reconnaître les exceptions.

Malgré son apparence de généralité, le texte laisse apparaître la préoccupation particulière de ceux qui l'ont proposé. Ils ont envisagé la communication de l'incendie de bâtiment à bâtiment ou, dans le même immeuble, d'appartement à appartement. Une objection a été faite quant *aux forêts* ; on y a remédié par l'emploi du mot « immeuble ». Le souvenir de l'espèce célèbre soumise à la Chambre civile, l'incendie de marchandises dans un dépôt et sa communication à des immeubles voisins, a fait compléter la formule par les mots : « tout ou partie de l'immeuble *ou des biens mobiliers...* »

D'ailleurs, ces trois hypothèses d'incendie sont les seules citées par M. Guillier dans son rapport. La loi se réduirait elle à cela ? Sa rédaction permettrait de le penser : « ... celui qui détient... tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers *dans lesquels* un incendie a pris naissance ne sera responsable... » Pour les immeubles, pas de difficultés, mais pour les meubles, la loi n'envisage-t-elle pas seulement l'incendie né *dans des meubles* à l'exclusion de celui qui s'est communiqué par *un meuble* ?

Il importe peu que le mot soit au pluriel ; mais « tout ou partie... des biens mobiliers » implique déjà *un ensemble* de meubles, *une quantité*, ce qui se confirme lorsque la loi envisage les biens « *dans lesquels* » l'incendie a pris naissance — c'est-à-dire les meubles *parmi lesquels, au milieu desquels* le feu s'est déclaré, ou l'immeuble à *l'intérieur* duquel a commencé l'incendie. L'expression ne s'appliquerait donc pas à *un meuble pris isolément*.

Cependant, dans son rapport, après avoir posé que « l'incendie doit avoir pris naissance *dans l'immeuble, dans le chantier...* » M. Schumann ajoute : « ... ou *l'objet mobilier* dont le détenteur est mis en cause ». Mais autant les deux premiers exemples se comprennent bien avec le sens qui vient d'être donné, autant on conçoit peu l'incendie qui naît dans un meuble, c'est-à-dire à *l'intérieur* d'un meuble.

Donc, première distinction à faire qui paraît conforme à l'esprit de la proposition de loi et du rapport de M. Guillier au Sénat et que confirme l'interprétation grammaticale du texte.

Il est une seconde distinction formulée par M. Schu-

mann, celle-là bien plus grave et qui présente d'ailleurs quelques liens avec la précédente.

« La loi ne s'applique pas à toutes les communications *du feu* à la propriété voisine » déclare, M. Schumann, mais seulement à celles qui se sont faites « par l'extension d'un *incendie* ». Il distingue entre le feu et l'incendie. Il ne suffit pas qu'il y ait communication du feu — ce qui sera dans tous les cas et se produira sous des formes diverses — il faut que le dommage survienne par la communication d'un incendie, par son « extension au voisin ».

Or, l'incendie, c'est un grand embrasement ; la loi envisage qu'il a pris naissance d'une façon indéterminée, dans des meubles ou dans un immeuble. A l'origine, c'est le feu ; puis il grandit avec des aliments nouveaux ; le foyer réduit du début devient vite une force importante qui s'étend, progresse de proche en proche pour atteindre finalement un autre patrimoine, celui des voisins qu'elle dévaste à son tour — c'est l'incendie — et c'est lui qui cause le dommage, comme le dit la loi.

On ne peut pas considérer comme analogue la communication du feu *par des flammes*. Le feu est ordinairement accompagné de flammes ; l'incendie suppose un ordre de grandeur supérieur, un foyer d'une étendue particulière.

Cette distinction ne suffit-elle pas à écarter la communication du feu par *un objet mobilier*, étant donné qu'il ne paraît pas susceptible de communiquer *l'incendie* au sens où on l'entend ?

Il n'est pas douteux que ce critérium de distinctions donnera lieu à des difficultés pratiques considérables.

M. Schumann cite, comme exception à la nouvelle loi : le feu communiqué par les flammèches ou étincelles d'une batteuse ; logiquement, on doit décider de même lorsque des flammèches se seront échappées d'un immeuble en feu et auront été incendier un immeuble voisin non contigu.

Même solution en cas d'incendie communiqué par des cendres de locomotives à des propriétés ou récoltes voisines de la voie.

Que décider en cas de court-circuit dans un réseau électrique suivi de communication d'incendie ? En principe, il n'y a pas à proprement parler « incendie », et l'espèce est assimilable à celle précitée de la batteuse.

Il arrive quelquefois que les locomobiles de battage prennent feu elles-mêmes, soit par retour de flammes du foyer, soit pour toute autre cause ; en admettant que, dans ces conditions, le feu se communique de la batteuse à des récoltes, comment s'appréciera la responsabilité ?

M. Schumann a exclu les incendies de batteuses, mais dans le cas seulement de flammèches ou étincelles qui auraient porté le feu.

Nous pensons que cette hypothèse particulière n'est pas limitative et que tous les incendies communiqués par des batteuses se trouvent exclus en vertu même du principe posé par M. Schumann ; il s'agit d'une chose mobilière et, de plus, s'il y a feu, flammes, il n'y a pas incendie au sens de la loi.

Dans tous les cas non prévus par la nouvelle loi, c'est l'article 1384, 1^{er} alinéa, qui s'applique.

3. *Bénéficiaire.* — Ce sera « celui qui détient à un

titre quelconque » les biens où s'est déclaré l'incendie.

Le texte original parlait de « celui qui occupe » le bâtiment foyer de l'incendie. « Le sens des deux termes, dit M. Schumann, est identique. Cependant, la modification devenait nécessaire par l'extension du texte aux objets mobiliers, qui ne peuvent pas être « occupés » mais « détenus ».

Il y a grande analogie entre celui qui a la garde et celui qui détient. « Le détenteur est celui qui, en fait, a la maîtrise de la chose : il en a nécessairement la garde » ; par ce côté, note encore M. Schumann, « le nouveau texte se rattache directement au premier paragraphe de l'article 1384 ».

4. *Effet rétroactif de la loi.* — Aux termes de l'article 2 C. c., « la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a pas d'effet rétroactif ». C'est le principe de la non-rétroactivité des lois.

Le texte ne prévoyant pas expressément un effet rétroactif, la nouvelle loi ne peut faire exception à l'article 2 que si elle est une loi interprétative :

« Les lois interprétatives n'établissent pas de règles spéciales : elles ne font que déterminer le sens des lois existantes ; par conséquent, elles peuvent s'appliquer à des faits antérieurs à leur promulgation... (1).

Est-ce le cas de la loi du 17 novembre 1922 ?

Les termes du rapport de M. Guillier feraient pencher pour l'affirmative. « La nouvelle loi, dit-il, tend « à compléter l'article 1384 du Code civil de façon à ce qu'il ne puisse plus être *interprété* comme il

(1) PLANIOL. *Traité élément.*, 8^e édit. T. I, n^o 251.

vient de l'être par la Cour Suprême. » Son but est « d'introduire dans le Code un texte formel mettant fin *aux interprétations divergentes* et consacrant législativement une doctrine qui, jusqu'à ces deux dernières années, avait prévalu devant les tribunaux ».

M. Schumann, qui envisage directement le problème, est d'un avis différent. « Cette thèse, dit-il, se concilie difficilement avec le texte qui semble opposer au principe énoncé par le premier paragraphe de l'article 1384 une dérogation pour un cas spécial ».

Cette dernière opinion nous paraît fondée.

Admettons par hypothèse que la loi soit intervenue sous la forme d'un alinéa ajouté à l'article 1383, comme il en figurait plusieurs dans le texte primitif de la Commission du Gouvernement qui a présenté le projet du Code civil ; elle aurait simplement déclaré que ce texte était applicable en cas de communication d'incendie et des actions en recours qu'il pouvait susciter.

Il y aurait eu là, assurément, une loi d'ordre interprétatif qui aurait fixé l'application d'un texte.

La loi du 7 novembre vient après l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 ; elle y apporte une restriction en décidant que, dans certains cas de communication du feu aux voisins, il n'y aura pas de présomption de faute — présomption qui continuera à s'appliquer dans de nombreux cas non englobés par la loi et que la jurisprudence traditionnelle refusait autrefois de sanctionner. C'est donc admettre implicitement que l'article 1384, 1^{er} alinéa, réglait antérieurement tous les cas de communication d'incendie,

ce qui fait de la loi nouvelle une loi modificative et non interprétative.

L'examen de la jurisprudence, bien qu'étant un élément secondaire, contribue à la solution du problème. Pendant longtemps, elle a exigé la preuve d'une faute : cependant, dans son dernier état, elle s'est ralliée au système de la présomption de faute. Ce qui lui donne un intérêt particulier, c'est qu'elle est revenue, par une voie détournée, aux solutions de l'ancien droit. En faveur de notre opinion, il y a de sérieuses raisons de penser que le Code n'a pas abandonné la présomption de responsabilité qui était admise avant sa promulgation.

Le tribunal de la Seine, à qui la question vient d'être soumise, n'a pas adopté cette manière de voir. Par jugement du 2 décembre 1922 (1), il a décidé que la loi était interprétative et n'était en conséquence susceptible d'aucun effet rétroactif.

§ 3. — LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922
ET L'ALINÉA PREMIER DE L'ARTICLE 1384.

Nous n'avons pas à examiner ici l'opportunité ou le bien-fondé de la loi nouvelle, ce qui sera traité dans la partie critique qui va suivre, mais seulement son effet sur l'application, en général, de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384.

Il est indéniable que l'exception prévue par la loi confirme le principe de la présomption de faute

(1) *Gaz. des Trib.* 22-23 janv. 1923. Également dans le même sens : *Trib. civ. Seine* (1^{re} ch.), 19 févr. 1923. *Gazette Dalloz*, 1923, p. 40. V. Incendie

que certains tribunaux se refusaient malgré tout à reconnaître — principe qui apparaît tout à fait général dans son application, puisqu'il n'y est plus apporté qu'une seule exception.

En second lieu, les expressions de la nouvelle loi ne serviront-elles pas à préciser le sens du mot « garde » ? ; en raison même des discussions dont il a été l'objet, le mot a été écarté ; on a voulu conserver la même idée et lui substituer une expression analogue. Fixera-t-elle le sens du mot « garde » ? — en ce cas celui qui détiendrait la chose serait considéré comme en ayant la garde.

TROISIÈME PARTIE



ÉTUDE CRITIQUE

Jusqu'à présent, nous nous sommes borné en principe, à une analyse des solutions proposées pour résoudre le cas embarrassant du recours des voisins à la suite de communication d'incendie ; ce n'est qu'accidentellement et sur des points de détails que des critiques ont été formulées.

Cette dernière partie est destinée à combler une lacune ; elle sera consacrée à l'examen critique des divers systèmes proposés.

La meilleure base de discussion nous paraît être les principes admis par la jurisprudence telle que l'a fixée l'arrêt du 16 novembre 1920. On a prétendu que cette jurisprudence novatrice était contraire à la loi. A la lumière de l'analyse qui en a été faite précédemment, nous aurons à voir ce qu'il y a de fondé dans ces prétentions.

La jurisprudence a-t-elle innové en abandonnant l'idée de faute pour lui substituer la notion plus moderne de risque ? Son interprétation est-elle contraire à la lettre ou même à l'esprit de la loi ?

Telles sont les questions sur lesquelles nous aurons d'abord à nous prononcer. Ensuite, nous en viendrons à la loi du 7 novembre 1922. Cette loi était-elle nécessaire ? Devait-elle intervenir à ce sujet et à cette place ? Quelles seront les conséquences de ses applications ? Ce sont toutes questions auxquelles une réponse s'imposera.

Enfin, en terminant, nous indiquerons la solution que nous aurions préférée.

CHAPITRE PREMIER

La Jurisprudence après l'arrêt du 16 novembre 1920 et le Code Civil.

§ 1. — L'IDÉE DE FAUTE

Nous ne reviendrons pas sur les circonstances qui ont fait sortir de l'oubli l'alinéa 1^{er} de l'article 1384. Nous avons déjà commenté l'arrêt retentissant de la Chambre civile qui lui a donné une importance de premier plan. Du silence des tribunaux pendant près d'un siècle, on ne saurait conclure que la jurisprudence, en apportant une solution nouvelle, allait à l'encontre des principes posés par le législateur de 1804.

Les travaux préparatoires du Code civil ont été également sollicités par les partisans et par les adversaires du système nouveau. On s'est emparé de phrases habilement extraites des discours prononcés par les divers orateurs chargés de soutenir le projet du Code civil ; on a voulu voir dans ces propositions, ainsi isolées de l'ensemble d'un discours, la consé-

cration — ou la condamnation — d'une responsabilité du fait des choses.

En réalité et avec beaucoup de sagesse, ces orateurs s'en sont tenus à des idées générales qu'ils ont reprises à tour de rôle, tenant à affirmer solennellement des principes et voulant éviter, semble-t-il, d'en affaiblir la portée par des commentaires ou des développements de détail. Souvent ils reprennent les mêmes expressions que celles du Code, paraissant craindre qu'un synonyme n'altère le sens du texte qui, seul, doit compter.

C'est, incontestablement proclamé, le principe que tout préjudice causé implique une réparation, laquelle sera subordonnée à une faute commise.

Et la jurisprudence n'a pas violé cette grande règle dans l'application qu'elle a faite de l'article 1384, 1^{er} alinéa. Elle a toujours déclaré que la responsabilité était subordonnée à une faute de celui qui avait la garde. Cette faute sera *présumée* ; mais ceci est relatif au mode de preuve. La garde crée des obligations à celui qui en a la charge ; il doit veiller sur la chose de façon à empêcher qu'elle ne soit une cause de dommage. Si celui-ci survient, la faute consistera dans un manquement présumé au devoir général de surveillance.

C'est le grand mérite de l'arrêt du 16 novembre 1920 d'avoir insisté sur ce côté essentiellement subjectif de la responsabilité découlant de l'article 1384, 1^{er} alinéa. Peu importe la façon dont la chose a causé le dommage ; qu'il soit survenu par une action qui lui soit propre, un vice inhérent à sa nature, ou qu'elle ait joué simplement le rôle d'agent de transmission ;

c'est la *personne responsable* du dommage qu'il faut considérer, et elle seule, dans son rôle de gardien. Le texte « attache la responsabilité à la garde de la chose, et non à la chose elle-même ».

C'est en perdant de vue ce principe qu'on a apporté dans l'application du texte des restrictions que nous estimons mal fondées. Pourquoi l'écarter en cas de dommage causé par l'incendie ? — ou ne l'admettre que pour certaines catégories d'incendies ?

L'incendie a paru, auprès de certains tribunaux, constituer une cause de dommage indépendante de la chose, une force destructive qui pouvait naître de ses propriétés ou se communiquer, s'adjoindre à elle, en sorte que c'était l'incendie et non la chose qui causait le dommage. Evidemment, il y a quelque vraisemblance à le concevoir ainsi. Qui ne se souvient pas du spectacle terrifiant d'une forêt en feu ou même d'une maison embrasée ? L'incendie se révèle comme une véritable force vivante, distincte de la matière inerte qu'il domine et anéantit. Et, cependant, s'il ne conserve plus l'attrait mystérieux qui l'a fait adorer par les êtres primitifs, malgré que la science n'ait pas encore percé son mystère, le feu n'apparaît cependant que comme l'un des pouvoirs destructifs que possède la matière, laquelle cause un dommage : par une explosion, par un choc, comme elle le cause par son inflammation !

Est-il admissible de distinguer suivant la chose qui a été incendiée ? Un lot de planches communiquera le feu au voisin, on admettra que l'entrepreneur de sciage est présumé responsable ; et on écartera la présomption de faute s'il s'agit d'un han-

gar en planches, parce qu'il s'agit de choses mobilières dans le premier cas et d'immeubles dans le second ; et cependant la matière est la même, et ce sont également des « choses » sans qu'on aie le droit d'ajouter au texte du Code le mot « mobilières » qui n'y figure pas (1) !

Nous ne concevons pas également que l'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, ait été restreinte au cas de dommage causé par « le fait de la chose », c'est-à-dire par un vice inhérent à la chose, par une force qui lui était propre. En jugeant ainsi, nous l'avons déjà fait remarquer, les tribunaux, qui se proposaient d'assurer le maintien des principes traditionnels, leur portaient, au contraire, une atteinte évidente. En restreignant l'article 1384 à ces limites, c'était lier la responsabilité à la chose, supposée capable d'agir, douée d'une vitalité qui lui permettait de commettre un dommage par son fait... à l'égal du fait de l'homme. C'était s'égarer dans des considérations objectives que la Cour de cassation a très nettement condamnées.

La chose n'est jamais que l'instrument du dommage aux mains de l'homme à qui toute responsabilité doit remonter.

(1) Voir *supra* les observations, relativement à l'emploi du mot « chose » dans les divers articles du Code et le sens général comprenant meubles et immeubles qui lui a toujours été réservé. En ce sens, voir également au titre « Du Louage » l'emploi courant du mot. « Pour déterminer le véritable sens des termes de la loi, il faut s'attacher plutôt à la signification technique dans laquelle ils sont ordinairement employés par le législateur qu'à l'acception qu'ils ont dans le langage populaire... » Aub. et Rau, 5^e éd., t. I, p. 194-195.

§ 2. — LA PRÉSUMPTION DE FAUTE ET L'ANCIEN DROIT.

La jurisprudence de l'arrêt du 16 novembre 1920 nous paraît faire une juste application de la loi, prise à la lettre. Serait-elle contraire à l'intention du législateur de 1804 ?

M. Guillier estime pleinement justifiée l'intervention du législateur de 1922 « qui aura pour effet de donner d'une façon non équivoque à l'article 1384 le sens et la portée qu'avaient incontestablement voulu lui donner les rédacteurs du Code... »

Nous ne partageons pas cette opinion ; au contraire, tout nous porte à penser que l'incendie et sa communication au voisin ont été considérés comme constituant une faute qui devait être présumée. En l'absence de texte prévoyant formellement le cas, les règles suivies dans l'ancien droit fournissent un indice très sérieux ; car faute de dispositions qui les condamnent expressément, on peut présumer qu'on n'a pas entendu les abandonner (1).

Or, l'ancien droit et même le droit romain admettaient la présomption de faute. « Une longue obser-

(1) Ce qu'il est intéressant de rechercher, c'est ce que M. Gény a excellemment appelé « l'état d'esprit historique » du législateur : « ...d'une façon générale, quand on fait intervenir l'histoire pour éclairer le texte de la loi, ce n'est pas, ce ne doit pas être la pure vérité historique que l'on ait à rechercher, mais seulement *l'état d'esprit historique* du législateur, dans la mesure où il a déterminé sa volonté souveraine ». Méthode d'interprétation et Sources en droit privé positif, 1^{re} édit. n° 101.

vation, une observation de tous les siècles, a prouvé que les incendies n'arrivent presque jamais sans la faute ou l'imprudence des personnes qui habitent la maison. Les lois romaines ont érigé cette observation en présomption légale. La loi 3 § ff. de officio præfecti vigilum 1, 15 porte : *Plerumque incendia culpa fiunt inhabitantium*. La loi II ff. de periculo et commodo rei venditæ 18, 6, va jusqu'à déclarer que : *incendium sine culpa fieri non potest*. Voilà donc une présomption légale que tout incendie a sa cause dans la faute de ceux qui habitent la maison, et par conséquent, ils doivent en répondre. Cependant, il est possible qu'ils ne soient pas en faute et que l'incendie ait été causé par un cas fortuit ; mais c'est le cas le moins fréquent, c'est l'exception ; c'est donc à celui qui l'allègue de la prouver (1) ».

Après avoir longuement justifié en équité le bien-fondé de cette présomption à Rome et dans tous les temps, Toullier établit que « cette présomption sage fut reçue très anciennement en France, non seulement dans les pays où le droit romain avait force de loi, mais encore dans les pays coutumiers. L'article 643 de la Cout. de Bretagne, réformé en 1580, l'adopte de la manière la plus générale et la plus précise... » Il n'y avait pas que la coutume de Bretagne pour suivre cette règle : « Si, dans le reste de la France coutumière, on ne trouve pas de loi générale qui établisse la présomption légale de culpabilité contre les habitants de la maison incendiée, elle n'en était pas moins presque universellement reçue et observée,

(1) TOULLIER, t. II, n° 160.

comme le prouve la jurisprudence des arrêts attestée par les auteurs français les plus recommandables... » Et, en effet, un arrêt du 6 mars 1627 a jugé que si la cause de l'incendie était ignorée, le propriétaire dans la maison duquel le feu avait pris devait indemniser les propriétaires voisins, aux immeubles desquels le feu avait été communiqué. Même jurisprudence dans un arrêt du 22 août 1743 — et le commentaire de Denizart est tout à fait probant : « Cet arrêt, dit-il, est fondé sur ce que le cas fortuit ne se présume pas en fait d'incendie, s'il n'est pas prouvé.

» *La présomption de droit* est que le feu qui a pris dans une maison a été causé par la faute ou la négligence de celui qui l'habite ou de son domestique dont il est responsable dans ce cas... (1). »

La doctrine est conforme aux décisions des arrêts : Bourjon consacre tout un chapitre à cette question. — « L'accident fait ici naître l'action, dit-il. Le propriétaire de la maison dans laquelle le feu a commencé

(1) M. Toullier, analysant sommairement cet arrêt de 1743, remarque que le défendeur a été condamné à des dommages-intérêts en faveur des voisins incendiés « *par la seule raison qu'il était prouvé que l'incendie avait eu son origine dans sa maison...* » et cette jurisprudence était celle des autres parlements, notamment du parlement de Rouen. Barnage sur l'article 453 de la cout. de Normandie, t. II, pp. 291 et 292, en cite trois arrêts. — « Henrys, qui professait une doctrine contraire, t. II, liv. IV, question 163, avait obtenu une sentence favorable à son opinion ; mais cette sentence « fut réformée par l'arrêt du Parlement de Paris, le 28 août 1654, rapporté par l'auteur et son savant annotateur Bretonnier atteste sur la question 87, que « cela se jugeait ainsi ». S'il est vrai que la jurisprudence avait été contraire autrefois, elle se trouvait désormais définitivement fixée.

est tenu de réparer tout le dommage que l'incendie a causé à ses voisins... Il s'ensuit que si la maison voisine a été consumée, il doit la faire reconstruire à ses frais ; c'est la conséquence et la suite de la garantie qu'il doit ; si cela est rigoureux, le contraire serait injuste... (1). »

Il est donc incontestable qu'au moment de la rédaction du Code, les arrêts et les auteurs s'accordaient à reconnaître l'existence de la présomption de faute. Si le projet du Code civil avait voulu rompre avec ce qui était établi, une disposition particulière aurait été insérée à cette fin — ou au pis aller les débats devant les Assemblées témoigneraient de cette intention. Or, il n'y a rien de pareil. La question n'est cependant pas passée inaperçue et nous avons déjà fait remarquer (2) que le Tribunal de cassation avait

(1) BOURJON. — Le droit commun de la France et la coutume de Paris. Liv. VI, tit. III, chap. VIII — De l'action qui naît de l'incendie contre le propriétaire de la maison dans laquelle le feu a commencé. — Le propriétaire qui a communiqué l'incendie est tenu de réparer le dommage causé aux immeubles voisins et également au mobilier — il doit indemniser les voisins dont on aura dû abattre l'immeuble pour circonscrire le sinistre ; il est entendu qu'au cas de force majeure « lorsque l'incendie provient du feu du ciel, l'action contre le propriétaire de la maison où le feu a commencé n'a pas lieu... »

Davot et Baunelier, dans leur *Traité du droit français à l'usage du Duché de Bourgogne et des autres pays qui ressortissent du Parlement de Dijon* (T. VII, p. 358), enseignent également la présomption de faute : « note 1254 — l'incendie est présumé venir de la négligence de ceux qui occupent la maison incendiée ; c'est donc à eux de prouver une autre cause... » La règle ne peut être formulée en termes plus clairs !

(2) Voir première partie.

proposé deux articles additionnels qui avaient précisément pour objet de régler le recours des voisins en consacrant le principe de la faute présumée.

Il est surprenant que les travaux préparatoires ne relatent pas la discussion qui a dû s'engager sur cette proposition. Nulle part nous n'en avons trouvé mention. L'initiative du Tribunal de cassation est restée lettre morte ; elle n'a pas été prise en considération.

Faut-il en cela voir la condamnation des principes affirmés par ces deux articles ? Nous ne le pensons pas ; au contraire. Soucieux d'éviter le défaut des coutumes qui avaient prodigué les règles de détail, les rédacteurs du Code ont écarté du texte le plus possible de cas particuliers ; c'est ce qu'ils ont fait déjà pour l'article 1383. On peut penser que c'est pour un motif analogue qu'ils n'ont pas ajouté les deux articles du Tribunal de cassation, estimant qu'ils étaient superflus.

Un autre témoignage précieux de la pensée des rédacteurs du Code nous est fourni par Maleville dans son analyse raisonnée de la discussion au Conseil d'État (1). Il pose la question, savoir : le locataire ou le propriétaire qui habitent la maison, sont-ils tenus du dommage causé aux maisons voisines par suite de l'incendie de la leur lorsqu'ils ne prouvent pas qu'il est arrivé sans leur faute ? — Il invoque l'autorité de Boutaric, *Inst.*, p. 491, qui répond affirmativement et il ajoute que cette solution « *est en effet conforme aux règles* ».

(1) T. III, p. 448. 2^e édition, 1807.

Il nous apparaît donc avec certitude que les législateurs de 1804 ont présumé en faute celui qui a communiqué l'incendie au voisin. On ne peut donc pas dire que la dernière jurisprudence n'est pas conforme à l'esprit de la loi.

§ 3. — LA NOTION DE RISQUE.

Si la jurisprudence est restée fidèle à l'idée traditionnelle de faute, il est indéniable qu'elle a consenti quelques concessions à la théorie nouvelle du risque créé. Elle l'a fait dans le dernier état de son évolution, en considérant la présomption de faute comme étant, dans une certaine mesure, irréfragable.

Dans sa note sous l'arrêt de la Chambre civile du 16 novembre 1920 (1), M. le professeur Savatier établit que c'est l'idée de risque qui intervient lorsque « la responsabilité du gardien de la chose n'est pas écartée alors même qu'il prouve qu'il n'a commis aucune faute, s'il ne détermine et ne démontre pas en même temps quelle est la cause étrangère, le cas fortuit ou de force majeure à laquelle doit être attribué le dommage ; dire que pour écarter la présomption de faute de l'article 1384, il ne suffit pas au gardien de la chose de prouver qu'il n'a commis aucune faute serait, en effet, contradictoire, si à côté de l'idée de faute n'intervenait pas celle de risque ».

Nous ne reviendrons pas sur la théorie du risque créé que nous avons exposée précédemment. Tout individu doit supporter le risque des choses dont il

(1) *Loc. cit.* D. P. 1920. 1. 169.

profite. Elle revendique l'application de l'article 1384 ; mais ce texte rattache la responsabilité à *la garde* et *non au profit*. « Le gardien de la chose dommageable, qui peut être un dépositaire gratuit ou un employé, n'est pas nécessairement celui qui utiliserait la chose et profiterait en elle des forces qui ont causé le dommage ». Cependant la jurisprudence a presque toujours rendu responsable celui qui profitait de la chose, paraissant unir la responsabilité attachée à la garde à celle attachée au profit. On peut donc en déduire qu' « il n'y a plus rien de choquant à ce que ce gardien qui profite de la chose soit déclaré responsable même s'il prouve qu'il n'est pas fautif dans le dommage que sa chose a causé ; sa responsabilité ne dérive plus, dans ce cas, de la faute, mais du profit, l'idée de risque ajoute à la présomption de faute... »

Il nous semble qu'en l'état actuel des lois, il n'est pas possible aux tribunaux de se rallier à la théorie du risque. Bien qu'elle s'exerce dans de très larges mesures, l'interprétation des lois a des limites ; ainsi que l'a fait remarquer M. Savatier : on ne peut pas rattacher la responsabilité au profit en vertu de l'article 1384 — alors que ce texte envisage la responsabilité de celui qui a la garde.

CHAPITRE II

Considérations pratiques et d'équité.

En fait, le résultat auquel on arrive avec la présomption de faute est très voisin de celui que donnerait l'application de la théorie du risque. Dans les deux cas, la responsabilité est présumée.

Est-ce qu'en pratique cette solution du problème donnait satisfaction à l'équité ? Tout portait à le penser. On s'accordait à reconnaître que « l'incendie est rarement dû à un cas fortuit, mais bien plutôt à l'imprudence des personnes qui habitent dans la maison ; eût-il même pour cause un cas fortuit, souvent la surveillance des habitants eût pu en arrêter le développement et empêcher la ruine de la maison (1) ». Presque toujours le feu est dû à une impru-

(1) Cf. GUILLOUARD. *Contrat de louage*, n° 253. V. également PLANIOL. *Note précit. sous Toulouse*, 14 juin 1913. D. P. 1914. 2. 174. — TOULLIER, *Loc. cit.*, n° 160.

dence ou à une négligence. C'est sur cette observation courante que l'ancien droit fondait sa présomption, pourquoi en serait-il différemment aujourd'hui ? Les procédés de construction se sont perfectionnés, les toits de chaumes d'autrefois ont disparu, l'emploi du fer et d'autres matériaux incombustibles s'est généralisé et cependant le progrès social a fait naître des causes nouvelles d'incendie : c'est l'emploi universel du charbon, du gaz, de l'électricité, des pétroles, huiles et essences, toutes matières éminemment propres à provoquer l'incendie chez les particuliers qui en font usage normal et bien plus encore chez les industriels qui emploient ces forces à la marche d'importantes usines.

On conçoit la présomption de faute qui sera fondée sur une négligence de celui qui avait « la garde » des choses alors qu'elles imposaient une obligation stricte de surveillance.

Et cependant, quelles erreurs graves et quelles injustices ne risque-t-on pas de commettre avec cette présomption irréfragable ! Les travaux parlementaires qui ont précédé la loi du 7 novembre 1922 les ont mis vigoureusement en valeur. La cause de l'incendie est souvent inconnue ; l'occupant de l'immeuble prouve qu'il n'a commis aucune imprudence, aucune négligence, peut-être même était-il absent ! Malgré cela il sera *présumé responsable*. L'équité est choquée d'une pareille solution de principe qui s'aggrave avec les conséquences pratiques : l'énormité des dommages-intérêts qui peuvent être dus aux voisins et amèneront sa ruine.

La responsabilité est subordonnée à une faute. Nous estimons que cette faute doit être *prouvée* afin d'éviter les conséquences injustes — rares peut-être — mais possibles avec le système de la présomption de faute.

Notre conclusion serait toute différente si la réparation du préjudice subi par les voisins était subordonnée uniquement au recours contre l'auteur de l'incendie ; mais il n'en est rien. Il faut tenir compte d'un élément nouveau, qui était presque inexistant dans l'ancien droit et qui, à lui seul, justifie la solution proposée : c'est l'assurance.

La pratique des assurances est générale. En cas de sinistre, le propriétaire est indemnisé par sa Compagnie d'assurances et cela dans le cas, bien entendu, où le feu s'est déclaré chez lui, mais encore lorsque l'incendie lui a été communiqué par l'immeuble voisin ! Il suffira donc que le montant de son assurance couvre le préjudice qu'il a subi pour qu'il soit entièrement indemnisé et, alors, pas de recours contre le voisin !

En pratique, sous le couvert d'un principe de droit, prôner le système de la faute *prouvée*, c'est demander la suppression virtuelle du recours contre le voisin, tandis qu'avec la présomption de faute le succès du recours est la règle !

L'assurance rend superflu l'exercice du recours du voisin. Le maintenir, c'est créer des procès innombrables qui s'engageront soit entre particuliers soit entre Compagnies d'assurances, subrogées dans les droits de leurs assurés. C'est surtout imposer à tous

la lourde charge de primes supplémentaires pour se couvrir du risque de voisinage (1).

(1) C'est cette même raison qui fait proposer de restreindre le risque locatif créé par l'article 1733 C. c. (proposition de loi déposée au Sénat par M. Catalogne, sénateur). Le propriétaire assure son immeuble. Pourquoi le locataire aurait-il également de son côté à assurer cet immeuble contre la perte qui peut en être mise à sa charge — le même bien se trouve assuré par deux personnes qui paient chacune des primes élevées ; en restreignant le recours contre le locataire on arrive sinon à supprimer entièrement sa responsabilité, tout au moins à la diminuer dans de telles proportions que l'assureur consentira à garantir ce risque moyennant une prime infime.

CHAPITRE III

Loi du 7 Novembre 1922.

Ce sont toutes ces raisons qui viennent d'être exposées qui nous font approuver un retour sur la jurisprudence consacrée par l'arrêt du 16 novembre 1920. Sous quelle forme convenait-il de l'opérer ? Voilà la question délicate ! En principe, nous estimons qu'une réforme législative ne s'imposait pas ; qu'au surplus celle réalisée par la loi du 7 novembre 1922 n'est pas satisfaisante.

Une loi nouvelle pouvait difficilement éviter un double écueil : ou bien elle devait être une disposition de principe, s'attaquant par exemple à la responsabilité du fait des choses et c'était la refonte de l'alinéa premier de l'article 1384 et peut-être des articles 1385 et 1386. On n'envisage pas sans appréhension une œuvre de cette nature, alors que des jurisconsultes éminents n'ont pas osé l'entreprendre. Ou bien ce devait être la réglementation d'un cas particulier, une disposition de détail, un additif ou un texte intercalaire — c'est ce qu'est la nouvelle loi qui présente tous les inconvénients d'un pareil texte.

Nous avons déjà souligné cette particularité remarquable des travaux préparatoires de ce chapitre des quasi-délits : toute la discussion n'a servi qu'à alléger le texte proposé par la Commission du Gouvernement. On a élagué, retranché les exceptions inutiles, repoussé les additions, toutes dispositions importantes sans doute, mais qui alourdisaient inutilement le texte. Ce qu'il importait de réaliser, c'était de dégager les principes et de laisser ensuite aux magistrats le soin d'en faire une saine application.

Légiférer sur un cas particulier de responsabilité et introduire à cette occasion une exception à un principe général posé, c'était rompre avec la sage méthode des législateurs illustres de 1804, et jusqu'à présent on ne l'avait pas fait.

Ce qui est curieux dans l'espèce, c'est que l'exception, tout en confirmant par son texte l'application de l'alinéa 1^{er}, tel que l'a conçue la jurisprudence, condamne implicitement le *principe* fondamental sur lequel il repose.

La faute présumée du gardien de la chose consiste dans un manquement aux obligations de surveillance et de garde. La nouvelle loi rejette ce principe : le détenteur est assimilé au gardien, cependant, un dommage peut survenir par le fait de la chose ; on ne tient plus compte de l'infraction aux devoirs particuliers de la garde ; il faut prouver une faute précise.

C'est, dans une certaine mesure, porter atteinte à la règle générale du premier alinéa (1).

(1) « ...Il en est des lois comme des sciences ; ce n'est pas par le nombre des principes particuliers, c'est par la fécon-

D'ailleurs, toute autre addition à l'article 1384 aurait le même inconvénient. C'est ce qui nous aurait fait préférer une proposition de loi différente, telle que celle de M. Sibille dans son dernier état, comme l'a rapportée M. Schumann dans son rapport.

La nouvelle loi est également critiquable par le côté étroit de la responsabilité qu'elle envisage. Elle ne limite pas l'application de l'alinéa 1^{er} à certaines choses ou à l'idée de garde limitativement définie.

Parmi les diverses formes que revêtent les dommages causés par les choses, elle réglemente l'une d'entre elles : *l'incendie*, au même titre que demain on peut le faire pour : *l'explosion*, par exemple.

On n'approuverait pas davantage une législation fragmentaire sur les dommages causés par certaines choses nominalement désignées. Cette méthode législative permettrait un autre texte relativement aux automobiles, un autre pour les avions, etc... Où s'arrêterait-on dans cette voie et à quels principes auraient recours les magistrats dans les cas particuliers que la loi serait, malgré tout, dans l'impossibilité de prévoir ?

La loi nouvelle apparaît comme une loi de circonstance, une loi d'expédient !

M. Schumann accepte à regret le texte voté par le Sénat; il ne le fait, dit-il, qu'en raison du caractère urgent de la loi.

Il n'y avait pas péril à retarder le vote de quelques

dité et l'application des principes généraux qu'on leur donne de l'étendue et de la force... » Fabreguette. *La Logique Judiciaire*, p. 32.

mois ; au contraire, l'ajournement eut été une excellente chose.

La Cour de cassation, par son arrêt du 17 novembre (1) — dix jours après le vote de la loi ! — devait justifier singulièrement cette dernière opinion, en conformité d'ailleurs de l'avis émis par la Société d'études législatives, à l'unanimité, dans sa séance du 18 janvier 1922 (2).

On est vraiment surpris que ce document ne soit mentionné à aucun endroit des travaux préparatoires ; il revêtait cependant une réelle importance, en raison de l'autorité des membres qui composaient la Commission (3).

Le procès-verbal assez succinct ne donne qu'un modeste écho de la discussion et cependant il rapporte quelques sages avis qui eussent été dignes d'être retenus !

M. Ambroise Colin et M. Tissier déclarent qu'on s'est exagéré la portée de l'arrêt du 16 novembre

(1) Ch. Civ., 17 novembre 1922. *Gaz. Pal.* précéd. cité. (Cassation de l'arrêt d'Alger de 1916.)

(2) Bulletin de la Société d'Études législatives, 1922, p. 161. Réunion tenue à la suite d'une demande d'avis de M. le Garde des Sceaux à la Société d'Études législatives sur des propositions de loi concernant le recours des voisins en matière d'incendie.

(3) La Commission était présidée par M. le Conseiller Ambroise Colin ; étaient présents notamment : M. le Conseiller Tissier ; M. Labbé, avocat à la Cour de Cassation et au Conseil d'État ; M. Desforges, avocat à la Cour d'appel ; assistait exceptionnellement à cette réunion : M. Drouaut, chef de Contentieux de la Compagnie d'Assurances *La Nationale*, juriste distingué, et surtout admirablement préparé à la solution pratique de la question.

et qu'il convient d'attendre les décisions de la Chambre civile sur les pourvois de Toulouse et d'Alger qui lui sont actuellement soumis. M. Ambroise Colin estime qu'il serait prématuré de légiférer actuellement, « outre qu'il est toujours dangereux de bouleverser les textes, il n'est peut-être pas opportun d'y introduire une exception spéciale au cas d'incendie... » et il est partisan de surseoir ! C'est également l'avis de M. Drouaut qui, cependant, était qualifié mieux que personne pour apprécier l'urgence d'une solution. Et le procès-verbal porte que, « à l'unanimité, la Commission décide de surseoir et de transmettre à la Chancellerie une opinion favorable à l'ajournement ».

Comment expliquer après cela que, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence ait été déclarée devant la Chambre et le Sénat et qu'il y ait eu vote sans débat ?

L'analyse que nous avons faite de la loi a fait apparaître suffisamment ses imperfections pour que nous n'ayons pas à y revenir longuement.

Elle ne réglemente pas tous les cas de communication du feu et de recours des voisins et les exceptions se distinguent difficilement, faute de critérium précis.

Le texte ne se suffit pas à lui-même et on est contraint pour son interprétation d'avoir recours aux documents parlementaires. Méthode généralement nécessaire avec les lois actuelles, mais qui ne jette pas beaucoup de clarté dans le débat. N'avons-nous pas relevé des contradictions entre le rapport de M. Guillier et celui de M. Schumann ?

En résumé, le critérium paraît être l'incendie —

qu'on peut définir un grand embrasement, — indépendamment de la nature de la chose — meuble ou immeuble — ou de la cause originaire de l'incendie survenant ou non du vice propre de la chose ; là où il y aura feu, flammes, flammèches, il n'y aura pas nécessairement incendie.

La plupart du temps c'est l'alinéa 1^{er} qui continuera à s'appliquer au cas de communication du feu par un objet mobilier — pris isolément.

Le dommage sera survenu par le fait de la chose et entraînera la responsabilité du gardien tandis que la loi nouvelle prévoit le fait de l'incendie indépendamment de toute faute dans la garde.

La loi nouvelle aurait pu atteindre le but particulier qu'elle se proposait, à savoir de restreindre l'exercice du recours du voisin en précisant les conditions générales de la responsabilité du fait des choses.

L'arrêt du 16 novembre 1920 débutait par un énoncé de principes dont la portée dépassait singulièrement le cas particulier d'incendie (1). Il mettait fin à la

(1) Relire tout le début de l'arrêt jusqu'à l'application du principe à l'espèce : « attendu que le 2 juillet 1906... » c'est une particularité remarquable de cet arrêt qui ne se retrouve que très exceptionnellement, nous l'accordons volontiers ; d'ailleurs MM. Aubry et Rau parlent de cette question avec une compétence particulière : « la Cour de cassation se garde avec soin d'exprimer des principes généraux, elle évite les formules abstraites, c'est plutôt par l'ensemble des décisions intervenues dans les espèces diverses qu'elle fait ressortir le sens qu'il faut attribuer à une loi ». 5^e T. I, p. 195.

grande controverse qui divisait la jurisprudence. La question du recours du voisin se trouvait résolue ; mais la solution de ce cas particulier n'était que la conséquence directe du principe posé de la responsabilité du fait des choses : peu importe la nature de la chose, qu'elle soit dangereuse ou non ; que le dommage ait été causé par un vice propre ou par la transmission d'une force dommageable — la responsabilité est rattachée à la garde.

C'était étendre considérablement le système d'application de l'article 1384, 1^{er} alinéa, qui en réalité s'était limité jusque-là *aux choses dangereuses*. Pourquoi une loi nouvelle n'aurait-elle pas précisé ce qu'il fallait entendre par *la garde* de la chose, au besoin en limitant la présomption de faute à la garde des choses dangereuses ?

C'était résoudre ainsi le conflit qui existait et existe encore entre la responsabilité du fait des personnes et celle du fait des choses. Si l'on estime qu'il y a deux responsabilités distinctes, soumises, l'une à l'article 1382-83, l'autre à l'article 1384, 1^{er} alinéa, quel sera le critérium distinctif de chacune d'elles ? car il est souvent malaisé de faire la distinction. On ne saurait trouver de meilleur exemple que les accidents d'automobiles. On se borne à dire, pour justifier l'application de l'article 1382, que l'action de l'homme apparaît comme prépondérante ; ceci nous paraît notoirement insuffisant.

Ce n'est pas avec une règle aussi empirique que des difficultés pratiques peuvent être résolues ; au surplus, l'opposition entre le fait de l'homme et le fait de la chose nous paraît mal fondée. M. Ripert

en a fait, selon nous, la démonstration éclatante (1).

Certaines choses paraissent douées d'une activité propre, avoir un dynamisme personnel. Lorsque cette action se manifeste, il semble bien qu'il y ait un fait personnel de la chose. Pure apparence !

N'est-ce pas l'homme qui a organisé la chose et lui a donné son pouvoir destructif ? Il produit la vapeur, canalise l'électricité, par ses mélanges constitue des substances explosives. Or, « les choses inanimées ne peuvent devenir nocives que si quelqu'un les anime. La force qui les fait sortir de l'inertie au risque d'un dommage, c'est la force humaine » ; et le savant auteur en conclut logiquement : « La chose est l'instrument du dommage ; elle ne peut en être la cause. Sous le fait de la chose apparaît nécessairement le fait de l'homme (2) ».

Mais ce n'est pas pour cela que l'expression « fait

(1) Note précitée sous Civ. 21 janv. 1919, D. P. 1922-1. 25.

(2) De même qu'il y a fait de l'homme, M. Ripert admet qu'il y a un « fait de l'animal », « parce que l'animal a une activité propre et peut de lui-même causer un préjudice » et il les oppose au « fait de la chose », laquelle est inanimée et n'est pas douée de *la vie*.

Nous pencherions pour un criterium différent.

On peut imaginer un automate admirablement perfectionné qui sera susceptible de causer un dommage à l'égal de l'animal. La distinction doit-elle résider dans la nature de l'élément moteur ? La cellule de protoplasma pour l'un, la molécule de matière pour l'autre ? Nous ne le pensons pas.

Tandis qu'au contraire, le fait de l'homme se distingue des deux autres par le caractère essentiellement subjectif de l'acte qui est la manifestation d'une *volonté ordonnée* de la part d'un être *conscient*.

de la chose » n'a plus aucun sens ! « Elle signifie simplement que dans la recherche de la responsabilité, au lieu de remonter dans la chaîne de causalité jusqu'à l'auteur premier du dommage, on peut s'arrêter à celui qui, sans avoir créé le danger, se sert de la chose dangereuse, parce que la faute consiste à s'en servir..., à ne pas prendre des précautions particulières pour éviter qu'elle soit nocive ».

Ainsi disparaît la distinction entre le fait de la chose et le fait de l'homme. Toute la responsabilité de l'article 1384, 1^{er} alinéa, est subordonnée à l'obligation de *garde*. C'est donc cette notion de garde qu'il importe de définir ; et en cela pouvait se manifester utilement l'action du législateur (1).

« Une distinction basée sur la nature juridique des biens ne peut pas se comprendre », pas plus qu'une distinction sur la nature des forces des choses : incendie, explosion, etc..., ce qu'a fait la loi du 7 novembre

(1) M. Drouaut a bien voulu nous communiquer le texte de la modification législative qu'il envisageait pour remédier à l'extrême généralité de l'alinéa 1 de l'article 1384, et réglementer en même temps le recours du voisin, texte dont communication a été donnée à la Société d'Études Législatives :

L'alinéa 1 de l'article 1384 est supprimé.

L'article 1385 est complété par la disposition suivante :

« Le gardien d'une machine ou d'un produit qualifié dangereux par les règlements administratifs est responsable des dommages que ces objets peuvent occasionner à autrui, à moins que le gardien desdits objets n'établisse le cas fortuit ou la faute du tiers lésé. »

Cette proposition (indépendamment de toute retouche de texte) avait le grand mérite de s'en tenir à des notions générales en condensant dans un même article tous les cas de responsabilité pouvant survenir du fait de la « garde ».

1922. « Ce qu'il faut en réalité rechercher, c'est si la chose doit être gardée et surveillée. L'obligation de garde ne peut être admise que s'il s'agit d'une chose nocive par elle-même... (1) ». Le gardien de la chose sera responsable lorsqu'il avait un devoir particulier de surveillance sur une chose dangereuse pour les tiers ; il est présumé avoir manqué à cette obligation par la seule réalisation du dommage. Il y a donc à sa charge une faute génératrice de responsabilité.

On aperçoit les résultats pratiques d'une pareille solution : le recours du voisin se trouve singulièrement limité. Celui qui occupe un immeuble quelconque ne sera plus présumé responsable de la communication de l'incendie, à moins qu'il ne s'agisse d'industries présentant des dangers d'incendie particuliers et nécessitant de ce fait une surveillance spéciale : matières inflammables, distilleries, scieries, etc.

Le problème de la réparation des accidents d'automobiles se serait trouvé résolu, le chauffeur étant présumé responsable. On aurait enfin supprimé cette anomalie de la jurisprudence moderne : un enfant est écrasé par une voiture attelée, le conducteur est présumé responsable ; s'il s'agit d'une automobile, les parents doivent prouver la faute du chauffeur !

Entendre le mot « garde » comme nous venons de le faire, ce n'est pas lui donner un sens qu'il n'a pas ; c'est seulement en restreindre logiquement la portée.

La Cour de cassation était éminemment qualifiée pour imposer cette interprétation. Il eût été désirable

(1) Cette conception se trouve déjà en germe dans la note précitée de M. Planiol. Cf. sous Toulouse, 14 juin 1913, D. P. 1916. 2. 174.

d'attendre la solution du pourvoi sur l'arrêt de Toulouse. Le problème du recours du voisin se fût trouvé résolu sans intervention législative.

La question reste entière pour la responsabilité du fait des choses en général. Il appartiendra à la Cour suprême, pour la résoudre, de « préciser cette notion particulière de garde qui entre dans le domaine juridique ».

CONCLUSION

On a pu suivre, au cours de cette étude, toutes les transformations qu'a subies le recours du voisin en cas d'incendie.

Dans l'ancien droit, nous trouvons déjà trace d'une première évolution de jurisprudence. A l'origine, il est incontesté que le voisin doit prouver une faute du propriétaire de la maison incendiée. La pratique a révélé que le feu ne prend naissance qu'exceptionnellement par cas de force majeure, qu'il est presque toujours dû à une imprudence des occupants de l'immeuble. Il y a donc lieu de présumer la faute : c'est ce qui va être consacré par les arrêts jusqu'au jour de la promulgation du Code.

L'absence de disposition particulière dans le Code oblige les Tribunaux à considérer l'action en recours du voisin comme une action quasi-délictuelle soumise aux principes généraux.

Nous avons consacré toute notre première partie à cette étude. Il n'y a point de responsabilité sans faute et la preuve incombe au demandeur : voilà le

principe qui sera rigoureusement suivi pendant presque tout le XIX^e siècle. Les Tribunaux, soumis à l'observation de la loi écrite, n'ont plus la même liberté d'appréciation qu'autrefois. Certains d'entre eux, convaincus de l'excellence de l'ancienne règle, voudront y revenir par l'application par analogie de l'article 1733. Leurs décisions seront régulièrement cassées. La jurisprudence sait d'ailleurs tempérer la rigueur du principe ; elle apprécie souverainement le fait constitutif de faute ; elle va même assez loin dans cette voie, assouplissant ses solutions avec le développement social : la faute pourra résulter d'un manque de précautions ou de surveillance (1).

Nous avons vu par quelles circonstances la solution du recours du voisin était entrée dans une voie toute nouvelle.

C'est à la suite de l'arrêt fameux de la Chambre civile du 16 juin 1896 que la responsabilité du fait des choses a pris naissance.

Nous ne voulons retenir, au moment de conclure, que le rôle joué par la jurisprudence et le caractère remarquable de son évolution qui s'effectue en pleine conformité de la loi.

« Une science juridique qui aboutirait à des solutions injustes ou dangereuses serait fausse, elle irait contre son but (2) ». C'est à cela que conduisait l'application des articles 1382 et 1383 en matière d'accidents du travail. L'équité exigeait un abandon des principes traditionnels.

(1) Arrêt précit. Cass., 17 déc. 1878.

(2) PLANIOL, *Traité élément.* 8^e éd. t. I, n° 224.

On conçoit toute la difficulté de la tâche dévolue aux tribunaux : trouver une solution nouvelle tout en restant fidèle à la loi. Mais comment demander au Code de 1804 de résoudre les problèmes qu'a fait naître l'industrie du ^{xx}^e siècle, problèmes qu'on soupçonnait à peine il y a quelques années ?

C'est ici qu'apparaît la grandeur de l'œuvre des rédacteurs du Code. A l'exemple des jurisconsultes de Rome, dont les préceptes avaient franchi les siècles sans vieillir, ils ont voulu faire œuvre d'avenir, édicter des principes généraux susceptibles de s'appliquer aux multiples cas particuliers qui devaient naître dans la suite des temps. Portalis a marqué ce caractère de l'œuvre dans un passage mémorable : « Nous nous sommes préservés de la dangereuse ambition de vouloir tout régler et tout prévoir... Les besoins de la Société sont si variés, la communication des hommes est si active, leurs intérêts si multipliés, leurs rapports si étendus, qu'il est impossible au législateur de pourvoir à tout... D'ailleurs comment enchaîner l'action du temps ? Comment s'opposer au cours des événements ou à la pente insensible des mœurs ? Comment connaître et calculer d'avance ce que l'expérience seule peut nous révéler ?... C'est au magistrat et au jurisconsulte, pénétrés de l'esprit général des lois, à en diriger l'application (1) ».

Le problème de la réparation des dommages causés par le fait des choses allait se trouver résolu par la

(1) Discours préliminaire de présentation du Code civil ; rapporté par M. Ballot-Beaupré dans son discours, lors du centenaire du Code civil.

présomption de responsabilité de l'article 1384, alinéa 1^{er}.

Le rôle de la jurisprudence est également digne d'être admiré. N'est-ce pas déjà une grande chose que d'avoir donné la vie à un texte qui, jusqu'alors, n'avait pas eu l'occasion d'être appliqué ?

La conséquence qui va en résulter, c'est le recours du voisin lié à l'application du principe nouveau.

Nous avons vu les décisions multiples qui ont contribué à façonner la règle nouvelle jusqu'au jour où, par l'arrêt de la Chambre civile du 16 novembre 1920, on a pu croire qu'elle était définitivement fixée.

La jurisprudence venait d'accomplir une évolution analogue à celle qu'elle avait suivie dans l'ancien droit : par des voies différentes, sans doute, mais elle aboutissait au même résultat : présumer en faute celui chez lequel l'incendie a pris naissance.

Il semble que ce soit le juste retour à la règle équitable qui n'aurait jamais dû être abandonnée. Il n'en est rien.

Le développement de la Société moderne fait intervenir un élément nouveau dans le problème : le contrat *d'assurance*. Or, la pratique de l'assurance, ainsi que nous l'avons montré, ne nécessite plus la solution du recours du voisin par une présomption de faute ; au contraire, cette solution deviendrait, aujourd'hui, onéreuse pour la Société ! Il faut donc restreindre l'exercice du recours.

Par quel but y arrivera-t-on ?

Est-ce par une loi strictement limitée à cette fin ? — nous ne l'avons pas pensé. Pourquoi aujourd'hui,

comme autrefois, ne pas « se préserver de la dangereuse ambition de vouloir tout régler et tout prévoir ?... (1) » Les exceptions ne peuvent qu'affaiblir la portée d'une règle générale. Enfin, la méthode de travail de 1804 était formelle. On avait rejeté les solutions d'espèces, même celles proposées par le Tribunal de cassation !

Pourquoi n'avoir pas fait confiance à la Jurisprudence et ne pas lui avoir laissé le soin d'opérer le revirement souhaité ?

Nous estimons que c'eût été la meilleure solution.

La Cour de cassation n'avait pas à revenir sur l'interprétation générale de l'article 1384, 1^{er} alinéa. Il lui suffisait de restreindre la présomption de faute à la garde des choses dangereuses pour résoudre le problème particulier du recours du voisin et celui beaucoup plus général de la responsabilité du fait des choses.

(1) PORTALIS, *eod loc.*

Vu : Le Doyen,
H. BARTHÉLEMY.

Vu : Le Président de la thèse,
R. PIEDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- BALLOT-BEAUPRÉ. — *Le Centenaire du Code civil.*
- BARBERY. — *De la Responsabilité du fait des choses inanimées.* Thèse, Paris 1910.
- BOURJON. — *Le Droit Commun de la France et la Coutume de Paris.*
- DAVOT et BANNELIER. — *Traité de Droit Français à l'usage du Duché de Bourgogne.*
- FABREGUETTES. — *La Logique Judiciaire et l'Art de juger.*
- FENET. — *Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil.*
- GENY. — *Méthode d'Interprétation et sources en droit privé positif.*
- GUILLOUARD. — *Contrat de Louage.*
- JOSSERAND. — *De la Responsabilité du fait des choses inanimées,* 1897.
- LALANDE (DE). — *Traité théorique et pratique du contrat d'Assurances contre l'Incendie.* Thorin, éd. 1885.
- LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations.*
- LOCRE. — *Procès-verbaux du Conseil d'Etat contenant la discussion du Code civil.*
- MALEVILLE. — *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat.* 2^e éd. 1807.
- MARCADE. — *Explication théorique et pratique du Code civil.*
- PLANIOL. — *Traité élémentaire,* 7^e éd.
— *Revue Critique,* 1905, 1906.

- SAINCTELETTE. — *De la responsabilité et de la Garantie.*
Recueil Périodique des Assurances, 1909.
- SALEILLES. — *Revue Bourguignonne de l'Enseignement Supérieur*, 1894.
- *Les Accidents du Travail et la Responsabilité civile*, 1887.
- SAUZET. — *De la responsabilité des patrons vis-à-vis de leurs ouvriers dans les accidents industriels.* *Revue critique* 1883.
- TART. — *De la responsabilité à raison des choses inanimées.*
- TAULIER. — *Théorie raisonnée du Code civil.*
- TEISSEIRE. — *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*, 1901, thèse, Aix.
- TOULLIER. — *Le Droit civil Français.*
- TRIANDAFIL. — *L'idée de faute et l'idée de risque comme fondement de la Responsabilité.* Thèse, Paris, 1914.
- TROPLONG. — *Du Louage.*

NOTES DE JURISPRUDENCE

- ESMEIN. — *Sirey*, 1910. 1. 17.
- JOSSERAND. — *Dalloz*, 1900. 2. 289.
- — 1904. 2. 257.
- — 1905. 2. 417.
- — 1907. 1. 177.
- — 1908. 1. 217.
- PLANIOL. — *Dalloz*. — 1909. 1. 73.
- — 1914. 2. 174.
- RIPERT. — *Dalloz*. 1922. 1. 25.
- — 1922. 2. 21.
- SALEILLES. — *Dalloz*, 1897. 1. 433.
- SAVATIER. — *Dalloz*. 1920. 1. 169.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

La Théorie traditionnelle de la faute prouvée.

CHAPITRE PREMIER. — Le fondement de la Responsabilité. La faute	3
CHAPITRE II. — Travaux Préparatoires du Code civil	9
CHAPITRE III. — Conditions de fond de la Responsabilité	17
§ 1. — <i>Existence d'un dommage</i>	17
§ 2. — <i>Existence d'une faute</i>	17
§ 3. — <i>Existence d'un lien de causalité entre la faute et le dommage</i>	20
§ 4. — <i>Des causes d'exonération de la Responsabilité</i>	21
§ 5. — <i>De la Communication de l'incendie par des biens meubles ou immeubles</i>	23
CHAPITRE IV. — La Doctrine Traditionnelle et la Jurisprudence	27
§ 1. — <i>Des faits constitutifs de faute</i>	31
§ 2. — <i>Incendie communiqué par une chose mobilière ou par un immeuble</i>	35

DEUXIEME PARTIE

Les Solutions nouvelles.

CHAPITRE PREMIER. — Origines de l'évolution.....	43
CHAPITRE II. — Les Doctrines nouvelles.....	49
CHAPITRE III. — Jurisprudence	59
§ 1. — <i>Le mot « choses ». Distinction entre meubles et immeubles.....</i>	64
§ 2. — <i>Du dommage causé par « le fait des choses ».....</i>	73
§ 3. — <i>Le Gardien. La Garde.....</i>	81
§ 4. — <i>Les causes d'exonération de Responsabilité.....</i>	92
§ 5. — <i>La Jurisprudence après l'arrêt du 16 novembre 1920.....</i>	96
CHAPITRE IV. — La loi du 7 novembre 1922.....	101
§ 1. — <i>La Nouvelle Loi. Son élaboration.....</i>	101
§ 2. — <i>La Nouvelle Loi et son application.....</i>	112
1 ^o — <i>Nature du Sinistre.....</i>	112
2 ^o — <i>Nature de l'objet sinistré.....</i>	112
3 ^o — <i>Bénéficiaire</i>	116
4 ^o — <i>Effet rétroactif de la loi.....</i>	117
§ 3. — <i>La loi du 7 novembre 1922 et l'alinéa 1^{er} de l'article 1384.....</i>	119

TROISIEME PARTIE

Etude critique.

CHAPITRE PREMIER. — La Jurisprudence après l'arrêt du 16 novembre 1920 et le Code civil.....	125
§ 1. — <i>L'idée de faute.....</i>	125
§ 2. — <i>La présomption de faute et l'Ancien Droit.....</i>	129
§ 3. — <i>La notion de risque.....</i>	134
CHAPITRE II. — Considérations pratiques et d'équité.....	137
CHAPITRE III. — La loi du 7 novembre 1922.....	141
CONCLUSION.....	153

